



**CHAPTER F-2.2**

**CHAPITRE F-2.2**

**Family Services Act**

**Loi sur les services à la famille**

1983, c.16, s.1

1983, ch. 16, art. 1

*Assented to July 16, 1980*

*Sanctionnée le 16 juillet 1980*

**Chapter Outline**

**Sommaire**

Definitions. . . . . 1

adult — adulte

associated person — personne associée

cohabit — cohabiter

common-law partner — conjoint de fait

community — communauté

community social services or social services — services sociaux  
services sociaux communautaires

community social service agency — agence de services sociaux  
communautaires

consent — consentement

court — cour

Department — ministère

disabled person — personne handicapée

elderly person — personne âgée

holiday — jour férié

immediate family — proche famille

Minister — ministre

prescribed form — forme prescrite

protective care — régime de protection

province — province

resources — ressources

spouse — conjoint

Repealed. . . . . 2

Authority of Minister. . . . . 3

Determination of suitability. . . . . 3.1

Repealed. . . . . 4

Repealed. . . . . 4.1

Contracts with Crown in right of Canada. . . . . 5

Repealed. . . . . 6

Repealed. . . . . 7

Repealed. . . . . 7.1

Repealed. . . . . 8

Repealed. . . . . 8.1

Définitions. . . . . 1

adulte — adult

agence de services sociaux communautaires — community  
social services agency

cohabiter — cohabit

communauté — community

conjoint — spouse

conjoint de fait — common-law partner

consentement — consent

cour — court

forme prescrite — prescribed form

jour férié — holiday

ministère — Department

ministre — Minister

personne âgée — elderly person

personne associée — associated person

personne handicapée — disabled person

proche famille — immediate family

province — province

régime de protection — protective care

ressources — resources

services sociaux communautaires ou services sociaux —  
community social services social services

Abrogé. . . . . 2

Autorité du ministre. . . . . 3

Établissement de l'aptitude. . . . . 3.1

Abrogé. . . . . 4

Abrogé. . . . . 4.1

Contrats avec la Couronne du chef du Canada. . . . . 5

Abrogé. . . . . 6

Abrogé. . . . . 7

Abrogé. . . . . 7.1

Abrogé. . . . . 8

Abrogé. . . . . 8.1

Repealed. . . . .	9
Confidential nature of proceedings. . . . .	10
Confidentiality of information. . . . .	11
Disclosure with respect to suitability. . . . .	11.001
Contracts with Canada Revenue Agency. . . . .	11.01
Repealed. . . . .	11.1
Repealed. . . . .	11.2
Conflict with the <i>Right to Information and Protection of Privacy Act</i> . . . . .	11.3
Offence to obstruct or interfere with Minister. . . . .	12
Repealed. . . . .	13
Repealed. . . . .	13.1
Repealed. . . . .	14
Repealed. . . . .	15

**PART I****PROVISION OF COMMUNITY SOCIAL SERVICES**

Contracts for provision of social services. . . . .	16
Provision of social services. . . . .	17
Contract with third party. . . . .	18
Contract to purchase social services from government, agency or person. . . . .	19
Authority of Minister respecting social services. . . . .	20
Resources provided only by contract. . . . .	21
Investigation of community social services agency. . . . .	22
Deemed payment under <i>Social Welfare Act</i> . . . . .	22.1
person in need — personne nécessiteuse	

**PART II****COMMUNITY PLACEMENT RESOURCES**

Definitions. . . . .	23
community placement resource — centre de placement communautaire	
operator — responsable	
Authority of Minister respecting community placement resources. . . . .	24
Minister may enter into contracts. . . . .	25
Approval of Minister required. . . . .	26
Investigation of community placement resources. . . . .	27

Powers of court on conviction of operator. . . . .	28
Repealed. . . . .	29
Deemed payment under <i>Social Welfare Act</i> . . . . .	29.1
person in need — personne nécessiteuse	

**PART III****PROTECTION SERVICES**

Repealed. . . . .	29.2
Repealed. . . . .	30
Repealed. . . . .	30.1
Repealed. . . . .	31
Repealed. . . . .	31.01
Repealed. . . . .	31.1
Repealed. . . . .	31.2
Repealed. . . . .	32
Repealed. . . . .	33
Neglected or abused adult. . . . .	34
Investigation with respect to neglected or abused adult. . . . .	35
Disclosure of information by professional person. . . . .	35.1
professional person — professionnel	
Removal and detention of offending person. . . . .	36
Consideration of wishes of neglected or abused adult. . . . .	36.1
Finding that a person has endangered the security of another person. . . . .	36.2

Abrogé. . . . .	9
Nature confidentielle des procédures. . . . .	10
Confidentialité des renseignements. . . . .	11
Divulgence portant sur l'aptitude. . . . .	11.001
Contrats avec l'Agence du revenu du Canada. . . . .	11.01
Abrogé. . . . .	11.1
Abrogé. . . . .	11.2
Incompatibilité avec la <i>Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée</i> . . . . .	11.3
Infraction d'entraver ou de contrecarrer le ministre. . . . .	12
Abrogé. . . . .	13
Abrogé. . . . .	13.1
Abrogé. . . . .	14
Abrogé. . . . .	15

**PARTIE I****FOURNITURE DE SERVICES SOCIAUX COMMUNAUTAIRES**

Contrats de fourniture de services sociaux. . . . .	16
Fourniture de services sociaux. . . . .	17
Contrats avec une tierce partie. . . . .	18
Contrats pour acheter des services sociaux d'un gouvernement, d'un organisme ou d'une personne. . . . .	19
Pouvoirs du ministre concernant les services sociaux. . . . .	20
Fourniture des ressources qu'aux termes d'un contrat. . . . .	21
Enquêtes concernant une agence de services sociaux communautaires. . . . .	22
Versement réputé être fait en vertu de la <i>Loi sur le bien-être social</i> . . . . .	22.1
personne nécessiteuse — person in need	

**PARTIE II****CENTRES DE PLACEMENT COMMUNAUTAIRE**

Définitions. . . . .	23
centre de placement communautaire — community placement resource	
responsable — operator	
Pouvoirs du ministre concernant les centres de placement communautaires. . . . .	24
Ministre peut conclure des contrats. . . . .	25
Agrément du ministre requis. . . . .	26
Enquête sur un centre de placement communautaire. . . . .	27
Pouvoirs de la cour lorsqu'un responsable est reconnu coupable d'une infraction. . . . .	28
Abrogé. . . . .	29
Versement réputé fait en vertu de la <i>Loi sur le bien-être social</i> . . . . .	29.1
personne nécessiteuse — person in need	

**PARTIE III****SERVICES DE PROTECTION**

Abrogé. . . . .	29.2
Abrogé. . . . .	30
Abrogé. . . . .	30.1
Abrogé. . . . .	31
Abrogé. . . . .	31.01
Abrogé. . . . .	31.1
Abrogé. . . . .	31.2
Abrogé. . . . .	32
Abrogé. . . . .	33
Adulte négligé ou maltraité. . . . .	34
Enquête concernant un adulte qu'on croit négligé ou maltraité. . . . .	35
Divulgence des renseignements par un professionnel. . . . .	35.1
professionnel — professional person	
Sortie et détention d'un contrevenant. . . . .	36
Prise en considération des vœux de l'adulte négligé ou maltraité. . . . .	36.1
Personne ayant menacé la sécurité d'une autre personne. . . . .	36.2

Authority of Minister with respect to neglected or abused adult. . . 37  
 Security of person, protective care of person. . . . . 37.1  
 Application for order where adult is discharged from psychiatric facility. . . . . 37.2  
 Examination report. . . . . 37.3  
 Application to court. . . . . 38  
 Powers of court. . . . . 39  
 Order for hospitalization. . . . . 40  
 Right to appeal from order or decision. . . . . 41  
 Appeal procedure and powers of court. . . . . 42

**PART IV**

**CHILDREN IN CARE**

Repealed. . . . . 43  
 Repealed. . . . . 44  
 Repealed. . . . . 45  
 Repealed. . . . . 46  
 Repealed. . . . . 47  
 Repealed. . . . . 48  
 Repealed. . . . . 49  
 Repealed. . . . . 50  
 Repealed. . . . . 51  
 Repealed. . . . . 51.01  
 Repealed. . . . . 51.1  
 Repealed. . . . . 52  
 Repealed. . . . . 53  
 Repealed. . . . . 54  
 Repealed. . . . . 55  
 Repealed. . . . . 56  
 Repealed. . . . . 56.1  
 Repealed. . . . . 57  
 Repealed. . . . . 58  
 Repealed. . . . . 59  
 Repealed. . . . . 60  
 Repealed. . . . . 61  
 Repealed. . . . . 62  
 Repealed. . . . . 63

**PART V**

**ADOPTION**

Repealed. . . . . 63.1  
 Repealed. . . . . 64  
 Repealed. . . . . 65  
 Repealed. . . . . 66  
 Repealed. . . . . 67  
 Repealed. . . . . 68  
 Repealed. . . . . 69  
 Repealed. . . . . 70  
 Repealed. . . . . 70.1  
 Repealed. . . . . 71  
 Repealed. . . . . 72  
 Repealed. . . . . 73  
 Repealed. . . . . 74  
 Repealed. . . . . 74.1  
 Repealed. . . . . 75  
 Repealed. . . . . 76  
 Repealed. . . . . 77  
 Repealed. . . . . 78  
 Repealed. . . . . 79  
 Repealed. . . . . 80  
 Repealed. . . . . 81  
 Repealed. . . . . 82  
 Repealed. . . . . 83  
 Repealed. . . . . 84  
 Repealed. . . . . 85  
 Repealed. . . . . 86

Pouvoirs du ministre concernant un adulte négligé ou maltraité. . . 37  
 Sécurité d'une personne et régime de protection d'une personne. 37.1  
 Demande pour une ordonnance lorsque l'adulte reçoit son congé de l'établissement psychiatrique. . . . . 37.2  
 Rapport d'examen. . . . . 37.3  
 Demande à la cour. . . . . 38  
 Pouvoirs de la cour. . . . . 39  
 Ordonnance d'hospitalisation. . . . . 40  
 Droit d'appel d'une ordonnance ou d'une décision. . . . . 41  
 Procédure d'appel et pouvoirs de la cour. . . . . 42

**PARTIE IV**

**ENFANTS PRIS EN CHARGE**

Abrogé. . . . . 43  
 Abrogé. . . . . 44  
 Abrogé. . . . . 45  
 Abrogé. . . . . 46  
 Abrogé. . . . . 47  
 Abrogé. . . . . 48  
 Abrogé. . . . . 49  
 Abrogé. . . . . 50  
 Abrogé. . . . . 51  
 Abrogé. . . . . 51.01  
 Abrogé. . . . . 51.1  
 Abrogé. . . . . 52  
 Abrogé. . . . . 53  
 Abrogé. . . . . 54  
 Abrogé. . . . . 55  
 Abrogé. . . . . 56  
 Abrogé. . . . . 56.1  
 Abrogé. . . . . 57  
 Abrogé. . . . . 58  
 Abrogé. . . . . 59  
 Abrogé. . . . . 60  
 Abrogé. . . . . 61  
 Abrogé. . . . . 62  
 Abrogé. . . . . 63

**PARTIE V**

**L'ADOPTION**

Abrogé. . . . . 63.1  
 Abrogé. . . . . 64  
 Abrogé. . . . . 65  
 Abrogé. . . . . 66  
 Abrogé. . . . . 67  
 Abrogé. . . . . 68  
 Abrogé. . . . . 69  
 Abrogé. . . . . 70  
 Abrogé. . . . . 70.1  
 Abrogé. . . . . 71  
 Abrogé. . . . . 72  
 Abrogé. . . . . 73  
 Abrogé. . . . . 74  
 Abrogé. . . . . 74.1  
 Abrogé. . . . . 75  
 Abrogé. . . . . 76  
 Abrogé. . . . . 77  
 Abrogé. . . . . 78  
 Abrogé. . . . . 79  
 Abrogé. . . . . 80  
 Abrogé. . . . . 81  
 Abrogé. . . . . 82  
 Abrogé. . . . . 83  
 Abrogé. . . . . 84  
 Abrogé. . . . . 85  
 Abrogé. . . . . 86

Repealed. . . . .	.87
Repealed. . . . .	.88
Repealed. . . . .	.89
Repealed. . . . .	.90
Repealed. . . . .	.90.01
Repealed. . . . .	.91
Repealed. . . . .	.92
Repealed. . . . .	.93
Repealed. . . . .	.94

**PART V.I****CONFIDENTIALITY, DISCLOSURE AND THE POST-ADOPTION REGISTER**

Repealed. . . . .	.94.01
Repealed. . . . .	.94.02
Repealed. . . . .	.94.03
Repealed. . . . .	.94.04
Repealed. . . . .	.94.05
Repealed. . . . .	.94.06
Repealed. . . . .	.94.07
Repealed. . . . .	.94.08
Repealed. . . . .	.94.09
Repealed. . . . .	.94.1
Repealed. . . . .	.94.2
Repealed. . . . .	.94.3
Repealed. . . . .	.94.4
Repealed. . . . .	.94.5
Repealed. . . . .	.94.6
Repealed. . . . .	.95
Repealed. . . . .	.95.1

**PART VI****PARENTAGE OF CHILDREN**

Parent and child relationship. . . . .	.96
Construction of instrument, Act or regulation. . . . .	.97
Jurisdiction of The Court of King's Bench of New Brunswick. . . . .	.98
Civil nature of proceedings. . . . .	.99
Declaratory orders of parentage. . . . .	.100
Discharge or variance of order. . . . .	.101
Appeal. . . . .	.102
Presumptions of paternity. . . . .	.103
Written acknowledgement of parentage as evidence. . . . .	.104
Statutory declaration affirming natural father by a man and the mother. . . . .	.105
Statutory declaration affirming natural father by a man. . . . .	.106
Statement respecting order or judgment to Registrar General of Vital Statistics. . . . .	.107
Certified copy as evidence. . . . .	.108
Limitation on construction. . . . .	.109
Leave to obtain blood and other tests as evidence. . . . .	.110

**PART VII****SUPPORT OBLIGATIONS, CUSTODY AND ACCESS**

Repealed. . . . .	.111
Repealed. . . . .	.112
Repealed. . . . .	.113
Repealed. . . . .	.114
Repealed. . . . .	.115
Repealed. . . . .	.115.1
Repealed. . . . .	.116
Repealed. . . . .	.117
Repealed. . . . .	.118
Repealed. . . . .	.119
Repealed. . . . .	.120
Repealed. . . . .	.121

Abrogé. . . . .	.87
Abrogé. . . . .	.88
Abrogé. . . . .	.89
Abrogé. . . . .	.90
Abrogé. . . . .	.90.01
Abrogé. . . . .	.91
Abrogé. . . . .	.92
Abrogé. . . . .	.93
Abrogé. . . . .	.94

**PARTIE V.I****CONFIDENTIALITÉ, DIVULGATION ET REGISTRE POSTADOPTION**

Abrogé. . . . .	.94.01
Abrogé. . . . .	.94.02
Abrogé. . . . .	.94.03
Abrogé. . . . .	.94.04
Abrogé. . . . .	.94.05
Abrogé. . . . .	.94.06
Abrogé. . . . .	.94.07
Abrogé. . . . .	.94.08
Abrogé. . . . .	.94.09
Abrogé. . . . .	.94.1
Abrogé. . . . .	.94.2
Abrogé. . . . .	.94.3
Abrogé. . . . .	.94.4
Abrogé. . . . .	.94.5
Abrogé. . . . .	.94.6
Abrogé. . . . .	.95
Abrogé. . . . .	.95.1

**PARTIE VI****FILIATION DES ENFANTS**

Lien de filiation. . . . .	.96
Interprétation d'un instrument, d'une loi ou d'un règlement. . . . .	.97
Compétence de la Cour du Banc du Roi. . . . .	.98
Nature civile des procédures. . . . .	.99
Ordonnance déclaratoire quant à la filiation. . . . .	.100
Révocation ou modification de l'ordonnance. . . . .	.101
Appel. . . . .	.102
Présomptions de paternité. . . . .	.103
Reconnaissance écrite de filiation admise en preuve. . . . .	.104
Déclaration solennelle conjoint affirmant que l'homme est le père naturel. . . . .	.105
Déclaration solennelle de paternité. . . . .	.106
Déclaration concernant une ordonnance ou un jugement fournie au Registraire général des statistiques de l'état civil. . . . .	.107
Copie certifiée vaut preuve. . . . .	.108
Restriction quant à l'interprétation. . . . .	.109
Autorisation pour obtenir des expertises de sang et autres et les présenter en preuve. . . . .	.110

**PARTIE VII****OBLIGATIONS DE SOUTIEN, GARDE ET DROIT DE VISITE**

Abrogé. . . . .	.111
Abrogé. . . . .	.112
Abrogé. . . . .	.113
Abrogé. . . . .	.114
Abrogé. . . . .	.115
Abrogé. . . . .	.115.1
Abrogé. . . . .	.116
Abrogé. . . . .	.117
Abrogé. . . . .	.118
Abrogé. . . . .	.119
Abrogé. . . . .	.120
Abrogé. . . . .	.121

Repealed. . . . .121.1  
 Repealed. . . . .122  
 Repealed. . . . .122.1  
 Repealed. . . . .122.2  
 Repealed. . . . .122.3  
 Repealed. . . . .122.4  
 Repealed. . . . .122.5  
 Repealed. . . . .123  
 Repealed. . . . .123.1  
 Repealed. . . . .123.2  
 Repealed. . . . .123.3  
 Repealed. . . . .123.4  
 Repealed. . . . .124  
 Repealed. . . . .125  
 Repealed. . . . .126  
 Repealed. . . . .126.1  
 Repealed. . . . .127  
 Repealed. . . . .128  
 Repealed. . . . .129  
 Repealed. . . . .130  
 Repealed. . . . .130.1  
 Repealed. . . . .130.2  
 Repealed. . . . .130.3  
 Repealed. . . . .130.4  
 Repealed. . . . .130.5  
 Repealed. . . . .130.6  
 Repealed. . . . .130.7  
 Repealed. . . . .130.8  
 Repealed. . . . .131  
 Repealed. . . . .131.1  
 Repealed. . . . .132  
 Repealed. . . . .132.1  
 Repealed. . . . .132.2  
 Repealed. . . . .133  
 Repealed. . . . .134  
 Repealed. . . . .135  
 Repealed. . . . .136  
 Repealed. . . . .137

**PART VIII  
 MISCELLANEOUS**

Offences and penalties. . . . .138  
 Repealed. . . . .139  
 Certificate of Minister as evidence. . . . .140  
 Report, certificate or other document signed by Minister as  
 evidence. . . . .141  
 Computation of time under the Act. . . . .141.1  
 Service of documents. . . . .142  
 Levy. . . . .142.01  
 cost of the social services — coût des services sociaux

Reimbursement for costs of social services. . . . .142.1  
 cost of the social services — coût des services sociaux  
 social services — services sociaux

Authorization for payment of lawyer’s fees in relation to a  
 claim under section 142.1. . . . .142.2

Regulations. . . . .143

**ADOPTION ACT**

Consequential amendments. . . . .144

**CHILDREN OF UNMARRIED PARENTS ACT**

Consequential amendments. . . . .145

**CHILD WELFARE ACT**

Consequential amendments. . . . .146

**COMPENSATION FOR VICTIMS OF CRIME ACT**

Consequential amendments. . . . .147

Abrogé. . . . .121.1  
 Abrogé. . . . .122  
 Abrogé. . . . .122.1  
 Abrogé. . . . .122.2  
 Abrogé. . . . .122.3  
 Abrogé. . . . .122.4  
 Abrogé. . . . .122.5  
 Abrogé. . . . .123  
 Abrogé. . . . .123.1  
 Abrogé. . . . .123.2  
 Abrogé. . . . .123.3  
 Abrogé. . . . .123.4  
 Abrogé. . . . .124  
 Abrogé. . . . .125  
 Abrogé. . . . .126  
 Abrogé. . . . .126.1  
 Abrogé. . . . .127  
 Abrogé. . . . .128  
 Abrogé. . . . .129  
 Abrogé. . . . .130  
 Abrogé. . . . .130.1  
 Abrogé. . . . .130.2  
 Abrogé. . . . .130.3  
 Abrogé. . . . .130.4  
 Abrogé. . . . .130.5  
 Abrogé. . . . .130.6  
 Abrogé. . . . .130.7  
 Abrogé. . . . .130.8  
 Abrogé. . . . .131  
 Abrogé. . . . .131.1  
 Abrogé. . . . .132  
 Abrogé. . . . .132.1  
 Abrogé. . . . .132.2  
 Abrogé. . . . .133  
 Abrogé. . . . .134  
 Abrogé. . . . .135  
 Abrogé. . . . .136  
 Abrogé. . . . .137

**PARTIE VIII  
 DISPOSITIONS DIVERSES**

Infractions et peines. . . . .138  
 Abrogé. . . . .139  
 Certificat du ministre à titre de preuve. . . . .140  
 Rapport, certificat ou autre document signé par le ministre à titre  
 de preuve. . . . .141  
 Calcul du délai en application de la Loi. . . . .141.1  
 Signification des documents. . . . .142  
 Contribution. . . . .142.01  
 coût des services sociaux — cost of the social services

Remboursement des frais de services sociaux. . . . .142.1  
 coût des services sociaux — cost of the social services  
 services sociaux — social services

Autorisation pour paiement d’honoraires d’un avocat pour  
 réclamation en vertu de l’article 142.1. . . . .142.2

Règlements. . . . .143

**LOI SUR L’ADOPTION**

Modifications corrélatives. . . . .144

**LOI SUR LES ENFANTS NATURELS**

Modifications corrélatives. . . . .145

**LOI SUR LE BIEN-ÊTRE DE L’ENFANCE**

Modifications corrélatives. . . . .146

**LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES  
 CRIMINELS**

Modifications corrélatives. . . . .147

<b>DAY CARE ACT</b>		<b>LOI SUR LES GARDERIES D'ENFANTS</b>	
Consequential amendments. . . . .	.148	Modifications corrélatives. . . . .	.148
<b>DESERTED WIVES AND CHILDREN MAINTENANCE ACT</b>		<b>LOI SUR L'OBLIGATION D'ENTRETIEN ENVERS LES FEMMES ET LES ENFANTS ABANDONNÉS</b>	
Consequential amendments. . . . .	.149	Modifications corrélatives. . . . .	.149
<b>DEVOLUTION OF ESTATES ACT</b>		<b>LOI SUR LA DÉVOLUTION DES SUCCESSIONS</b>	
Consequential amendments. . . . .	.150	Modifications corrélatives. . . . .	.150
<b>EVIDENCE ACT</b>		<b>LOI SUR LA PREUVE</b>	
Consequential amendments. . . . .	.151	Modifications corrélatives. . . . .	.151
<b>EXTRA-PROVINCIAL CUSTODY ORDERS ENFORCEMENT ACT</b>		<b>LOI SUR L'EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE GARDE EXTRA-PROVINCIALES</b>	
Consequential amendments. . . . .	.152	Modifications corrélatives. . . . .	.152
<b>FATAL ACCIDENTS ACT</b>		<b>LOI SUR LES ACCIDENTS MORTELS</b>	
Consequential amendments. . . . .	.153	Modifications corrélatives. . . . .	.153
<b>HOSPITAL SCHOOLS ACT</b>		<b>LOI SUR LES HÔPITAUX-ÉCOLES</b>	
Consequential amendments. . . . .	.154	Modifications corrélatives. . . . .	.154
<b>INTERPRETATION ACT</b>		<b>LOI D'INTERPRÉTATION</b>	
Consequential amendments. . . . .	.155	Modifications corrélatives. . . . .	.155
<b>LEGITIMATION ACT</b>		<b>LOI SUR LA LÉGITIMATION</b>	
Consequential amendments. . . . .	.156	Modifications corrélatives. . . . .	.156
<b>MARRIAGE ACT</b>		<b>LOI SUR LE MARIAGE</b>	
Consequential amendments. . . . .	.157	Modifications corrélatives. . . . .	.157
<b>MENTALLY RETARDED CHILDREN ACT</b>		<b>LOI SUR LES ENFANTS ARRIÉRÉS</b>	
Consequential amendments. . . . .	.158	Modifications corrélatives. . . . .	.158
<b>PARENTS' MAINTENANCE ACT</b>		<b>LOI SUR L'OBLIGATION D'ENTRETIEN ENVERS LES PARENTS</b>	
Consequential amendments. . . . .	.159	Modifications corrélatives. . . . .	.159
<b>SCHOOLS ACT</b>		<b>LOI SCOLAIRE</b>	
Consequential amendments. . . . .	.160	Modifications corrélatives. . . . .	.160
<b>SPECIAL CARE HOMES ACT</b>		<b>LOI SUR LES FOYERS DE SOINS SPÉCIAUX</b>	
Consequential amendments. . . . .	.161	Modifications corrélatives. . . . .	.161
<b>WORKMEN'S COMPENSATION ACT</b>		<b>LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL</b>	
Consequential amendments. . . . .	.162	Modifications corrélatives. . . . .	.162
<b>MIRAMICHI AUXILIARY HOME ACT</b>		<b>MIRAMICHI AUXILIARY HOME ACT</b>	
Consequential amendments. . . . .	.163	Modifications corrélatives. . . . .	.163
Commencement. . . . .	.164	Entrée en vigueur. . . . .	.164
<b>SCHEDULE A</b>		<b>ANNEXE A</b>	

Repealed: 2023, c.36, s.13

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

Repealed: 2023, c.36, s.13

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

Repealed: 2023, c.36, s.13

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

Repealed: 2023, c.36, s.13

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

Repealed: 2023, c.36, s.13

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

Repealed: 2023, c.36, s.13

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

Repealed: 2023, c.36, s.13

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

Repealed: 2023, c.36, s.13

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

Repealed: 2023, c.36, s.13

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

WHEREAS it is recognized that elderly, disabled and dependent persons are entitled to protection and can benefit from social services which ensure the opportunity for personal development; and

ATTENDU qu'il est reconnu aux personnes âgées, aux personnes handicapées et aux personnes à charge le droit à une protection et la possibilité de bénéficier de services sociaux qui leur donnent une occasion d'épanouissement personnel; et

WHEREAS it is recognized that social services are essential to prevent or alleviate the social and related economic problems of individuals and families; and

ATTENDU que le caractère essentiel des services sociaux en tant que moyen d'éviter ou de réduire les problèmes sociaux et les problèmes économiques connexes des individus et des familles est reconnu; et

WHEREAS it is recognized that the rights of families and individuals must be guaranteed by the rule of law and that the Province's intervention into the affairs of individuals and families so as to protect and affirm these rights must be governed by the rule of law:

ATTENDU qu'il est reconnu que la règle de droit doit garantir les droits des familles et des individus et que l'intervention de la province dans les affaires des individus et des familles pour la protection et l'affirmation de ces droits doit être régie par la règle de droit :

THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

À CES CAUSES, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

1999, c.32, s.1; 2008, c.19, s.1; 2010, c.8, s.1; 2023, c.36, s.13

1999, ch. 32, art. 1; 2008, ch. 19, art. 1; 2010, ch. 8, art. 1; 2023, ch. 36, art. 13

**Definitions**

**Définitions**

**1** In this Act

**1** Dans la présente loi

“adult” means a person who has reached the age of majority; (*adulte*)

« adulte » désigne une personne majeure; (*adulte*)

“associated person” means an adult, excluding an operator, staff member and person receiving services in a community placement resource, who

« agence de services sociaux communautaires » désigne toute communauté, personne ou agence qui dispense des services sociaux dans une communauté; (*community social services agency*)

(a) resides in a community placement resource, or

(b) has frequent contact with a person residing in a community placement resource by virtue of the adult's relationship with the operator or a staff member; (*personne associée*)

“best interests of the child” Repealed: 2023, c.36, s.13

“child” Repealed: 2023, c.36, s.13

“child in care” Repealed: 2023, c.36, s.13

“cohabit” means to live together in a family relationship; (*cohabiter*)

“common-law partner” means a person who cohabits in a conjugal relationship with another person if the persons are not married to each other; (*conjoint de fait*)

“community” means a geographic unit or group of persons sharing common interests within a geographic unit who provide or receive services on a collective basis; (*communauté*)

“community social services” or “social services” means services that are protective, preventive, developmental or rehabilitative in nature and which

- (a) facilitate access to the necessities of life;
- (b) assist disabled or disadvantaged persons to live as normally and independently as possible or support them in doing so;
- (c) prevent the need for institutional care as well as provide alternatives to it;
- (d) support or assist the aged or families;
- (e) facilitate or support the involvement and participation of people in their communities;
- (f) enhance or maintain employment skills and capabilities of persons;
- (g) provide protection to adults;
- (h) provide information and refer people to available services;

and includes

- (i) homemaker services;

« cohabiter » signifie vivre ensemble dans une relation familiale; (*cohabit*)

« communauté » désigne une entité géographique ou un groupe de personnes ayant des intérêts communs à l'intérieur d'une entité géographique et qui fournissent ou obtiennent collectivement des services; (*community*)

« conjoint » désigne une personne unie à une autre en vertu d'un mariage légalement constitué, sauf lorsque la présente loi définit le mot autrement; (*spouse*)

« conjoint de fait » s'entend d'une personne qui cohabite avec une autre personne dans une relation conjugale sans être mariée l'une à l'autre; (*common-law partner*)

« consentement » désigne le consentement écrit d'une personne à un arrangement dont on lui a expliqué ou dont elle discerne tous les aspects et les conséquences raisonnables; (*consent*)

« cour » désigne la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick, sauf disposition contraire, et s'entend également d'un juge de cette Cour; (*court*)

« enfant » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« enfant pris en charge » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« entente de garde » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« entente de tutelle » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« forme prescrite » désigne une forme ou formule prescrite par règlements; (*prescribed form*)

« intérêt supérieur de l'enfant » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« jour férié » désigne

a) un jour férié tel que défini par la *Loi sur l'interprétation*,

b) un samedi, et

c) tout autre jour observé comme jour férié au sein de la fonction publique de la province; (*holiday*)

« ministère » désigne le ministère du Développement social, sauf indication contraire; (*Department*)



(j) Repealed: 2010, c.E-0.5, s.66

(k) family services;

(k.1) Repealed: 2023, c.36, s.13

(l) Repealed: 2023, c.36, s.13

(m) Repealed: 2023, c.36, s.13

(n) employment-related services;

(o) sheltered workshops;

(p) rehabilitation services;

(q) community services for seniors;

(r) services for the disabled;

(s) social development services;

(t) protection services for adults;

(t.1) Repealed: 2023, c.36, s.13

(t.2) Repealed: 2023, c.36, s.13

(u) Repealed: 2010, c.E-0.5, s.66

(v) any other services prescribed in the regulations.  
(*services sociaux*) (*services sociaux communautaires*)

“community social service agency” means any community, person or agency providing social services within a community; (*agence de services sociaux communautaires*)

“consent” means a written consent to an arrangement, having been informed of, or having an understanding of, all aspects of the arrangement and its reasonable implications; (*consentement*)

“court” means The Court of King’s Bench of New Brunswick, except where otherwise provided, and includes any judge thereof; (*cour*)

“custody agreement” Repealed: 2023, c.36, s.13

“custody order” Repealed: 2023, c.36, s.13

“Department” means the Department of Social Development, unless otherwise indicated; (*ministère*)

« ministre » s’entend du ministre du Développement social; (*Minister*)

« Ministre » Abrogé : 2016, ch. 37, art. 66

« ordonnance de garde » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« ordonnance de tutelle » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« parent » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« parenté » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« parent nourricier » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« parent-substitut » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« personne âgée » désigne quelqu’un qui a atteint ou, faute de preuve patente, semble avoir atteint l’âge de soixante-cinq ans; (*elderly person*)

« personne associée » s’entend d’un adulte, à l’exclusion d’un responsable, d’un membre du personnel et d’une personne bénéficiaire de services dans un centre de placement communautaire, qui :

a) ou bien vit dans un centre de placement communautaire;

b) ou bien a de fréquents contacts avec une personne qui vit dans un centre de placement communautaire en raison de sa relation avec le responsable ou un membre du personnel; (*associated person*)

« personne handicapée » désigne une personne qui, du fait d’une insuffisance physique ou mentale y compris une anomalie congénitale ou génétique, souffre d’une absence ou diminution de compétence fonctionnelle qui réduit substantiellement sa faculté d’accomplir les actes ordinaires de la vie quotidienne; (*disabled person*)

« placer » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

« proche famille » employé par référence à toute personne, s’entend également :

a) d’un parent ou d’un des grands-parents de cette personne;

b) d’un frère ou d’une soeur de cette personne;

“disabled person” means one who, because of physical or mental impairment, including congenital or genetic abnormality, suffers absence or reduction of functional competence which substantially limits his ability to carry out normal daily activities; (*personne handicapée*)

“elderly person” means one who has reached the age of sixty-five years, and, in the absence of positive evidence of age, means a person who apparently has reached that age; (*personne âgée*)

“foster parent” Repealed: 2023, c.36, s.13

“guardian” Repealed: 2023, c.36, s.13

“guardianship agreement” Repealed: 2023, c.36, s.13

“guardianship order” Repealed: 2023, c.36, s.13

“holiday” means

- (a) a holiday as defined in the *Interpretation Act*,
- (b) Saturday, and
- (c) any other day observed as a holiday within the public service of the Province; (*jour férié*)

“immediate family”, when used in reference to any person, includes

- (a) a parent or grandparent of the person;
- (b) a brother or sister of the person;
- (c) a brother or sister of the person’s mother or father;
- (d) the spouse or common-law partner of any of the above, while the parties are cohabiting;
- (e) the spouse or common-law partner of the person, while the parties are cohabiting; (*proche famille*)

“kin” Repealed: 2023, c.36, s.13

“kinship caregiver” Repealed: 2023, c.36, s.13

“Minister” means the Minister of Social Development; (*ministre*)

“Minister” Repealed: 2016, c.37, s.66

c) d’un frère ou d’une soeur de la mère ou du père de cette personne;

d) du conjoint ou du conjoint de fait de toute personne énumérée ci-dessus, tant que les parties cohabitent;

e) du conjoint ou conjoint de fait de la personne, tant que les parties cohabitent; (*immediate family*)

« province » désigne une province du Canada et s’entend également d’un territoire du Canada; (*province*)

« régime de protection » s’entend d’un service fourni sans délai pour préserver la sécurité d’une personne lorsque le ministre a des raisons de croire qu’elle est un adulte négligé ou maltraité; (*protective care*)

« ressources » s’entend également d’un appui financier, du personnel, du matériel, des installations et de toute autre ressource ministérielle que le ministre peut mettre à la disposition d’une agence de services sociaux communautaires ou d’un centre de placement communautaire; (*resources*)

« services sociaux communautaires » ou « services sociaux » désigne des services voués, par nature, à protéger, prévenir, développer ou réadapter et qui

- a) facilitent l’obtention des nécessités de la vie;
- b) aident les personnes handicapées ou défavorisées à mener une vie aussi normale et indépendante que possible ou secondent leurs efforts dans ce sens;
- c) préviennent le besoin de soins en établissement et présentent d’autres solutions;
- d) soutiennent ou assistent les personnes âgées ou les familles;
- e) encouragent ou appuient l’intervention et la participation des gens à l’intérieur de leur communauté;
- f) rehaussent ou maintiennent les aptitudes et la compétence professionnelles des personnes;
- g) assurent une protection aux adultes;
- h) renseignent les gens et les dirigent vers les services disponibles;

et s’entend également

“parent” Repealed: 2023, c.36, s.13

“place” Repealed: 2023, c.36, s.13

“prescribed form” means a form prescribed by regulation; (*forme prescrite*)

“protective care” means a service which provides an immediate safeguard for the security of a person whom the Minister has reason to believe is a neglected adult or an abused adult; (*régime de protection*)

“province” means a province of Canada, and includes a territory thereof; (*province*)

“resources” includes financial support, personnel, equipment, facilities and any other departmental resources which the Minister may make available to a community social service agency or a community placement resource; (*ressources*)

“spouse” means a person who is married to another person by virtue of a legally constituted marriage, except where otherwise defined in this Act. (*conjoint*)

1981, c.10, s.1; 1982, c.13, s.1; 1986, c.8, s.41; 1990, c.25, s.1; 1993, c.42, s.1; 1996, c.13, s.1; 1996, c.75, s.1; 1997, c.2, s.1; 2000, c.26, s.113; 2007, c.20, s.1; 2008, c.6, s.16; 2010, c.E-0.5, s.66; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2019, c.17, s.1; 2020, c.24, s.3; 2023, c.17, s.87; 2023, c.36, s.13

**Repealed**

2 Repealed: 1999, c.32, s.2  
1999, c.32, s.2

**Authority of Minister**

3(1) The Minister

- i) des services d’aide familiale;
- j) Abrogé : 2010, ch. E-0.5, art. 66
- k) des services à la famille;
- k.1) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13
- l) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13
- m) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13
- n) des services d’accès à l’emploi;
- o) des ateliers protégés;
- p) des services de réadaptation;
- q) des services communautaires aux personnes âgées;
- r) des services aux personnes handicapées;
- s) des services de développement social;
- t) des services de protection des adultes;
- t.1) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13
- t.2) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13
- u) Abrogé : 2010, ch. E-0.5, art. 66
- v) de tout autre service prescrit par règlement. (*community social services*) (*social services*)

« tuteur » Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1981, ch. 10, art. 1; 1982, ch. 13, art. 1; 1986, ch. 8, art. 41; 1990, ch. 25, art. 1; 1993, ch. 42, art. 1; 1996, ch. 13, art. 1; 1996, ch. 75, art. 1; 1997, ch. 2, art. 1; 2000, ch. 26, art. 113; 2007, ch. 20, art. 1; 2008, ch. 6, art. 16; 2010, ch. E-0.5, art. 66; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2019, ch. 17, art. 1; 2020, ch. 24, art. 3; 2023, ch. 17, art. 87; 2023, ch. 36, art. 13

**Abrogé**

2 Abrogé : 1999, ch. 32, art. 2  
1999, ch. 32, art. 2

**Autorité du ministre**

3(1) Le ministre

- (a) is responsible for the administration of this Act;
- (b) may, in writing, authorize any appropriate person, including any appropriate employee of a community social service agency approved under paragraph (b.1), to exercise any authority, power, duty or function conferred upon him by this Act and specified in the authorization;
- (b.1) may, in writing, approve any community social service agency that meets the standards and criteria prescribed by regulation, and such additional standards and criteria as the Minister considers fit, for the purposes of paragraph (b);
- (c) may enter into contracts with persons, whether within or outside the Province, or with a representative of the Crown in right of Canada or of any other province, or with a representative of the government of any state, to carry out his responsibilities under this Act;
- (d) may prescribe groups of persons according to age or category of need that are eligible to receive any service or benefit under this Act;
- (e) may accept responsibility on behalf of the Crown in right of the Province.
- 3(2)** Where, pursuant to paragraph (1)(b), the Minister authorizes a person to exercise any authority, power, duty or function of the Minister, the word “Minister”, when used with respect to that authority, power, duty or function includes the person so authorized.
- 3(2.1)** Where the Minister is advised that a community social service agency approved under paragraph (1)(b.1) is providing a social service that may be of
- (a) inadequate quality, or
- (b) dangerous, destructive or damaging to a recipient of the social service,
- he shall evaluate the matter brought to his attention and may make such investigation as he considers necessary, and the provisions of subsections 22(1) to (5) apply with such changes as are necessary.
- a) est responsable de l’application de la présente loi;
- b) peut autoriser par écrit toute personne compétente, notamment tout employé compétent d’une agence de services sociaux communautaires agréée en application de l’alinéa b.1) à exercer toute autorité, tout pouvoir, et toute fonction que la présente loi lui confère et que mentionne l’autorisation;
- b.1) peut agréer par écrit toute agence de services sociaux communautaires qui répond aux normes et critères prescrits par règlement et aux normes et critères additionnels qu’il juge appropriés, pour l’application de l’alinéa b);
- c) peut, dans l’exercice de ses responsabilités en application de la présente loi, conclure des contrats avec des personnes, à l’intérieur ou en dehors de la province, ou avec un représentant de la Couronne du chef du Canada ou de toute autre province, ou avec un représentant du gouvernement de tout État;
- d) peut établir des groupes de personnes admissibles à recevoir tout service ou toute prestation en application de la présente loi, selon l’âge ou la catégorie de besoin;
- e) peut se porter responsable, au nom de la Couronne du chef de la province.
- 3(2)** Le mot « ministre », employé à l’égard d’une autorité, d’un pouvoir ou d’une fonction que le ministre autorise une personne à exercer en application de l’alinéa (1)b), comprend la personne ainsi autorisée.
- 3(2.1)** Le ministre doit, lorsqu’il est avisé qu’une agence de services sociaux communautaires agréée en vertu de l’alinéa (1)b.1) fournit un service social qui peut être
- a) d’une qualité insuffisante, ou
- b) dangereux, destructif ou dommageable pour ses bénéficiaires,
- évaluer la question portée à son attention et il peut mener les enquêtes qu’il juge nécessaires; les dispositions des paragraphes 22(1) à (5) s’appliquent avec les adaptations qui s’imposent.

**3(2.2)** Where the owner or person in charge of a community social service agency being evaluated pursuant to subsection (2.1) fails or refuses to comply with a directive given by the Minister pursuant to subsection 22(4) or does anything referred to in subsection 22(5), the Minister may revoke the approval given under paragraph (1)(b.1).

**3(2.3)** Repealed: 1994, c.8, s.1

**3(3)** The Minister and any person authorized under paragraph (1)(b) to exercise any authority, power, duty or function conferred on the Minister shall not be liable to any person for any injury, loss or damage caused to any person or property by reason of the exercise of any power, authority, duty or function under this Act, or for any other cause, if such authority, power, duty or function is exercised in good faith and without negligence.

1983, c.16, s.2; 1994, c.8, s.1; 2007, c.20, s.2; 2011, c.28, s.1; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

#### **Determination of suitability**

2019, c.17, s.2

**3.1(1)** The Minister may determine that an operator, a staff member or a member of a class of persons prescribed by regulation is not suitable to provide social services or services in a community placement resource in the following circumstances:

- (a) the person is the subject of a court order made under the *Child and Youth Well-Being Act* in relation to a danger to the well-being of a child or youth as described in paragraphs 34(a) to (n) of that Act;
- (b) the Minister has made a finding that the person has endangered the well-being of a child or youth under subsection 39(1) of the *Child and Youth Well-Being Act*;
- (c) he or she is the subject of a court order made under this Act in relation to a danger to the security of a person as described in paragraphs 37.1(1)(a) to (g);
- (d) the Minister has made a finding that he or she has endangered the security of another person under section 36.2; or

**3(2.2)** Lorsque le propriétaire ou le responsable d'une agence de services sociaux communautaires faisant l'objet d'une évaluation conformément au paragraphe (2.1), omet ou refuse de se conformer à une directive donnée par le ministre conformément au paragraphe 22(4) ou bien accomplit un des actes mentionnés au paragraphe 22(5), le ministre peut révoquer l'agrément donné en application de l'alinéa (1)b.1).

**3(2.3)** Abrogé : 1994, ch. 8, art. 1

**3(3)** Ni le ministre ni aucune personne autorisée en application de l'alinéa (1)b) à exercer une autorité, un pouvoir ou une fonction conféré au ministre n'est responsable envers quiconque des blessures, pertes ou dommages causés à une personne ou relativement à des biens dans l'exercice, de bonne foi et sans négligence, d'une autorité, d'un pouvoir ou d'une fonction en vertu de la présente loi, ou pour toute autre raison.

1983, ch. 16, art. 2; 1994, ch. 8, art. 1; 2007, ch. 20, art. 2; 2011, ch. 28, art. 1; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

#### **Établissement de l'aptitude**

2019, ch. 17, art. 2

**3.1(1)** Le ministre peut établir qu'un responsable, un membre du personnel ou une personne appartenant à une catégorie de personnes que prévoient les règlements est inapte à fournir des services sociaux ou à assurer des services dans un centre de placement communautaire dans les cas suivants :

- a) il est visé par une ordonnance de la Cour rendue en vertu de la *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes* relativement à la mise en danger du bien-être d'un enfant ou d'un jeune tel qu'il est énoncé aux alinéas 34a) à n) de cette loi;
- b) le ministre a constaté, en application du paragraphe 39(1) de la *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes*, qu'il a mis en danger le bien-être d'un enfant ou d'un jeune;
- c) il est visé par une ordonnance de la cour rendue en vertu de la présente loi relativement à une menace à la sécurité d'une personne tel qu'il est énoncé aux alinéas 37.1(1)a) à g);
- d) le ministre a conclu en application de l'article 36.2 qu'il a menacé la sécurité d'une autre personne;

(e) he or she has been convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) or the *Controlled Drugs and Substances Act* (Canada) that is prescribed by regulation.

**3.1(2)** The Minister may determine that an associated person is not suitable to have contact with a recipient of social services or a resident in a community placement resource in the circumstances referred to in paragraphs (1)(a) to (e).

**3.1(3)** If the Minister determines that a person is not suitable under subsection (1) or (2),

(a) the person shall not provide social services or services in a community placement resource or have contact with a recipient of social services or a resident in a community placement resource, and

(b) the Minister may

(i) refuse, suspend or terminate the provision of social services, or

(ii) refuse to approve a community placement resource or suspend or terminate operation of a community placement resource.

2019, c.17, s.2; 2023, c.36, s.13

#### **Minister as legal representative and trustee**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**4** Repealed: 2023, c.36, s.13

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

#### **Delegation of trustee powers and duties to Public Trustee**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**4.1** Repealed: 2023, c.36, s.13

2005, c.P-26.5, s.24; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

e) il a été déclaré coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) ou à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada) que prévoient les règlements.

**3.1(2)** Le ministre peut établir qu'une personne associée est inapte à avoir des contacts avec un bénéficiaire de services sociaux ou un pensionnaire d'un centre de placement communautaire dans les cas visés aux alinéas (1)a) à e).

**3.1(3)** Si le ministre établit qu'une personne est inapte en application du paragraphe (1) ou (2) :

a) celle-ci ne peut fournir de services sociaux ni assurer de services dans un centre de placement communautaire ni avoir de contact avec un bénéficiaire de services sociaux ou avec un pensionnaire d'un centre de placement communautaire;

b) il peut :

(i) refuser la fourniture de services sociaux, la suspendre ou y mettre fin,

(ii) refuser d'agréer un centre de placement communautaire ou suspendre son fonctionnement ou y mettre fin.

2019, ch. 17, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

#### **Ministre agit comme représentant légal et fiduciaire**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**4** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

#### **Délégation des pouvoirs et fonctions de fiduciaire au curateur public**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**4.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2005, ch. P-26.5, art. 24; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Contracts with Crown in right of Canada**

**5** With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Minister may enter into contracts with the Crown in right of Canada respecting the payment by Canada of any portion of the aggregate cost to the Province of providing social services, including financial support to adults under this Act.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Consideration of wishes of child**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**6** Repealed: 2023, c.36, s.13

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Role of Minister in custody proceedings**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**7** Repealed: 2023, c.36, s.13

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Appointment of counsel**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**7.1** Repealed: 2023, c.36, s.13

2010, c.14, s.1; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Court may order examination or evaluation**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**8** Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**Contrats avec la Couronne du chef du Canada**

**5** Avec l'agrément du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut conclure des contrats avec la Couronne du chef du Canada, à l'égard du paiement par le Canada de toute fraction de ce que la prestation des services sociaux coûte globalement à la province, y compris le soutien financier apporté aux adultes en application de la présente loi.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Prise en considération des vœux de l'enfant**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**6** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Rôle du ministre dans les procédures de garde**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**7** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Nomination d'un avocat**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**7.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2010, ch. 14, art. 1; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Cour peut ordonner un examen ou une évaluation**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**8** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**Parties to pay cost of examination or evaluation**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**8.1** Repealed: 2023, c.36, s.13

1997, c.2, s.2; 2023, c.36, s.13

**Admissibility of evidence taken on previous proceeding**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**9** Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**Confidential nature of proceedings**

**10(1)** Proceedings under this Act may, in whole or in part, be heard in open court or *in camera*, and in exercising its discretion whether to proceed *in camera* or in open court the court shall take into consideration in every case

- (a) the public interest in hearing the proceeding in open court;
- (b) any potential harm or embarrassment that may be caused to any person if matters of a private nature are disclosed in open court; and
- (c) any representations made by the parties.

**10(2)** Repealed: 2023, c.36, s.13

**10(3)** Repealed: 2023, c.36, s.13

**10(4)** Repealed: 2023, c.36, s.13

2000, c.18, s.1; 2023, c.36, s.13

**Confidentiality of information**

**11(0.1)** Repealed: 2023, c.36, s.13

**11(1)** All information acquired by the Minister or another person in relation to any person or matter under this Act, whether of a documentary nature or otherwise, is confidential to the extent that its release would tend to reveal personal information about a person identifiable from the release of the information.

**Paiement des frais d'examen ou d'évaluation par les parties**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**8.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1997, ch. 2, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Preuve consignée lors de procédures antérieures est admissible**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**9** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**Nature confidentielle des procédures**

**10(1)** Les procédures intentées en application de la présente loi peuvent, en totalité ou en partie, se dérouler publiquement ou à huis clos, la cour devant en décider en tenant compte dans chaque cas

- a) de l'intérêt public;
- b) du tort ou de l'embarras que risque de subir une personne si certains aspects de sa vie privée sont divulgués; et
- c) des arguments de chacune des parties.

**10(2)** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

**10(3)** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

**10(4)** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2000, ch. 18, art. 1; 2023, ch. 36, art. 13

**Confidentialité des renseignements**

**11(0.1)** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

**11(1)** Tout renseignement, de nature documentaire ou autre, que le ministre ou une autre personne obtient au sujet d'une personne ou d'une question que vise la présente loi est confidentiel dans la mesure où sa communication tendrait à dévoiler l'identité d'une personne et à révéler sur elle des renseignements personnels.



**11(2)** The Minister shall not permit the release of confidential information to any person without the written consent of the person from whom the information was obtained and the person to whom the information relates.

**11(3)** Despite subsection (2), the Minister may permit the release of confidential information without the consent of the person from whom the information was obtained or the person to whom the information relates

(a) to another Minister of the Crown or his or her servant,

(b) Repealed: 2023, c.36, s.13

(b.1) to an officer or employee of a public body or a custodian who is a health care provider, if the information is necessary for the delivery of a common or integrated service, program or activity, as defined in the *Personal Health Information Privacy and Access Act*, and for the performance of the duties, respecting the common or integrated service, program or activity, of the officer or employee or of the custodian to whom the information is released,

(b.2) to an officer or employee of a public body, if the information is necessary for the delivery of a common or integrated service, program or activity, as defined in the *Right to Information and Protection of Privacy Act*, and for the performance of the duties, respecting the common or integrated service, program or activity, of the officer or employee to whom the information is released,

(c) to protect the health, safety and security of a person, or

(d) if the release is otherwise provided for under this Act.

**11(4)** Repealed: 2023, c.36, s.13

**11(5)** A person to whom information is released under paragraph (3)(c), other than a person referred to in paragraph (3)(a), shall not release, or permit or cause to be released, confidential information without the consent of the person from whom the information was obtained and the person to whom the information relates.

**11(6)** Except as otherwise provided in this Act, owners and operators of community placement resources, as defined in Part II, and their employees, and owners and

**11(2)** Le ministre ne peut permettre la communication de renseignements confidentiels à quiconque sans le consentement écrit de la personne qui les a fournis et de celle qu'ils concernent.

**11(3)** Par dérogation au paragraphe (2), le ministre peut permettre la communication de renseignements confidentiels sans le consentement de la personne qui les a fournis ou de celle qu'ils concernent :

a) à un autre ministre de la Couronne ou à l'un de ses employés;

b) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

b.1) à un dirigeant ou à un employé d'un organisme public ou à un dépositaire qui est un fournisseur de soins de santé, si les renseignements s'avèrent nécessaires à la prestation d'un service, programme ou activité commun ou intégré, selon la définition que donne de ce groupe de mots la *Loi sur l'accès et la protection en matière de renseignements personnels sur la santé*, et à l'exercice de ses fonctions dans le cadre de cette prestation;

b.2) à un dirigeant ou à un employé d'un organisme public, si les renseignements s'avèrent nécessaires à la prestation d'un service, programme ou activité commun ou intégré, selon la définition que donne de ce groupe de mots la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*, et à l'exercice de ses fonctions dans le cadre de cette prestation;

c) pour protéger la santé, la sûreté et la sécurité d'une personne;

d) si la présente loi prévoit par ailleurs une telle communication.

**11(4)** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

**11(5)** Une personne à qui des renseignements sont communiqués en vertu de l'alinéa (3)c), à l'exception d'une personne visée à l'alinéa (3)a), ne doit pas communiquer ou faire communiquer de renseignements confidentiels ou en permettre la communication sans le consentement de celle qui les a fournis et de celle qu'ils concernent.

**11(6)** Sauf disposition contraire de la présente loi, ni les propriétaires et responsables de centres de placement communautaire tels que définis à la Partie II, ni leurs

persons in charge of community social service agencies, and their employees, shall not release, or permit or cause to be released, confidential information without the consent of the person from whom the information was obtained and the person to whom the information relates.

**11(7)** Any person who contravenes subsection (5) or (6) commits an offence.

1998, c.8, s.1; 1999, c.32, s.3; 2012, c.23, s.1; 2013, c.47, s.4; 2016, c.37, s.66; 2017, c.14, s.2; 2017, c.31, s.70; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

### **Disclosure with respect to suitability**

2019, c.17, s.3

**11.001(1)** The Minister may disclose whether a person is suitable or not suitable in accordance with subsection 3.1(1) or (2).

**11.001(2)** A disclosure by the Minister under subsection (1)

(a) shall not include the name of a neglected or abused adult, and

(b) shall be deemed for all purposes not to be a contravention of any Act or regulation or any common law rule of confidentiality.

2019, c.17, s.3; 2023, c.36, s.13

### **Contracts with Canada Revenue Agency**

**11.01(1)** For the purposes of this Act, the Minister may enter into contracts with the Canada Revenue Agency to collect, use or disclose tax information, including personal information, of a person who is eligible to receive a service or benefit under this Act, with the consent of the person.

**11.01(2)** For the purposes of this section, “personal information” means the name and date of birth of the person who is eligible to receive a service or benefit.

2016, c.45, s.2

employés, pas plus que les propriétaires et les personnes responsables d’agences de services sociaux communautaires et leurs employés ne doivent communiquer, faire communiquer ni permettre la communication de renseignements confidentiels sans le consentement de la personne qui les a fournis et de celle qu’ils concernent.

**11(7)** Commet une infraction, toute personne qui contrevient au paragraphe (5) ou (6).

1998, ch. 8, art. 1; 1999, ch. 32, art. 3; 2012, ch. 23, art. 1; 2013, ch. 47, art. 4; 2016, ch. 37, art. 66; 2017, ch. 14, art. 2; 2017, ch. 31, art. 70; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

### **Divulgence portant sur l’aptitude**

2019, ch. 17, art. 3

**11.001(1)** Le ministre peut divulguer qu’une personne est apte ou inapte en vertu du paragraphe 3.1(1) ou (2).

**11.001(2)** La divulgation qu’effectue le ministre en vertu du paragraphe (1) :

a) ne peut révéler le nom de tout adulte négligé ou maltraité;

b) est réputée à toutes fins ne pas être en contravention à toute loi, à tout règlement ou à toute règle de common law de confidentialité.

2019, ch. 17, art. 3; 2023, ch. 36, art. 13

### **Contrats avec l’Agence du revenu du Canada**

**11.01(1)** Pour l’application de la présente loi, s’agissant d’une personne qui est admissible à recevoir tout service ou toute prestation en application de celle-ci, le ministre peut conclure des contrats avec l’Agence du revenu du Canada en vue de recueillir, d’utiliser ou de communiquer, avec son consentement, ses renseignements fiscaux, y compris des renseignements personnels.

**11.01(2)** Aux fins d’application du présent article, « renseignements personnels » s’entend des nom et date de naissance de la personne qui est admissible à recevoir tout service ou toute prestation.

2016, ch. 45, art. 2

**Requirement to provide information**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**11.1** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1999, c.32, s.4; 2002, c.1, s.6; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Request under section 11.1**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**11.2** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1999, c.32, s.4; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**11.3** If a provision of this Act is inconsistent with or in conflict with a provision of the *Right to Information and Protection of Privacy Act*, other than the provisions of that Act relating to the collection, use or disclosure of personal information in the context of the agreements entered into under section 47.1 of that Act, this Act prevails.

2012, c.23, s.2; 2019, c.18, s.8

**Offence to obstruct or interfere with Minister**

**12** Any person who obstructs or in any way interferes with the Minister, or a person authorized by the Minister under paragraph 3(1)(b) to exercise any authority, power, duty or function conferred on the Minister under this Act, in the exercise of any such authority, power, duty or function commits an offence.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Minister may prohibit communication with a child**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**13** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2019, c.17, s.4; 2023, c.36, s.13

**Obligation de fournir des renseignements**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**11.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1999, ch. 32, art. 4; 2002, ch. 1, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Demande prévue à l'article 11.1**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**11.2** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1999, ch. 32, art. 4; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**11.3** Les dispositions de la présente loi l'emportent sur toute disposition incompatible de la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*, exclusion faite de ses dispositions relatives à la collecte, à l'utilisation ou à la communication de renseignements personnels effectuée dans le cadre des accords conclus en vertu de l'article 47.1 de cette loi.

2012, ch. 23, art. 2; 2019, ch. 18, art. 8

**Infraction d'entraver ou de contrecarrer le ministre**

**12** Commet une infraction toute personne qui entrave ou contrecarre de quelque façon le ministre dans l'exercice de toute autorité, tout pouvoir ou toute fonction que lui confère la présente loi, ou une personne que le ministre a autorisée à exercer une telle autorité, un tel pouvoir ou une telle fonction en application de l'alinéa 3(1)b).

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Ministre peut interdire de communiquer avec un enfant**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**13** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2019, ch. 17, art. 4; 2023, ch. 36, art. 13

**Consent or agreement of minor**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**13.1** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2000, c.18, s.2; 2023, c.36, s.13

**Repealed**

**14** Repealed: 1996, c.75, s.2  
1996, c.75, s.2

**Repealed**

**15** Repealed: 1994, c.8, s.2  
1994, c.8, s.2

**PART I****PROVISION OF  
COMMUNITY SOCIAL SERVICES****Contracts for provision of social services**

**16** Subject to this Part and to the regulations, the Minister may enter into contracts for the provision of social services to any person, any family, any group of persons, any group of families or any community.  
2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Provision of social services**

**17** The Minister may provide social services under this Part

- (a) under a contract entered into by the Minister under section 16; or
- (b) Repealed: 2023, c.36, s.13
- (c) where an adult is in a community placement resource, as defined in Part II.

1997, c.2, s.3; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Contract with third party**

**18** Where, in the opinion of the Minister,

- (a) a person is unable to enter into a contract due to incapacity for any reason; and

**Consentement ou acceptation d'un mineur**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**13.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2000, ch. 18, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Abrogé**

**14** Abrogé : 1996, ch. 75, art. 2  
1996, ch. 75, art. 2

**Abrogé**

**15** Abrogé : 1994, ch. 8, art. 2  
1994, ch. 8, art. 2

**PARTIE I****FOURNITURE DE SERVICES SOCIAUX  
COMMUNAUTAIRES****Contrats de fourniture de services sociaux**

**16** Sous réserve de la présente partie et des règlements, le ministre peut conclure des contrats pour fournir des services sociaux à toute personne, famille, tout groupe de personnes, groupe de familles ou toute communauté.  
2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Fourniture de services sociaux**

**17** Le ministre peut fournir des services sociaux en application de la présente partie :

- a) en vertu d'un contrat qu'il a conclu en application de l'article 16;
- b) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13
- c) lorsqu'un adulte est dans un centre de placement communautaire défini à la Partie II.

1997, ch. 2, art. 3; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Contrats avec une tierce partie**

**18** Lorsque le ministre estime

- a) qu'une personne est dans l'impossibilité de conclure un contrat à cause d'une incapacité due à une raison quelconque; et

- (b) the person requires a social service that can be provided by the Minister,

the Minister may enter into a contract with that person's parent or any person who, in the opinion of the Minister, can adequately represent that person's interests.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Contract to purchase social services from government, agency or person**

**19(1)** The Minister may enter into a contract to purchase from any government department or agency or any other agency or person, whether within or outside the Province, any social service that the Minister is authorized to provide under section 16.

**19(2)** Where a contract has been entered into under subsection (1) the Minister may provide social services under section 16 on a joint basis with any department, agency or person referred to in subsection (1).

**19(3)** The Minister shall not purchase a social service under this section unless the department, agency or person providing the service

- (a) has been approved by the Minister prior to the purchase of the social service; and
- (b) in the opinion of the Minister, is capable of providing the social service in accordance with standards that have been prescribed by the Minister or by the regulations.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Authority of Minister respecting social services**

**20(1)** The Minister may

- (a) provide for research to be undertaken to determine social service needs within the Province;
- (b) establish and operate social service programs and social service agencies in accordance with the regulations; and
- (c) provide, in accordance with the regulations, resources for the establishment and operation of social service programs and social service agencies where the Minister is of the opinion that the social service

- b) que la personne requiert un service social qu'il peut fournir,

il peut conclure un contrat avec le parent de la personne ou toute personne qui, selon lui, peut convenablement représenter les intérêts de la personne.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Contrats pour acheter des services sociaux d'un gouvernement, d'un organisme ou d'une personne**

**19(1)** Le ministre peut conclure un contrat pour acheter de tout ministère ou organisme du gouvernement, de tout autre organisme ou personne, à l'intérieur ou en dehors de la province, des services sociaux qu'il est, aux termes de l'article 16, autorisé à fournir.

**19(2)** Lorsqu'un contrat a été conclu en vertu du paragraphe (1), le ministre peut fournir les services sociaux en application de l'article 16 conjointement avec tout ministère, organisme ou personne cités au paragraphe (1).

**19(3)** Le ministre ne peut acheter un service social en vertu du présent article

- a) que s'il a agréé le ministère, l'organisme ou la personne fournissant le service social avant l'achat de ce dernier; et
- b) que s'il estime que le ministère, l'organisme ou la personne fournissant le service social sont capables de fournir ce service conformément aux normes qu'il a ou que les règlements ont prescrites.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Pouvoirs du ministre concernant les services sociaux**

**20(1)** Le ministre peut

- a) pourvoir à la réalisation d'études pour déterminer les besoins en services sociaux de la province;
- b) établir des programmes et des agences de services sociaux et en assurer le fonctionnement, conformément aux règlements; et
- c) fournir, conformément aux règlements, des ressources pour l'établissement et le fonctionnement des programmes et agences de services sociaux lorsqu'il estime que ces services sociaux

- (i) is needed in the community, and
- (ii) is being provided or will be provided in accordance with standards prescribed by the Minister or by the regulations.

**20(2)** Repealed: 1994, c.8, s.3  
1994, c.8, s.3; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

### **Resources provided only by contract**

**21** Resources shall be provided by the Minister under paragraph 20(1)(c) only under a contract, and any such contract shall be subject to terms and conditions prescribed by regulation.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

### **Investigation of community social services agency**

**22(1)** Where the Minister is advised that a community social service agency that provides a social service under a contract with the Minister, or that has been provided with resources under this Part, is providing a social service that may be

- (a) of inadequate quality, or
- (b) dangerous, destructive or damaging to a recipient of the social service,

the Minister shall evaluate the matter brought to his attention and may make such investigation as he considers necessary, including

- (c) entering any premises occupied by the agency in question,
- (d) inspecting records and documents of the agency, and
- (e) interviewing employees of the agency and recipients of the social service provided by the agency.

**22(2)** Any statement, declaration or evidence made or given by a person at the request of the Minister pursuant to subsection (1) is confidential and for the information of the Minister only, and except for use in a court proceeding no such statement, declaration or evidence may be inspected by any person without the written authorization of the Minister.

- (i) sont nécessaires à la communauté, et
- (ii) sont ou seront fournis selon les normes qu'il a ou que les règlements ont prescrites.

**20(2)** Abrogé : 1994, ch. 8, art. 3  
1994, ch. 8, art. 3; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

### **Fourniture des ressources qu'aux termes d'un contrat**

**21** Le ministre ne peut fournir de ressources en application de l'alinéa 20(1)c) qu'aux termes d'un contrat dont les conditions sont prescrites par règlement.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

### **Enquêtes concernant une agence de services sociaux communautaires**

**22(1)** Lorsque le ministre est avisé qu'une agence de services sociaux communautaires qui fournit des services sociaux en vertu d'un contrat conclu avec lui, ou qui a reçu des ressources en vertu de la présente partie, fournit un service social qui peut être

- a) d'une qualité insuffisante, ou
- b) dangereux, destructif ou dommageable pour ses bénéficiaires,

il évalue la question qui est portée à sa connaissance et peut faire les enquêtes qu'il juge nécessaires, notamment,

- c) pénétrer dans les locaux occupés par l'agence concernée;
- d) vérifier les dossiers et les documents de l'agence; et
- e) interroger les employés de l'agence et les bénéficiaires des services sociaux fournis par elle.

**22(2)** Tout exposé, toute déclaration ou preuve qu'une personne présente à la demande du ministre conformément au paragraphe (1) sont confidentiels et réservés à son information et, sauf utilisation lors d'une procédure judiciaire, ils ne peuvent être examinés sans son autorisation écrite.

**22(3)** The owner and person in charge of every community social service agency shall permit the Minister to conduct an investigation under this section and shall not obstruct or interfere with any investigation being carried out.

**22(4)** Where, upon the completion of the evaluation referred to in subsection (1), the Minister is of the opinion that a social service being provided by a community social service agency is

- (a) of inadequate quality, or
- (b) dangerous, destructive or damaging to a recipient of the social service,

the Minister may direct the owner or person in charge of the community social service agency immediately or within such time as is specified in the directive to do any or all of the following, namely

- (c) to make changes recommended by the Minister with respect to the provision of the social service, the operation of a social service program or the conduct of the business of the agency;
- (d) to suspend the provision of the social service or the operation of a social service program until the recommendations of the Minister are complied with;
- (e) to terminate provision of the social service, the operation of a social service program or the business of the agency.

**22(5)** Where the owner or person in charge of a community social service agency

- (a) refuses to permit the Minister to conduct an investigation under this section, or
- (b) obstructs or interferes with an investigation conducted by the Minister under this section,

that person commits an offence.

**22(6)** Where the owner or person in charge of a community social service agency fails or refuses to comply with a directive given by the Minister under subsection (4), or does anything referred to in subsection (5),

**22(3)** Le propriétaire et la personne responsable d'une agence de services sociaux communautaires doivent permettre au ministre de mener toute enquête prévue par le présent article et ne doivent ni entraver ni contrecarrer le déroulement d'une enquête.

**22(4)** Le ministre, lorsqu'il est convaincu, après avoir effectué l'évaluation prévue au paragraphe (1), qu'un service social dispensé par une agence de services sociaux communautaires est

- a) d'une qualité insuffisante, ou
- b) dangereux, destructif ou dommageable pour ses bénéficiaires,

peut ordonner au propriétaire ou à la personne responsable de l'agence de services sociaux communautaires de prendre immédiatement ou dans le délai prévu dans la directive, l'ensemble ou une partie des mesures suivantes, qui consistent à,

- c) effectuer les changements recommandés par le ministre au sujet de la fourniture du service social, de l'application d'un programme de services sociaux ou de l'administration de l'agence;
- d) suspendre la fourniture du service social ou l'application d'un programme de services sociaux tant que les recommandations du ministre ne sont pas respectées;
- e) mettre fin à la fourniture du service social, à l'application d'un programme de services sociaux ou à l'administration de l'agence.

**22(5)** Commet une infraction le propriétaire ou le responsable d'une agence de services sociaux communautaires qui

- a) refuse de permettre au ministre de mener une enquête prévue par le présent article, ou
- b) entrave ou contrecarre le déroulement d'une enquête menée par le ministre en vertu du présent article.

**22(6)** Lorsque le propriétaire ou le responsable d'une agence de services sociaux communautaires omet ou refuse de se conformer à une directive émise par le ministre en vertu du paragraphe (4), ou commet une infraction

the Minister may, without notice and without compensation, terminate any contract entered into with the agency, and may cancel the provision of any resources provided or undertaken to be provided under this Part, and where the Minister terminates a contract pursuant to this subsection he is entitled to compensation from the agency with which the contract was made equal to the value of any resources provided to the agency under this Part during the period of one year prior to the giving of the directive or the doing of that referred to in subsection (5).

**22(7)** The Minister may issue a certificate stating the amount of compensation due and payable pursuant to subsection (6) and the name of the person from whom the compensation is due and payable, and may file the certificate in The Court of King's Bench of New Brunswick, and when the certificate is entered and recorded it becomes a judgment of the Court and may be enforced as a judgment obtained in the Court by the Crown against the person named in the certificate for a debt of the amount specified in the certificate.

**22(8)** Repealed: 1994, c.8, s.4

1994, c.8, s.4; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.17, s.87

### **Deemed payment under *Social Welfare Act***

**22.1(1)** In this section

“person in need” means a person in need as defined under the *Social Welfare Act*. (*personne nécessiteuse*)

**22.1(2)** Payment or payments made on behalf of a person in need under this Act and the regulations for the provision of community social services shall be deemed to be payment or payments made on behalf of a person in need under the *Social Welfare Act* and regulations.

**22.1(3)** This section shall be deemed to have come into force on April 1, 1984.

1992, c.32, s.1

## **PART II**

### **COMMUNITY PLACEMENT RESOURCES**

#### **Definitions**

**23** In this Part

visée au paragraphe (5), le ministre peut, sans avis ni dédommagement, mettre fin à tout contrat conclu avec l'agence et annuler la fourniture de toutes ressources fournies ou à fournir en vertu de la présente partie et, lorsqu'il met fin à un contrat conclu avec l'agence en vertu du présent paragraphe, il a droit à être dédommagé par cette agence à concurrence de la valeur des ressources qu'il lui a fournies en vertu de la présente partie durant la période d'un an précédant l'émission de la directive ou l'infraction visée au paragraphe (5).

**22(7)** Le ministre peut délivrer un certificat indiquant le montant échu et exigible à titre de dédommagement conformément au paragraphe (6) et le nom du débiteur, et déposer le certificat devant la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick; lorsqu'il est déposé et enregistré, le certificat devient jugement de la cour et peut être exécuté comme un jugement obtenu devant la cour par la Couronne contre la personne nommée dans le certificat pour une créance du montant indiqué dans le certificat.

**22(8)** Abrogé : 1994, ch. 8, art. 4

1994, ch. 8, art. 4; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 17, art. 87

### **Versement réputé être fait en vertu de la *Loi sur le bien-être social***

**22.1(1)** Dans le présent article,

« personne nécessiteuse » désigne une personne nécessiteuse au sens de la *Loi sur le bien-être social*. (*person in need*)

**22.1(2)** Un ou des versements faits au nom d'une personne nécessiteuse en vertu de la présente loi ou de ses règlements, pour la prestation de services sociaux communautaires sont réputés être des versements faits au nom d'une personne nécessiteuse en vertu de la *Loi sur le bien-être social* et de ses règlements.

**22.1(3)** Le présent article est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1984.

1992, ch. 32, art. 1

## **PARTIE II**

### **CENTRES DE PLACEMENT COMMUNAUTAIRE**

#### **Définitions**

**23** Dans la présente partie,



“community placement resource” means a social service facility providing services to adults and includes a community residence, an institution for the care of adults, a special care home, a sheltered workshop and any facility designated under paragraph 24(2)(e), but does not include a facility whose primary objective is medical care or educational or correctional services; (*centre de placement communautaire*)

“operator” means a person who by himself or through his agent operates a community placement resource. (*responsable*)

2010, c.E-0.5, s.66; 2019, c.17, s.5; 2023, c.36, s.13

**Authority of Minister respecting community placement resources**

**24(1)** The Minister shall determine the need for community placement resources.

**24(2)** The Minister may

- (a) prescribe criteria for the admission to and discharge from a community placement resource;
- (b) prescribe program and physical standards for a community placement resource;
- (c) establish and operate a community placement resource;
- (d) provide resources to assist in the establishment or operation, or both, of community placement resources within the Province; and
- (e) designate any facility as a community placement resource for the purpose of this Act.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Minister may enter into contracts**

**25(1)** The Minister, for the purpose of providing social services under this Act, may enter into a contract with respect to the use of a community placement resource, whether within or outside the Province, and with respect to the use of services provided by the community placement resource,

- (a) with the operator thereof,

« centre de placement communautaire » s’entend d’une installation où sont dispensés des services sociaux aux adultes, notamment une résidence communautaire, un établissement de soins aux adultes, un foyer de soins spéciaux, un atelier protégé et toute installation désignée en vertu de l’alinéa 24(2)e), à l’exception des installations à vocation essentiellement médicale, éducative ou correctionnelle; (*community placement resource*)

« responsable » désigne une personne qui, d’elle-même ou par un représentant, assure le fonctionnement d’un centre de placement communautaire. (*operator*)

2010, ch. E-0.5, art. 66; 2019, ch. 17, art. 5; 2023, ch. 36, art. 13

**Pouvoirs du ministre concernant les centres de placement communautaires**

**24(1)** Le ministre détermine les besoins en centres de placement communautaire.

**24(2)** Le ministre peut

- a) prescrire des critères d’admission et de sortie d’un centre de placement communautaire;
- b) prescrire des normes applicables aux programmes et aux installations d’un centre de placement communautaire;
- c) établir et assurer le fonctionnement d’un centre de placement communautaire;
- d) fournir des ressources pour contribuer à l’établissement, au fonctionnement ou à l’un et à l’autre, de centres de placement communautaire dans la province; et
- e) désigner toute installation comme étant un centre de placement communautaire aux fins de la présente loi.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Ministre peut conclure des contrats**

**25(1)** Le ministre, pour fournir des services sociaux en application de la présente loi, peut conclure un contrat pour l’utilisation, à l’intérieur ou en dehors de la province, d’un centre de placement communautaire, ainsi que pour l’utilisation des services fournis par ce centre,

- a) avec le responsable du centre,

(b) with a representative of the Crown in right of Canada or of another province, or a representative of the government of another state, or

(c) with any other person, including a user of services,

and any such contract may require that the community placement resource provide such services, in addition to those normally provided by the community placement resource, as are set out in the contract.

**25(2)** No operator shall transfer to another party any responsibility or authority undertaken or acquired under a contract with the Minister.

**25(3)** The Minister may enter into a contract with a representative of the Crown in right of Canada or of another province, or with a representative of a government of another state, to assist in the establishment or utilization on a co-operative basis of a community placement resource, whether located within or outside the Province.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

#### **Approval of Minister required**

**26(1)** The Minister shall approve community placement resources that meet the criteria and standards prescribed by the Minister or by regulation.

**26(2)** After one year following the coming into force of this Part, no operator shall operate a community placement resource that has not been approved by the Minister.

**26(3)** Any person who contravenes subsection (2) commits an offence.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

#### **Investigation of community placement resources**

**27(1)** Where the Minister is advised that a community placement resource may be

(a) operating without the Minister's approval;

(b) disregarding the criteria for admission to or discharge from the community placement resource or the program or physical standards prescribed by the Minister or by regulation;

(c) of inadequate quality; or

b) avec un représentant de la Couronne du chef du Canada ou d'une autre province, ou avec un représentant du gouvernement d'un autre État, ou

c) avec toute autre personne, y compris un usager des services;

et ce contrat peut contraindre le centre de placement communautaire à dispenser des services qui sont indiqués dans le contrat, en sus de ceux qu'il offre habituellement.

**25(2)** Aucun responsable ne peut transférer à une autre partie une responsabilité ou une autorité assumée ou obtenue en vertu d'un contrat conclu avec le ministre.

**25(3)** Le ministre peut conclure un contrat avec un représentant de la Couronne du chef du Canada ou d'une autre province ou avec un représentant du gouvernement d'un autre État pour collaborer avec eux à l'établissement ou à l'utilisation d'un centre de placement communautaire situé à l'intérieur ou en dehors de la province.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

#### **Agrément du ministre requis**

**26(1)** Le ministre agréé les centres de placement communautaire qui satisfont aux critères et aux normes qu'il a, ou que les règlements ont prescrits.

**26(2)** Un an après l'entrée en vigueur de la présente partie, aucun responsable ne doit assurer le fonctionnement d'un centre de placement communautaire non agréé par le ministre.

**26(3)** Toute personne qui enfreint les dispositions du paragraphe (2) commet une infraction.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

#### **Enquête sur un centre de placement communautaire**

**27(1)** Lorsque le ministre est avisé de la possibilité qu'un centre de placement communautaire

a) fonctionne sans son agrément;

b) méconnaisse les critères d'admission ou de sortie, ou les normes applicables aux programmes ou aux installations qu'il a, ou que les règlements ont prescrits pour ce centre;

c) soit d'une qualité insuffisante; ou

(d) dangerous, destructive or damaging to a user of the community placement resource,

d) soit dangereux, destructif ou dommageable pour ses usagers,

the Minister shall evaluate the community placement resource and may make such investigation as he considers necessary, including

il effectue une évaluation du centre et peut faire les enquêtes qu'il juge nécessaires, notamment,

(e) entering the community placement resource;

e) pénétrer dans le centre de placement communautaire;

(f) inspecting records and documents of the community placement resource; and

f) en examiner les dossiers et les documents; et

(g) interviewing employees and users of the community placement resource.

g) en interroger les employés et les usagers.

**27(2)** Every operator of a community placement resource shall permit the Minister to conduct an investigation under this section and shall not obstruct or interfere with any investigation being carried out.

**27(2)** Le responsable d'un centre de placement communautaire doit permettre au ministre de mener toute enquête prévue par le présent article et ne doit ni entraver ni contrecarrer le déroulement d'une enquête.

**27(3)** Any statement, declaration or evidence made or given by a person at the request of the Minister pursuant to subsection (1) is confidential and for the information of the Minister only, and except for use in a court proceeding no such statement, declaration or evidence may be inspected by any person without the written authorization of the Minister.

**27(3)** Tout exposé, toute déclaration ou toute preuve qu'une personne présente à la demande du ministre conformément au paragraphe (1) sont confidentiels et réservés à son information et, sauf utilisation lors d'une procédure judiciaire, ils ne peuvent être examinés sans son autorisation écrite.

**27(4)** Where, upon completion of the evaluation referred to in subsection (1), the Minister is of the opinion that a community placement resource is

**27(4)** Le ministre, lorsqu'il est convaincu, après avoir effectué l'évaluation prévue au paragraphe (1), que le centre de placement communautaire

(a) operating without the Minister's approval;

a) fonctionne sans son agrément;

(b) disregarding the criteria for admission to and discharge from the community placement resource or the program or physical requirements prescribed by the Minister or by regulation;

b) méconnaît les critères d'admission ou de sortie, ou les exigences relatives aux programmes ou aux installations qu'il a, ou que les règlements ont prescrits pour ce centre;

(c) of inadequate quality; or

c) est d'une qualité insuffisante; ou

(d) dangerous, destructive or damaging to the user of the community placement resource,

d) est dangereux, destructif ou dommageable pour ses usagers,

the Minister shall direct the operator of the community placement resource immediately, or within such time as is specified in the directive, to do any or all of the following, namely

ordonne au responsable du centre de prendre immédiatement ou dans le délai prévu par la directive, l'ensemble ou une partie des mesures suivantes, qui consistent à

(e) to make changes recommended by the Minister with respect to the community placement resource;

e) effectuer les changements recommandés par le ministre au sujet du centre de placement communautaire;

(f) to suspend operation of the community placement resource until the recommendations of the Minister are complied with;

(g) to terminate operation of the community placement resource; or

(h) to remove the residents or participants from the community placement resource under conditions acceptable to the Minister.

**27(5)** Where the operator of a community placement resource

(a) refuses to permit the Minister to conduct an investigation under this section;

(b) obstructs or interferes with an investigation conducted by the Minister under this section; or

(c) fails to comply with a directive given by the Minister under subsection (4),

the operator commits an offence; and in such circumstances, whether or not the operator is charged with or convicted of the offence, the Minister may, without notice and without compensation, terminate any contract entered into with the operator of the community placement resource, and may cancel the provision of any resources provided or undertaken to be provided under Part I, and where the Minister terminates a contract pursuant to this subsection he is entitled to compensation from the operator of the community placement resource equal to the value of any resources provided to the community placement resource under this Act during the period of one year prior to the action referred to in paragraph (a), (b) or (c).

**27(6)** The Minister may issue a certificate stating the amount of compensation due and payable pursuant to subsection (5) and the name of the person from whom the compensation is due and payable, and may file the certificate in The Court of King's Bench of New Brunswick, and when the certificate is entered and recorded it becomes a judgment of the Court and may be enforced as a judgment obtained in the Court by the Crown against the person named in the certificate for a debt of the amount specified in the certificate.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.17, s.87

f) suspendre le fonctionnement de ce centre tant que les recommandations du ministre ne sont pas respectées;

g) mettre fin au fonctionnement du centre; ou

h) faire sortir du centre les pensionnaires et les participants, dans des conditions acceptables aux yeux du ministre.

**27(5)** Commet une infraction le responsable d'un centre de placement communautaire

a) qui refuse de permettre au ministre de mener une enquête prévue par le présent article;

b) qui entrave ou contrecarre le déroulement d'une enquête menée par le ministre en vertu du présent article; ou

c) qui omet de se conformer à une directive émise par le ministre en vertu du paragraphe (4);

et dans ce cas, que le responsable soit ou non inculqué ou reconnu coupable de l'infraction, le ministre peut, sans avis ni dédommagement, mettre fin à tout contrat conclu avec le responsable du centre et annuler la fourniture de toutes ressources fournies ou à fournir en vertu de la Partie I et, s'il met fin au contrat en vertu du présent paragraphe, il a droit à être dédommagé par le responsable à concurrence de la valeur des ressources fournies au centre en vertu de la présente loi durant la période d'un an précédant l'infraction visée aux alinéas a), b) ou c).

**27(6)** Le ministre peut délivrer un certificat indiquant le montant échu et exigible à titre de dédommagement conformément au paragraphe (5) et le nom du débiteur, et déposer le certificat devant la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick; lorsqu'il est déposé et enregistré, le certificat devient jugement de la cour et peut être exécuté comme un jugement obtenu devant la cour par la Couronne contre la personne nommée dans le certificat pour une créance du montant indiqué dans le certificat.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 17, art. 87

**Powers of court on conviction of operator**

**28** Where an operator is convicted of an offence under this Part, the court may, in addition to any penalty imposed in respect thereof, make a further order on the recommendation of the Minister, directing, subject to such terms and conditions as may be set out in the order, the operator

- (a) to allow the investigation,
- (b) to close the community placement resource,
- (c) to operate the community placement resource in accordance with the directive of the Minister, or
- (d) to remove the residents or participants from the community placement resource under conditions acceptable to the Minister,

and the failure to comply with any such order shall be deemed to be a contempt in the face of the court and punishable as such.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Repealed**

**29** Repealed: 1994, c.8, s.5  
1994, c.8, s.5

**Deemed payment under *Social Welfare Act***

**29.1(1)** In this section

“person in need” means a person in need as defined under the *Social Welfare Act*. (*personne nécessiteuse*)

**29.1(2)** Payment or payments made on behalf of a person in need under this Act and the regulations for services provided at a community placement resource shall be deemed to be payment or payments made on behalf of a person in need under the *Social Welfare Act* and regulations.

**29.1(3)** This section shall be deemed to have come into force on April 1, 1984.

1992, c.32, s.2

**Pouvoirs de la cour lorsqu’un responsable est reconnu coupable d’une infraction**

**28** Lorsqu’un responsable est reconnu coupable d’une infraction à la présente partie, la cour peut, en sus des amendes imposées à ce sujet et sur la recommandation du ministre, rendre une ordonnance supplémentaire enjoignant au responsable, sous réserve des conditions exposées par l’ordonnance,

- a) de permettre l’enquête,
- b) de fermer le centre de placement communautaire,
- c) d’assurer le fonctionnement du centre en se conformant aux instructions du ministre;
- d) de faire sortir du centre les pensionnaires et les participants, dans des conditions acceptables aux yeux du ministre; ou

la non-observation de cette ordonnance est réputée être un outrage au tribunal commis devant le tribunal; elle est, à ce titre, passible d’une peine.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Abrogé**

**29** Abrogé : 1994, ch. 8, art. 5  
1994, ch. 8, art. 5

**Versement réputé fait en vertu de la *Loi sur le bien-être social***

**29.1(1)** Dans le présent article,

« personne nécessiteuse » désigne une personne nécessiteuse au sens de la *Loi sur le bien-être social*. (*person in need*)

**29.1(2)** Un ou des versements faits au nom d’une personne nécessiteuse en vertu de la présente loi et de ses règlements pour des services fournis dans un centre de placement communautaire sont réputés être des versements faits au nom d’une personne nécessiteuse en vertu de la *Loi sur le bien-être social* et de ses règlements.

**29.1(3)** Le présent article est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1984.

1992, ch. 32, art. 2

**PART III**

**PROTECTION SERVICES**

**Voluntary protection services**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**29.2** Repealed: 2023, c.36, s.13

2010, c.8, s.5; 2023, c.36, s.13

**Duty to report child abuse**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**30** Repealed: 2023, c.36, s.13

1992, c.52, s.11; 1994, c.7, s.1; 1995, c.43, s.1; 1997, c.2, s.4; 1998, c.40, s.1; 1999, c.32, s.5; 2008, c.19, s.2; 2008, c.45, s.6; 2010, c.E-0.5, s.66; 2010, c.8, s.6; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Release of information**

Repealed: 2019, c.17, s.6

2019, c.17, s.6

**30.1** Repealed: 2019, c.17, s.7

1992, c.57, s.1; 1997, c.39, s.1; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2019, c.17, s.7

**Security or development of child endangered**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**31** Repealed: 2023, c.36, s.13

1987, c.P-22.2, s.33; 1995, c.43, s.2; 1997, c.2, s.5; 1998, c.40, s.2; 1997, c.39, s.2; 2010, c.8, s.7; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**PARTIE III**

**SERVICES DE PROTECTION**

**Services de protection volontaires**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**29.2** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2010, ch. 8, art. 5; 2023, ch. 36, art. 13

**Obligation d'informer du fait qu'un enfant est maltraité**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**30** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1992, ch. 52, art. 11; 1994, ch. 7, art. 1; 1995, ch. 43, art. 1; 1997, ch. 2, art. 4; 1998, ch. 40, art. 1; 1999, ch. 32, art. 5; 2008, ch. 19, art. 2; 2008, ch. 45, art. 6; 2010, ch. E-0.5, art. 66; 2010, ch. 8, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Divulgence des renseignements**

Abrogé : 2019, ch. 17, art. 6

2019, ch. 17, art. 6

**30.1** Abrogé : 2019, ch. 17, art. 7

1992, ch. 57, art. 1; 1997, ch. 39, art. 1; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2019, ch. 17, art. 7

**Sécurité ou le développement d'un enfant est menacé**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**31** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1987, ch. P-22.2, art. 33; 1995, ch. 43, art. 2; 1997, ch. 2, art. 5; 1998, ch. 40, art. 2; 1997, ch. 39, art. 2; 2010, ch. 8, art. 7; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Finding that a person has endangered the security or development of a child**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2019, c.17, s.8; 2023, c.36, s.13

**31.01** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2019, c.17, s.8; 2023, c.36, s.13

**Plan for care of a child**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**31.1** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2008, c.19, s.3; 2010, c.8, s.8; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Kinship services**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2019, c.17, s.9; 2023, c.36, s.13

**31.2** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2019, c.17, s.9; 2023, c.36, s.13

**Protective care of child**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**32** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1995, c.43, s.3; 1997, c.2, s.6; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Search of premises and removal of child, removal, arrest and detention of offending persons**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**33** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1981, c.10, s.2; 1986, c.6, s.10; 1990, c.25, s.2; 1992, c.52, s.11; 1995, c.43, s.4; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Personne ayant menacé la sécurité ou le développement d'un enfant**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2019, ch. 17, art. 8; 2023, ch. 36, art. 13

**31.01** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2019, ch. 17, art. 8; 2023, ch. 36, art. 13

**Plan pour le soin d'un enfant**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**31.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2008, ch. 19, art. 3; 2010, ch. 8, art. 8; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Services à la parenté**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2019, ch. 17, art. 9; 2023, ch. 36, art. 13

**31.2** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2019, ch. 17, art. 9; 2023, ch. 36, art. 13

**Régime de protection**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**32** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1995, ch. 43, art. 3; 1997, ch. 2, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Perquisitionner des locaux et retrait de l'enfant, faire sortir, arrêter et détenir la personne contrevenante**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**33** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1981, ch. 10, art. 2; 1986, ch. 6, art. 10; 1990, ch. 25, art. 2; 1992, ch. 52, art. 11; 1995, ch. 43, art. 4; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Neglected or abused adult**

**34(1)** Where an adult is a disabled person or an elderly person, or is within a group prescribed by regulation, and

- (a) is incapable of caring properly for himself by reason of physical or mental infirmity and is not receiving proper care and attention; or
- (b) refuses, delays or is unable to make provision for his proper care and attention,

that person is a neglected adult for purposes of sections 35 to 42.

**34(2)** Where an adult is a disabled person or an elderly person, or is within a group prescribed by regulation, and is a victim of or is in danger of being a victim of

- (a) physical abuse;
- (b) sexual abuse;
- (c) mental cruelty; or
- (d) any combination thereof,

that person is an abused adult for purposes of sections 35 to 42.

**Investigation with respect to neglected or abused adult**

**35(1)** Where the Minister has reason to believe that a person is a neglected adult or an abused adult, he shall cause an investigation to be made and, if he considers it advisable, may request and authorize a medical practitioner to examine and report on the physical and mental condition of the person and the care and attention he is receiving.

**35(2)** The authorization of the Minister under subsection (1) is sufficient authority to any medical practitioner to perform the responsibilities set out in subsection (1) without the consent of the person being examined.

**35(2.1)** When the Minister conducts an investigation under subsection (1), the Minister shall take the steps that he or she considers necessary to determine if the se-

**Adulte négligé ou maltraité**

**34(1)** Est un adulte négligé aux fins des articles 35 à 42 toute personne adulte handicapée, toute personne âgée ou tout adulte entrant dans un groupe prescrit par règlement, qui

- a) est incapable de prendre soin de lui-même en raison d'une infirmité physique ou mentale et ne reçoit pas des soins et une attention convenables; ou
- b) refuse ou est incapable de prendre des mesures concernant les soins et l'attention convenables dont il a besoin, ou tarde à le faire.

**34(2)** Est un adulte maltraité aux fins des articles 35 à 42, toute personne adulte handicapée, toute personne âgée et tout adulte entrant dans un groupe prescrit par règlement, qui est ou risque de devenir victime

- a) de sévices;
- b) d'atteintes sexuelles;
- c) de cruauté mentale; ou
- d) de toute combinaison de ces divers éléments.

**Enquête concernant un adulte qu'on croit négligé ou maltraité**

**35(1)** Lorsque le ministre a des raisons de croire qu'une personne est un adulte négligé ou maltraité, il doit faire mener une enquête et s'il le juge souhaitable, il peut ordonner et donner l'autorisation à un médecin d'examiner cette personne et de faire un rapport sur son état physique et mental et sur les soins et l'attention qu'elle reçoit.

**35(2)** L'autorisation du ministre accordée en vertu du paragraphe (1) confère une autorité suffisante au médecin pour s'acquitter des responsabilités indiquées au paragraphe (1) sans le consentement de la personne examinée.

**35(2.1)** Lorsque le ministre mène son enquête en vertu du paragraphe (1), il prend les mesures qu'il estime nécessaires pour déterminer si la sécurité d'une personne



curity of a person is in danger as described in subsection 37.1(1).

**35(3)** If the person, a member of the person's family or any person having care or control of the person interferes with or obstructs in any way the carrying out of the investigation under subsection (1), the court, on application of the Minister, may, after making due enquiries and being satisfied that it is reasonable and proper that the investigation be made, issue a warrant authorizing the investigation, and any warrant so issued is sufficient authority for a peace officer, the Minister or any other person designated in the warrant to enter, by force if necessary, any building or other place in order to carry out the investigation.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2019, c.17, s.10

#### **Disclosure of information by professional person**

**35.1(1)** A professional person may disclose information to the Minister respecting a person whom the professional person has reason to believe is a neglected adult or an abused adult, including information that has been acquired through the discharge of the professional person's duties or within a professional relationship.

**35.1(2)** No action lies against a professional person who in good faith provides information to the Minister under subsection (1).

**35.1(2.1)** No action shall be commenced against a person in relation to the providing of information to the Minister under this section except with leave of the court.

**35.1(2.2)** An application for leave shall be commenced by a Notice of Application served on the respondent and the Minister in accordance with the Rules of Court.

**35.1(2.3)** On an application for leave, leave shall be granted only if the applicant establishes, by affidavit or otherwise, a *prima facie* case that the person who provided the information to the Minister did not provide the information in good faith.

**35.1(2.4)** If leave is not granted, the court may order the applicant to pay all or any portion of the costs of the application.

**35.1(2.5)** An action against a person in relation to providing information to the Minister under this section is a

peut être menacée tel qu'il est énoncé au paragraphe 37.1(1).

**35(3)** Si la personne, un membre de sa famille ou toute personne ayant la charge ou la direction de cette personne contrecarre ou entrave d'une quelconque façon le déroulement de l'enquête visée au paragraphe (1), la cour peut, à la demande du ministre et après avoir effectué les recherches nécessaires et s'être convaincue qu'il est raisonnable et convenable que l'enquête soit menée, délivrer un mandat autorisant l'enquête; tout mandat délivré de cette façon confère une autorité suffisante à un agent de la paix, au ministre ou à toute autre personne désignée dans le mandat pour pénétrer, de force si nécessaire, dans tout édifice ou tout autre endroit en vue de mener l'enquête.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2019, ch. 17, art. 10

#### **Divulgence des renseignements par un professionnel**

**35.1(1)** Un professionnel peut divulguer au ministre des renseignements concernant une personne pour laquelle il a des raisons de croire qu'elle est un adulte négligé ou maltraité, y compris des renseignements qui ont été obtenus dans l'exercice de ses responsabilités professionnelles ou au cours d'une relation professionnelle.

**35.1(2)** Nulle action ne peut être intentée contre un professionnel qui, de bonne foi, a fourni des renseignements au ministre en vertu du paragraphe (1).

**35.1(2.1)** Aucune action ne peut être intentée contre une personne relativement à la fourniture de renseignements au ministre en vertu du présent article sauf avec l'autorisation de la cour.

**35.1(2.2)** Une demande d'autorisation de la cour doit être faite par un avis de requête signifié à l'intimé et au ministre conformément aux Règles de procédure.

**35.1(2.3)** Dans le cas d'une demande d'autorisation, l'autorisation ne peut être accordée que si le demandeur établit, par affidavit ou de toute autre façon, la prétention *prima facie* que la personne qui a fourni les renseignements au ministre l'a fait avec malveillance.

**35.1(2.4)** Si l'autorisation n'est pas accordée, la cour peut ordonner au demandeur de payer la totalité ou toute partie des frais de la demande.

**35.1(2.5)** Une action contre une personne relativement à la fourniture de renseignements au ministre en vertu du

nullity if the action is commenced without the leave of the court.

**35.1(3)** Except in the course of judicial proceedings, no person shall reveal the identity of a person who has given information under subsection (1) without that person's written consent.

**35.1(4)** Any person who violates subsection (3) commits an offence.

**35.1(5)** For the purposes of this section

“professional person” means a worker in any adult day care center or residential or institutional facility, a vocational counsellor or trainer, an educator, a physician, a nurse, dentist or other health or mental health professional, a hospital administrator, a social work administrator, social worker or other social service professional, a police or law enforcement officer, a psychologist, a guidance counsellor or a recreational services administrator or worker and includes any other person who by virtue of his employment or occupation has a responsibility to discharge a duty of care towards an elderly person or a disabled adult. (*professionnel*)

1990, c.25, s.3; 1998, c.40, s.3; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

### Removal and detention of offending person

**36(1)** Where the Minister has reason to believe that a person is a neglected or abused adult because of the presence of any person, he may apply to the court for a warrant to authorize the removal of the offending person from the premises in which the neglected or abused adult resides, and his detention, if necessary, pending application for an order under paragraph 39(1)(c).

**36(2)** Any person detained under the authority of a warrant issued under subsection (1) shall be brought forthwith before the court and may be released on his own recognizance or on such conditions as the court may impose.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

### Consideration of wishes of neglected or abused adult

**36.1(1)** In the exercise of any authority under this Act given to any person to make a decision that affects a neglected adult or abused adult, the neglected adult's or

présent article est nulle si l'action est engagée sans l'autorisation de la cour.

**35.1(3)** Nul ne peut révéler, si ce n'est au cours d'une procédure judiciaire, l'identité d'une personne qui a donné des renseignements en vertu du paragraphe (1) sans le consentement écrit de celle-ci.

**35.1(4)** Toute personne qui contrevient au paragraphe (3) commet une infraction.

**35.1(5)** Aux fins du présent article,

« professionnel » désigne un employé dans un établissement de soins aux adultes ou d'un service résidentiel ou en institution, un conseiller ou instructeur de formation professionnelle, un éducateur, un médecin, un infirmier, un dentiste ou autre professionnel de la santé ou de l'hygiène mentale, un administrateur d'hôpital, un administrateur en service social, un travailleur social ou autre professionnel en service social, un agent de police ou d'exécution de la loi, un psychologue, un conseiller d'orientation, un administrateur ou employé de services de loisirs, et s'entend également de toute autre personne dont l'emploi ou l'occupation comporte la responsabilité de s'occuper d'une personne âgée ou d'un adulte handicapé. (*professional person*)

1990, ch. 25, art. 3; 1998, ch. 40, art. 3; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

### Sortie et détention d'un contrevenant

**36(1)** Lorsque le ministre a des raisons de croire qu'une personne est un adulte négligé ou maltraité du fait de la présence d'une personne, il peut demander à la cour un mandat autorisant à faire sortir cette personne du lieu où réside l'adulte négligé ou maltraité, et sa détention si nécessaire, en attendant la demande d'une ordonnance prévue à l'alinéa 39(1)c).

**36(2)** Toute personne détenue en vertu d'un mandat délivré en application du paragraphe (1) doit être amenée immédiatement devant la cour et peut être libérée sur ses propres engagements ou aux conditions que la cour peut imposer.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

### Prise en considération des vœux de l'adulte négligé ou maltraité

**36.1(1)** Lorsqu'une personne a reçu autorité en application de la présente loi pour prendre une décision qui touche un adulte négligé ou maltraité et qu'elle exerce

abused adult's wishes, where they can be expressed and where the neglected adult or abused adult is capable of understanding the nature of any choices that may be available, shall be given consideration in determining the neglected adult's or abused adult's interests and concerns, and the interests and concerns of the neglected adult or abused adult shall be given consideration as distinct interests and concerns, separate from those of any other person.

**36.1(2)** Where the wishes of a neglected adult or abused adult have not been or cannot be expressed or the neglected adult or abused adult is incapable of understanding the nature of the choices that may be available, the Minister shall make every effort to identify the neglected adult's or abused adult's interests and concerns and shall give consideration to them as distinct interests and concerns separate from those of any other person.

**36.1(3)** A person who is authorized under this Act to make a decision that affects a neglected adult or abused adult may, in order to comply with subsection (1), consult directly with the neglected adult or abused adult, in which case the authorized person shall do so *in camera* unless the authorized person determines that to do so would not be in the best interests of the neglected adult or abused adult; and in consulting with the neglected adult or abused adult *in camera* the authorized person may exclude any person, including any party to a proceeding and that person's counsel, from participating in or observing the consultation.

**36.1(4)** In any matter or proceeding under this Act affecting a neglected adult or abused adult, whether before a court or any person having authority to make a decision that affects a neglected adult or abused adult, the neglected adult or abused adult has the right to be heard either on his or her own behalf or through a responsible spokesperson.

**36.1(5)** In any proceeding under this Act the court may waive any requirement that the neglected adult or abused adult appear before the court where it is of the opinion that it would be in the best interests of the neglected adult or abused adult to do so and the court is satisfied that the interests and concerns of the neglected adult or abused adult with respect to the matter before the court will not be prejudiced.

1990, c.25, s.4; 1997, c.2, s.7; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

cette autorité, les vœux de l'adulte négligé ou maltraité, s'ils peuvent être exprimés et si l'adulte négligé ou maltraité est capable de comprendre la nature d'un choix qui s'offre à lui, doivent être pris en considération pour déterminer les intérêts et préoccupations de l'adulte négligé ou maltraité et elle doit prendre en considération ces intérêts et préoccupations distinctement et séparément de ceux de toute autre personne.

**36.1(2)** Lorsque les vœux de l'adulte négligé ou maltraité n'ont pas été exprimés ou ne peuvent l'être ou que l'adulte négligé ou maltraité est incapable de comprendre la nature d'un choix qui s'offre à lui, le ministre doit tout faire pour déterminer les intérêts et préoccupations de l'adulte négligé ou maltraité et il doit les prendre en considération distinctement et séparément de ceux de toute autre personne.

**36.1(3)** Une personne autorisée par la présente loi à prendre une décision qui touche un adulte négligé ou maltraité peut, pour se conformer au paragraphe (1), consulter directement l'adulte négligé ou maltraité et, sauf si elle juge que ce ne serait pas dans l'intérêt supérieur de l'adulte négligé ou maltraité, elle le consulte alors à huis clos et peut interdire à toute personne, partie ou non à une procédure, et à son avocat, de participer à la consultation ou d'observer celle-ci.

**36.1(4)** Dans toute question ou procédure qui touche un adulte négligé ou maltraité et dont une cour ou toute personne autorisée à prendre une décision qui touche un adulte négligé ou maltraité est saisie en vertu de la présente loi, l'adulte négligé ou maltraité a le droit d'être entendu personnellement ou par la voix d'un porte-parole responsable.

**36.1(5)** Dans toute procédure intentée en application de la présente loi, la cour peut renoncer à exiger que l'adulte négligé ou maltraité comparaisse devant elle si elle estime que c'est dans l'intérêt supérieur de l'adulte négligé ou maltraité et si elle est convaincue que les intérêts et les préoccupations de ce dernier à l'égard de la question portée devant elle n'en souffriront pas.

1990, ch. 25, art. 4; 1997, ch. 2, art. 7; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Finding that a person has endangered the security of another person**

2019, c.17, s.11

**36.2** After completing an investigation, if the Minister has determined that the security of a person is in danger, the Minister may make a finding that a person has endangered the security of another person as described in paragraphs 37.1(1)(a) to (g).

2019, c.17, s.11

**Authority of Minister with respect to neglected or abused adult**

**37(1)** If the Minister is satisfied, after an investigation under subsection 35(1), that a person is a neglected adult or an abused adult, the Minister may

- (a) provide social services to the person, or
- (b) refer the matter to
  - (i) a community social services agency,
  - (ii) another government department or government agency,
  - (iii) a law enforcement agency with jurisdiction in the matter,
  - (iv) a regional health authority as defined in the *Regional Health Authorities Act* or other institution, or
  - (v) any other appropriate service.

**37(1.1)** If the Minister is satisfied, after an investigation under subsection 35(1), that a person is a neglected adult or an abused adult and is mentally incompetent, the Minister may

- (a) apply for an order under subsection 39(1), or
- (b) if section 37.1 applies, put the person under protective care and proceed under that section.

**Personne ayant menacé la sécurité d'une autre personne**

2019, ch. 17, art. 11

**36.2** Ayant conclu, son enquête terminée, que la sécurité d'une personne est menacée, le ministre peut conclure qu'une personne a menacé la sécurité d'une autre personne tel qu'il est énoncé aux alinéas 37.1(1)a) à g).

2019, ch. 17, art. 11

**Pouvoirs du ministre concernant un adulte négligé ou maltraité**

**37(1)** Si le ministre est convaincu, après une enquête menée en vertu du paragraphe 35(1), qu'une personne est un adulte négligé ou maltraité, il peut

- a) lui fournir des services sociaux,
- b) confier l'affaire à
  - (i) une agence de services sociaux communautaires,
  - (ii) un autre ministère ou organisme gouvernemental,
  - (iii) un organisme chargé de l'application de la loi, ayant compétence dans cette affaire,
  - (iv) une régie régionale de la santé tel que définie dans la *Loi sur les régies régionales de la santé* ou un autre établissement, ou
  - (v) tout autre service approprié.

**37(1.1)** Si le ministre est convaincu, après une enquête menée en vertu du paragraphe 35(1), qu'une personne est un adulte négligé ou maltraité et qu'elle est un incapable mental, il peut

- a) demander une ordonnance prévue au paragraphe 39(1), ou
- b) si l'article 37.1 s'applique, mettre la personne sous un régime de protection et procéder en vertu de cet article.

**37(2)** Where the social service provided by the Minister under this section includes the services of a home-maker, subsection 32(3) applies *mutatis mutandis*.

1990, c.25, s.5; 1992, c.52, s.11; 2002, c.1, s.6; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

### **Security of person, protective care of person**

2019, c.17, s.12

**37.1(1)** The security of a person may be in danger when

- (a) the person is without adequate care or supervision;
- (b) the person is living in unfit or improper circumstances;
- (c) the person is in the care of someone who is unable or unwilling to provide adequate care or supervision of the person;
- (d) the person is in the care of someone whose conduct endangers the life, health or emotional well-being of the person;
- (e) the person is physically or sexually abused, physically or emotionally neglected, sexually exploited, including sexual exploitation through pornography or in danger of such treatment;
- (f) the person is living in a situation where there is severe domestic violence;
- (g) the person is in the care of someone who neglects or refuses to provide or obtain proper medical, surgical or other remedial care or treatment necessary for the health or well-being of the person or refuses to permit such care or treatment to be supplied to the person; or
- (h) the person by his or her behaviour, condition, environment or association, is likely to injure himself or herself or others.

**37.1(2)** The Minister may put a person under protective care if

**37(2)** Lorsque le service social fourni par le ministre en vertu du présent article comprend les services d'aide familiale, le paragraphe 32(3) s'applique *mutatis mutandis*.

1990, ch. 25, art. 5; 1992, ch. 52, art. 11; 2002, ch. 1, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

### **Sécurité d'une personne et régime de protection d'une personne**

2019, ch. 17, art. 12

**37.1(1)** La sécurité d'une personne peut être en danger lorsque

- a) la personne est sans soin ou surveillance adéquats;
- b) la personne vit dans des circonstances inconvenantes ou impropres;
- c) la personne est sous les soins d'une personne qui est incapable ou est peu disposée à fournir des soins ou une surveillance adéquats à cette personne;
- d) la personne est sous les soins d'une personne dont la conduite met en danger la vie, la santé ou le bien-être affectif de cette personne;
- e) la personne est physiquement ou sexuellement maltraitée, négligée physiquement ou affectivement, exploitée sexuellement, notamment son exploitation sexuelle sous forme de pornographie ou risque de subir un tel traitement;
- f) la personne vit dans une situation de violence domestique sévère;
- g) la personne est sous les soins de quelqu'un qui néglige ou refuse de fournir ou d'obtenir des soins médicaux, chirurgicaux ou autre remède ou traitement nécessaire pour la santé ou le bien-être de la personne ou refuse que de tels soins ou un tel traitement soit fourni à la personne; ou
- h) la personne est, de par son comportement, sa condition, son environnement ou association, susceptible de se blesser ou de blesser d'autres personnes.

**37.1(2)** Le ministre peut mettre une personne sous un régime de protection

- (a) the Minister is satisfied, after an investigation under subsection 35(1), that the person is a neglected adult or an abused adult;
- (b) the Minister and a professional person both have reason to believe that the person is mentally incompetent;
- (c) the Minister has reason to believe that the security of the person may be in danger; and
- (d) the person has refused to accept the provision of social services.

**37.1(3)** Where the Minister puts a person under protective care under subsection (2), he shall make adequate provision for that person's care and the Minister may do any or all of the following:

- (a) leave the person where the person is residing or in the care of the person who had assumed responsibility of the person before the person was put under protective care;
- (b) remove the person from the location where the person is residing and put the person in such other location as in the Minister's opinion is suitable;
- (c) return the person to the location where the person was residing or to the care of the person who had previously assumed responsibility for the care of the person;
- (d) arrange for a medical examination and treatment of the person without the consent of any other person.

**37.1(4)** Within five days after putting a person under protective care under subsection (2), the Minister shall

- (a) release the person from protective care; or
- (b) apply to the court for an order under subsection 39(1).

**37.1(5)** For the purposes of subsection (2) "professional person" means a judge, peace officer, medical practitioner, psychologist, nurse or any other health or mental health professional.

1990, c.25, s.6; 1997, c.2, s.8; 2010, c.8, s.10; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2019, c.17, s.13

- a) s'il est convaincu, après une enquête en vertu du paragraphe 35(1), que la personne est un adulte négligé ou un adulte maltraité;
- b) si lui-même et un professionnel ont tous les deux des raisons de croire que la personne est un incapable mental;
- c) s'il a des raisons de croire que la sécurité d'une personne peut être en danger; et
- d) si la personne a refusé d'accepter la fourniture de services sociaux.

**37.1(3)** Lorsque le ministre mets une personne sous un régime de protection en vertu du paragraphe (2) il doit prendre les dispositions nécessaires pour ses soins, et il peut faire l'une ou l'ensemble des choses suivantes :

- a) laisser la personne là où elle réside ou la laisser sous les soins d'une personne qui en a assumé la responsabilité avant que la personne ne soit mise sous un régime de protection;
- b) enlever cette personne du lieu où elle réside et la mettre dans un autre lieu qui est convenable de l'avis du ministre;
- c) retourner la personne au lieu où elle résidait ou aux soins d'une personne qui a auparavant assumé la responsabilité de prendre soin de cette personne;
- d) prendre les dispositions pour que la personne subisse un examen médical et un traitement sans le consentement de toute autre personne.

**37.1(4)** Dans les cinq jours après avoir mis une personne sous un régime de protection en vertu du paragraphe (2), le ministre doit

- a) libérer la personne du régime de protection, ou
- b) faire une demande à la cour pour une ordonnance en vertu du paragraphe 39(1).

**37.1(5)** Aux fins du paragraphe (2), « professionnel » désigne un juge, un agent de la paix, un médecin, un

psychologue, un infirmier ou tout autre professionnel de la santé ou de la santé mentale.

1990, ch. 25, art. 6; 1997, ch. 2, art. 8; 2010, ch. 8, art. 10; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2019, ch. 17, art. 13

**Application for order where adult is discharged from psychiatric facility**

**37.2** Where

- (a) an adult is scheduled to be discharged from a psychiatric facility or any other facility where the adult has been receiving care and supervision,
- (b) there is no member of the adult’s immediate family or any other person who is capable of and willing to assume responsibility for the adult’s care and supervision,
- (c) the Minister has reason to believe that the person is mentally incompetent, and
- (d) the adult is, in the opinion of the Minister, likely to become a neglected adult or an abused adult,

the Minister may apply for and the Court may make an order under subsection 39(1) on the basis that the person would be a neglected adult upon discharge from the facility.

1990, c.25, s.6; 1997, c.2, s.9; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Examination report**

**37.3(1)** An application made by the Minister under paragraph 37(1.1)(a) or 37.1(4)(b) or section 37.2 or subsection 39(2) shall be accompanied by an examination report signed by the medical practitioner who examined the person who is the subject of the application.

**37.3(2)** An examination report shall

- (a) state that the medical practitioner personally examined the person who is the subject of the application and made careful inquiry into all of the facts necessary for the medical practitioner to form the opinion that the person is mentally incompetent,

**Demande pour une ordonnance lorsque l’adulte reçoit son congé de l’établissement psychiatrique**

**37.2** Le ministre peut faire une demande pour une ordonnance en vertu du paragraphe 39(1) et la Cour peut rendre une telle ordonnance en se fondant sur le fait que la personne deviendrait un adulte négligé à la suite de son congé d’un établissement si,

- a) il est prévu que l’adulte doit recevoir son congé d’un établissement psychiatrique ou de tout autre établissement où il a reçu des soins et où il a été sous surveillance,
- b) il n’y a aucun membre de la famille immédiate de l’adulte ou toute autre personne qui est capable et disposé à assumer la responsabilité des soins et de la surveillance de cet adulte,
- c) le ministre a des raisons de croire que la personne est un incapable mental, et
- d) il est probable, de l’avis du ministre, que l’adulte devienne un adulte négligé ou maltraité.

1990, ch. 25, art. 6; 1997, ch. 2, art. 9; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Rapport d’examen**

**37.3(1)** Une demande faite par le ministre en vertu de l’alinéa 37(1.1)a) ou 37.1(4)b) ou de l’article 37.2 ou du paragraphe 39(2) doit être accompagnée par un rapport d’examen signé par le médecin qui a procédé à l’examen de la personne qui fait l’objet de la demande.

**37.3(2)** Un rapport d’examen doit

- a) établir que le médecin a personnellement examiné la personne qui fait l’objet de la demande et qu’il a soigneusement fait enquête sur tous les faits qui lui sont nécessaires afin de former son opinion à savoir si la personne est un incapable mental,

(b) set out the facts upon which the medical practitioner formed an opinion, distinguishing between the facts observed by the medical practitioner and the facts communicated to the medical practitioner by others, and

(c) describe the nature or degree of the mental incompetency suffered by the person and set out the reasons upon which the medical practitioner relies in forming the opinion referred to in paragraph (b) and making the diagnosis.

**37.3(3)** An examination report signed and completed in accordance with this section is admissible in evidence and when introduced as evidence is proof, in the absence of evidence to the contrary, that the person is mentally incompetent, without proof of the signature or authority of the person appearing to have signed the examination report.

1990, c.25, s.6; 1992, c.20, s.1; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

#### Application to court

**38(1)** Subject to subsection (2), an application made by the Minister under paragraph 37(1.1)(a) or 37.1(4)(b), section 37.2 or subsection 39(2) shall be heard forthwith by the court.

**38(2)** At least ten days prior to the date set for the hearing of an application under paragraph 37(1.1)(a) or 37.1(4)(b), section 37.2 or subsection 39(2), the Minister shall notify the person in respect of whom the application is made or some person having care or control of the person

(a) that an application has been made for an order under subsection 39(1), and

(b) of the time and place of the hearing.

1990, c.25, s.7; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

#### Powers of court

**39(1)** If the court, after hearing the application, is satisfied that the person is a neglected adult or an abused adult and the person is mentally incompetent, the court may, where it appears in the best interests of the person to do so,

(a) make an order directing that the person who is the subject of the application remain where the person

b) énoncer les faits sur lesquels le médecin a formé son opinion, en faisant la distinction entre les faits observés par lui et ceux qui lui ont été communiqués par d'autres, et

c) décrire la nature ou le degré d'incapacité mentale souffert par la personne et énoncer les raisons sur lesquelles l'opinion visée à l'alinéa b) et le diagnostic du médecin reposent.

**37.3(3)** Un rapport d'examen signé et rempli conformément au présent article est admissible en preuve et lorsque introduit en preuve, fait foi, en l'absence de preuve à l'effet contraire, que la personne est un incapable mental, sans qu'il faille prouver la signature ou l'autorité de la personne apparaissant avoir signé le rapport d'examen.

1990, ch. 25, art. 6; 1992, ch. 20, art. 1; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

#### Demande à la cour

**38(1)** Sous réserve du paragraphe (2), une demande présentée par le ministre en vertu de l'alinéa 37(1.1)a) ou 37.1(4)b) ou de l'article 37.2 ou du paragraphe 39(2) doit être entendue sur-le-champ par la cour.

**38(2)** Dix jours au moins avant la date prévue pour l'audition de la demande visée à l'alinéa 37(1.1)a) ou 37.1(4)b), de l'article 37.2 ou du paragraphe 39(2), le ministre doit aviser la personne faisant l'objet de la demande ou toute personne ayant sa charge ou sa direction

a) qu'une demande a été faite pour obtenir une ordonnance en vertu du paragraphe 39(1), et

b) de la date et du lieu de l'audience.

1990, ch. 25, art. 7; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

#### Pouvoirs de la cour

**39(1)** Si la Cour, après l'audition de la demande, est convaincue que la personne est un adulte négligé ou maltraité et que la personne est un incapable mental, elle peut, lorsqu'il semble que ce soit dans l'intérêt supérieur de la personne,

a) rendre une ordonnance prescrivant que la personne qui fait l'objet de la demande reste là où elle ré-



is residing in the care and control of the person in whose care the person who is the subject of the application may be, subject to supervision by the Minister and to conditions set out in the order;

(b) make an order directing that the person who is the subject of the application be placed under the supervision of the Minister, subject to such conditions as may be set out in the order, including conditions with respect to the care, control and management of any property of the person;

(b.1) issue a warrant for the removal from the premises in which the person who is the subject of the application resides of the person who, in the opinion of the court, is a source of danger to the person who is the subject of the application;

(c) make a protective intervention order directed to any other person who, in the opinion of the court, is a source of danger to the person who is the subject of the application, requiring that other person to do one or more of the following:

(i) to cease to reside in the same premises in which the person who is the subject of the application is to reside, whether or not that other person has an interest in those premises;

(ii) to refrain from any contact or association with the person who is the subject of the application;

(iii) to pay such support as the court may establish in accordance with the *Family Law Act*;

(d) make an order authorizing the Minister to give consent on behalf of the person who is the subject of the application for any necessary medical, surgical or dental treatment;

or, subject to subsection (1.1), may make any other order that the court considers appropriate under the circumstances.

**39(1.1)** The court shall not make an order for the payment of costs in relation to an application under paragraph 37(1.1)(a) or 37.1(4)(b), section 37.2 or subsection (2) against a person other than the Minister.

**39(2)** Repealed: 2023, c.36, s.13

side, à la charge et sous la direction de la personne chargée d'elle, sous réserve de la surveillance du ministre et des conditions indiquées dans l'ordonnance;

b) rendre une ordonnance prescrivant que la personne qui fait l'objet de la demande soit placée sous la surveillance du ministre, sous réserve des conditions que peut comporter l'ordonnance, notamment à l'égard de la charge, de la direction et de la gestion de tous biens de cette personne;

b.1) délivrer un mandat pour faire sortir du lieu où réside la personne qui fait l'objet de la demande la personne qui, de l'opinion de la cour constituée, est une menace pour la personne qui fait l'objet de la demande;

c) rendre une ordonnance d'intervention protectrice prescrivant à toute personne qui, de l'opinion de la cour, constitue une menace pour la personne qui fait l'objet de la demande, l'une ou plusieurs des choses suivantes :

(i) de ne plus résider dans les mêmes locaux où la personne qui fait l'objet de la demande devra résider, que la personne fautive ait ou non des intérêts dans ces locaux;

(ii) de s'abstenir de tout contact avec la personne qui fait l'objet de la demande ou de la fréquenter;

(iii) de fournir les aliments que la cour peut établir conformément à la *Loi sur le droit de la famille*;

d) rendre une ordonnance autorisant le ministre à donner un consentement au nom de la personne qui fait l'objet de la demande pour tout traitement médical, chirurgical ou dentaire;

ou sous réserve du paragraphe (1.1), peut rendre toute autre ordonnance, qu'elle considère appropriée dans ces circonstances.

**39(1.1)** La Cour ne peut rendre une ordonnance pour le paiement des frais relativement à une demande en vertu de l'alinéa 37(1.1)a) ou 37.1(4)b), de l'article 37.2 ou du paragraphe (2) contre une personne autre que le ministre.

**39(2)** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

**39(3)** Any person who does not comply with an order made under paragraph (1)(c) commits an offence.

**39(4)** Any order made under subsection (1) is in force for the period stated in the order, not to exceed twelve months, and may be extended for additional periods not exceeding twelve months each.

**39(5)** Any person who is subject to an order made under subsection (1) may, in the prescribed form, and upon fourteen days' notice to the Minister, apply to the court to have the order made under subsection (1) varied or terminated.

**39(6)** The Minister may, in the prescribed form and after notice as set out in subsection 38(2), apply to the court to have an order made under subsection (1) varied, extended or terminated.

**39(7)** Upon hearing the application, the court, if satisfied that circumstances have changed sufficiently since the making of the order under subsection (1), may make such further order varying, extending or terminating the order as it considers appropriate.

**39(8)** Where the court is of the opinion that the interests and concerns of a person in respect of whom a hearing is held under this section should be represented by counsel or by a responsible spokesman, the court shall advise the Attorney General that in its opinion counsel or a responsible spokesman should be made available to assist in the representation of the person's interests and concerns.

1990, c.25, s.8; 1992, c.20, s.2; 1992, c.33, s.1; 1997, c.2, s.10; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2020, c.24, s.3; 2023, c.36, s.13

### **Order for hospitalization**

**40(1)** Where medical evidence at the hearing discloses that a neglected adult or an abused adult requires treatment in a hospital facility the court may include in an order made under subsection 39(1) an order for hospitalization.

**40(2)** At any time pending the final determination of an application for an order under subsection 39(1), the court may order the removal of the person in respect of whom the order is sought to a hospital facility or other place without delay if a medical practitioner certifies

**39(3)** Commet une infraction toute personne qui ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa (1)c).

**39(4)** Une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) est en vigueur pendant la période indiquée dans l'ordonnance; cette période ne peut dépasser douze mois, et peut être prorogée de périodes supplémentaires d'une durée maximale de douze mois chacune.

**39(5)** Toute personne soumise à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) peut, en la forme prescrite et moyennant préavis de quatorze jours au ministre, demander à la cour de modifier l'ordonnance ou d'y mettre fin.

**39(6)** Le ministre peut, en la forme prescrite et après avis donné conformément au paragraphe 38(2), demander à la cour de modifier ou proroger une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ou d'y mettre fin.

**39(7)** À l'audition de la demande, la cour peut, si elle est convaincue que les circonstances ont suffisamment changé depuis que l'ordonnance visée au paragraphe (1) a été rendue, rendre une nouvelle ordonnance modifiant ou prorogeant l'ordonnance initiale ou y mettant fin comme elle le juge nécessaire.

**39(8)** Lorsque la cour estime qu'un avocat ou porte-parole responsable devrait exposer les intérêts et préoccupations de la personne à l'égard de laquelle il est tenu audience en vertu du présent article, elle informe le procureur général qu'à son avis, un avocat ou porte-parole responsable devrait être disponible à cette fin.

1990, ch. 25, art. 8; 1992, ch. 20, art. 2; 1992, ch. 33, art. 1; 1997, ch. 2, art. 10; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2020, ch. 24, art. 3; 2023, ch. 36, art. 13

### **Ordonnance d'hospitalisation**

**40(1)** Lorsque la preuve médicale établit à l'audience qu'un adulte négligé ou maltraité a besoin d'être soigné dans un établissement hospitalier, la cour peut inclure dans une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 39(1) une ordonnance d'hospitalisation.

**40(2)** Jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur une demande d'ordonnance en vertu du paragraphe 39(1), la cour peut à tout moment ordonner l'envoi sans retard de la personne faisant l'objet de la demande d'ordonnance dans un établissement hospitalier ou un

that, in his opinion, it is necessary to do so in the interests of the person's health.

1992, c.52, s.11

**Right to appeal from order or decision**

**41** Any order or decision made under this Part may be appealed within thirty days thereof to The Court of Appeal of New Brunswick.

**Appeal procedure and powers of court**

**42(1)** An appeal under section 41 shall be in accordance with the regulations and the Rules of Court.

**42(2)** On appeal, the court may

- (a) affirm the order, with or without modifications;
- (b) terminate the order;
- (c) remit the order with directions to the court below; or
- (d) give any judgment or make any order that in its opinion ought to have been given or made in the court below.

1985, c.4, s.24

**PART IV**

**CHILDREN IN CARE**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**Definitions**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**43** Repealed: 2023, c.36, s.13

1988, c.13, s.2; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

autre endroit si un médecin atteste que c'est, à son avis, nécessaire pour la santé de cette personne.

1992, ch. 52, art. 11

**Droit d'appel d'une ordonnance ou d'une décision**

**41** Il peut être interjeté appel de toute ordonnance ou décision rendue en application de la présente partie devant la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick dans les trente jours de l'ordonnance ou de la décision.

**Procédure d'appel et pouvoirs de la cour**

**42(1)** Un appel interjeté en vertu de l'article 41 doit être conforme aux règlements et aux Règles de procédure.

**42(2)** En appel, la cour peut

- a) confirmer l'ordonnance, avec ou sans modification;
- b) mettre fin à l'ordonnance;
- c) renvoyer l'ordonnance, avec directives, à la cour inférieure; ou
- d) rendre tout jugement ou toute ordonnance que la cour inférieure, à son avis, aurait dû rendre.

1985, ch. 4, art. 24

**PARTIE IV**

**ENFANTS PRIS EN CHARGE**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**Définitions**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**43** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1988, ch. 13, art. 2; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36, art. 13

**Custody and guardianship agreements**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**44** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1990, c.25, s.9; 2007, c.20, s.3; 2010, c.8, s.11; 2016,  
c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Responsibilities of Minister for child in care**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**45** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Foster parent agreements**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**46** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1994, c.8, s.6; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Agreements with other government, person or agency**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**47** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Custody agreement between parent and Minister**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**48** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1994, c.8, s.7; 2007, c.20, s.4; 2016, c.37, s.66; 2023,  
c.36, s.13

**Ententes de garde et de tutelle**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**44** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1990, ch. 25, art. 9; 2007, ch. 20, art. 3; 2010, ch. 8,  
art. 11; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Responsabilités du ministre à l'égard d'un enfant pris en charge**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**45** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Ententes avec un parent nourricier**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**46** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1994, ch. 8, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36,  
art. 13

**Ententes conclues avec un gouvernement, une personne ou un organisme**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**47** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Entente de garde entre un parent et le ministre**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**48** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1994, ch. 8, art. 7; 2007, ch. 20, art. 4; 2016, ch. 37,  
art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Termination of guardianship agreement**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**49** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1990, c.25, s.10; 2016, c.37, s.66; 2019, c.17, s.14; 2023, c.36, s.13

**Repealed**

**50** Repealed: 1994, c.8, s.8  
1994, c.8, s.8

**Application where security or development of child endangered**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**51** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1995, c.43, s.5; 1996, c.75, s.3; 1996, c.76, s.1; 1999, c.32, s.6; 2016, c.37, s.66; 2020, c.24, s.3; 2023, c.36, s.13

**Adjournment to permit mediation, family group conference**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**51.01** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2008, c.19, s.4; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Application by parent for review of protective care**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**51.1** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1995, c.43, s.6; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Conclusion d'une entente de tutelle**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**49** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1990, ch. 25, art. 10; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 17, art. 14; 2023, ch. 36, art. 13

**Abrogé**

**50** Abrogé : 1994, ch. 8, art. 8  
1994, ch. 8, art. 8

**Demande lorsque la sécurité ou le développement d'un enfant sont menacés**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**51** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1995, ch. 43, art. 5; 1996, ch. 75, art. 3; 1996, ch. 76, art. 1; 1999, ch. 32, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2020, ch. 24, art. 3; 2023, ch. 36, art. 13

**Ajournement afin de permettre une médiation, une conférence de groupe familiale**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**51.01** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2008, ch. 19, art. 4; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Demande de révision du placement d'un enfant sous un régime de protection présentée par un parent**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**51.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1995, ch. 43, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Procedure before hearing of application**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**52** Repealed: 2023, c.36, s.13

1981, c.10, s.3; 1983, c.16, s.3; 1995, c.43, s.7; 2016, c.37, s.66; 2019, c.17, s.15; 2023, c.36, s.13

**Powers and responsibilities of court**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**53** Repealed: 2023, c.36, s.13

1988, c.13, s.3; 2016, c.37, s.66; 2019, c.17, s.16; 2022, c.62, s.1; 2023, c.36, s.13

**Supervisory order**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**54** Repealed: 2023, c.36, s.13

1997, c.2, s.11; 2004, c.18, s.1; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Custody order**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**55** Repealed: 2023, c.36, s.13

1981, c.10, s.4; 1990, c.25, s.11; 1992, c.33, s.2; 2004, c.18, s.2; 2016, c.37, s.66; 2019, c.17, s.17; 2020, c.24, s.3; 2023, c.36, s.13

**Guardianship order**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**56** Repealed: 2023, c.36, s.13

1992, c.33, s.3; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Procédures préalables à l'audition de la demande**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**52** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1981, ch. 10, art. 3; 1983, ch. 16, art. 3; 1995, ch. 43, art. 7; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 17, art. 15; 2023, ch. 36, art. 13

**Pouvoirs et responsabilités de la cour**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**53** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1988, ch. 13, art. 3; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 17, art. 16; 2022, ch. 62, art. 1; 2023, ch. 36, art. 13

**Ordonnance de surveillance**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**54** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1997, ch. 2, art. 11; 2004, ch. 18, art. 1; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Ordonnance de garde**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**55** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1981, ch. 10, art. 4; 1990, ch. 25, art. 11; 1992, ch. 33, art. 2; 2004, ch. 18, art. 2; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 17, art. 17; 2020, ch. 24, art. 3; 2023, ch. 36, art. 13

**Ordonnance de tutelle**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**56** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1992, ch. 33, art. 3; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Order for transfer of guardianship**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2019, c.17, s.18; 2023, c.36, s.13

**56.1** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2019, c.17, s.18; 2023, c.36, s.13

**Order authorizing placement in place of safety**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**57** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1996, c.75, s.4; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Protective intervention order**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**58** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1990, c.25, s.12; 1997, c.2, s.12; 2004, c.18, s.3; 2016, c.37, s.66; 2020, c.24, s.3; 2023, c.36, s.13

**Appeal from order or decision**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**59** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1985, c.4, s.24; 2023, c.36, s.13

**Review, variance or termination of order**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**60** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1988, c.13, s.4; 1990, c.25, s.13; 1996, c.75, s.5; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Ordonnance de transfert de tutelle**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2019, ch. 17, art. 18; 2023, ch. 36, art. 13

**56.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2019, ch. 17, art. 18; 2023, ch. 36, art. 13

**Ordonnance autorisant le placement dans un milieu de sûreté**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**57** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1996, ch. 75, art. 4; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Ordonnance d'intervention protectrice**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**58** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1990, ch. 25, art. 12; 1997, ch. 2, art. 12; 2004, ch. 18, art. 3; 2016, ch. 37, art. 66; 2020, ch. 24, art. 3; 2023, ch. 36, art. 13

**Appel d'une ordonnance ou d'une décision**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**59** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1985, ch. 4, art. 24; 2023, ch. 36, art. 13

**Révision, modification ou fin d'une ordonnance**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**60** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1988, ch. 13, art. 4; 1990, ch. 25, art. 13; 1996, ch. 75, art. 5; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Application to court to vary or terminate order or guardianship agreement**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**61** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1990, c.25, s.14; 1996, c.75, s.6; 2016, c.37, s.66; 2019, c.17, s.19; 2022, c.62, s.2; 2023, c.36, s.13

**Order of extra-provincial court for transfer**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**62** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1996, c.75, s.7; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Repealed**

**63** Repealed: 1996, c.75, s.8  
1996, c.75, s.8

**PART V  
ADOPTION**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**Definition of “Minister”**

Repealed: 2019, c.2, s.54  
2019, c.2, s.54

**63.1** Repealed: 2019, c.2, s.54  
2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Adoption to be made only under this Part**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**64** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.21, s.6; 2023, c.36, s.13

**Demande à la cour pour modifier l’ordonnance ou l’entente de tutelle ou d’y mettre fin**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**61** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1990, ch. 25, art. 14; 1996, ch. 75, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 17, art. 19; 2022, ch. 62, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Ordonnance d’une cour d’une autre province pour le transfert d’un enfant**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**62** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1996, ch. 75, art. 7; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Abrogé**

**63** Abrogé : 1996, ch. 75, art. 8  
1996, ch. 75, art. 8

**PARTIE V  
L’ADOPTION**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**Définition de « ministre »**

Abrogé : 2019, ch. 2, art. 54  
2019, ch. 2, art. 54

**63.1** Abrogé : 2019, ch. 2, art. 54  
2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Adoption : exclusivité de la présente partie**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**64** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 21, art. 6; 2023, ch. 36, art. 13



**Adoption of child and adult**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**65** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**Any adult may adopt child**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**66** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.5; 2023, c.36, s.13

**Application for adoption**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**67** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1983, c.16, s.4; 1994, c.8, s.9; 2016, c.37, s.66; 2017,  
c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Disclosure of information about prospective adopting  
parents**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**68** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Only Minister or parent may place child for adoption**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**69** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1990, c.22, s.13; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Adoption d'un enfant et adoption d'un adulte**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**65** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**Tout adulte peut adopter un enfant**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**66** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 20, art. 5; 2023, ch. 36, art. 13

**Demande d'adoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**67** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1983, ch. 16, art. 4; 1994, ch. 8, art. 9; 2016, ch. 37,  
art. 66; 2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Divulgence des renseignements concernant  
l'adoptant possible**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**68** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Seul le ministre ou le parent peut placer un enfant  
pour adoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**69** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1990, ch. 22, art. 13; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36,  
art. 13

**Placement for adoption**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**70** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.6; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Placement agreement**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**70.1** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.7; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Best interests of child**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**71** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1983, c.16, s.5; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Agreement for financial or other assistance**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**72** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.8; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Notice of private placement of child required**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**73** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1983, c.16, s.6; 1990, c.22, s.13; 1999, c.32, s.7; 2007, c.20, s.9; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Placement pour adoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**70** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 20, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Entente de placement**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**70.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 20, art. 7; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Intérêt supérieur de l'enfant**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**71** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1983, ch. 16, art. 5; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Entente d'aide financière ou autre aide**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**72** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, c.20, art.8; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Exigence d'un avis concernant le placement d'un enfant de nature privée**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**73** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1983, ch. 16, art. 6; 1990, ch. 22, art. 13; 1999, ch. 32, art. 7; 2007, ch. 20, art. 9; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Assessment of adoption placement by Minister**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**74** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1983, c.16, s.7; 2007, c.20, s.10; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Notice to adoption authority outside the Province**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**74.1** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.11; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Adoption order**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**75** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1983, c.16, s.8; 1988, c.13, s.5; 2007, c.20, s.12; 2008, c.45, s.6; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Adoption consent**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**76** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.13; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Revocation of consent**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**77** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.14; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Évaluation du placement en vue de l'adoption par le ministre**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**74** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1983, ch. 16, art. 7; 2007, ch. 20, art. 10; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Avis à l'autorité hors-province compétente**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**74.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 20, art. 11; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Ordonnance d'adoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**75** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1983, ch. 16, art. 8; 1988, ch. 13, art. 5; 2007, ch. 20, art. 12; 2008, ch. 45, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Consentement à l'adoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**76** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 20, art. 13; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Révocation d'un consentement**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**77** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 20, art. 14; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Waiver of consent**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**78** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.15; 2023, c.36, s.13

**Procedure on adoption application**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**79** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1985, c.4, s.24; 1997, c.2, s.13; 2007, c.20, s.16; 2008,  
c.45, s.6; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Evidence and witnesses**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**80** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.17; 2008, c.45, s.6; 2016, c.37, s.66; 2023,  
c.36, s.13

**Time for disposition of application**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**81** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1991, c.27, s.16; 2023, c.36, s.13

**Disposition of application**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**82** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1994, c.8, s.10; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Dispense d'un consentement**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**78** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 20, art. 15; 2023, ch. 36, art. 13

**Procédure d'une demande d'adoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**79** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1985, ch. 4, art. 24; 1997, ch. 2, art. 13; 2007, ch. 20,  
art. 16; 2008, ch. 45, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2023,  
ch. 36, art. 13

**Preuve et témoins**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**80** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 20, art. 17; 2008, ch. 45, art. 6; 2016, ch. 37,  
art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Délai pour statuer sur une demande**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**81** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1991, ch. 27, art. 16; 2023, ch. 36, art. 13

**Disposition prise à l'égard d'une demande**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**82** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1994, ch. 8, art. 10; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36,  
art. 13

**Adoption order**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**83** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2007, c.20, s.18; 2008, c.45, s.6; 2016, c.37, s.66; 2023,  
c.36, s.13

**Change in birth register**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**84** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**Effects of adoption order**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**85** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1996, c.75, s.9; 2007, c.20, s.19; 2008, c.45, s.6; 2020,  
c.24, s.3; 2023, c.36, s.13

**Effect of subsequent adoption order**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**86** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**Domicile or residence requirements**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**87** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1985, c.41, s.5; 1993, c.42, s.2; 1997, c.2, s.14; 2023,  
c.36, s.13

**Ordonnance d'adoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**83** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2007, ch. 20, art. 18; 2008, ch. 45, art. 6; 2016, ch. 37,  
art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Modification des registres de naissance**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**84** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**Effets d'une ordonnance d'adoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**85** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1996, ch. 75, art. 9; 2007, ch. 20, art. 19; 2008, ch. 45,  
art. 6; 2020, ch. 24, art. 3; 2023, ch. 36, art. 13

**Effet d'une ordonnance d'adoption subséquente**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**86** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**Exigences quant au domicile ou à la résidence**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**87** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1985, ch. 41, art. 5; 1993, ch. 42, art. 2; 1997, ch. 2,  
art. 14; 2023, ch. 36, art. 13

**Recognition of order in other jurisdiction**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**88** Repealed: 2023, c.36, s.13

1993, c.42, s.3; 2007, c.20, s.20; 2023, c.36, s.13

**Appeal**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**89** Repealed: 2023, c.36, s.13

2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Setting aside of adoption order**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**90** Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**Openness agreement**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**90.01** Repealed: 2023, c.36, s.13

2007, c.20, s.21; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**90.1** Repealed: 2017, c.14, s.2

1988, c.13, s.6; 2017, c.14, s.2

**Repealed**

**91** Repealed: 2017, c.14, s.2

1983, c.16, s.9; 2007, c.20, s.22; 2016, c.37, s.66; 2017, c.14, s.2

**Repealed**

**92** Repealed: 2017, c.14, s.2

1982, c.13, s.2; 1994, c.8, s.11; 2016, c.37, s.66; 2017, c.14, s.2

**Reconnaissance d'une ordonnance émanant d'une autre juridiction**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**88** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1993, ch. 42, art. 3; 2007, ch. 20, art. 20; 2023, ch. 36, art. 13

**Appel**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**89** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Annulation d'une ordonnance d'adoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**90** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**Entente d'adoption ouverte**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**90.01** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2007, ch. 20, art. 21; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**90.1** Abrogé : 2017, ch. 14, art. 2

1988, ch. 13, art. 6; 2017, ch. 14, art. 2

**Abrogé**

**91** Abrogé : 2017, ch. 14, art. 2

1983, ch. 16, art. 9; 2007, ch. 20, art. 22; 2016, ch. 37, art. 66; 2017, ch. 14, art. 2

**Abrogé**

**92** Abrogé : 2017, ch. 14, art. 2

1982, ch. 13, art. 2; 1994, ch. 8, art. 11; 2016, ch. 37, art. 66; 2017, ch. 14, art. 2

**Repealed**

**93** Repealed: 1994, c.8, s.12  
1994, c.8, s.12

**Repealed**

**94** Repealed: 2017, c.14, s.2  
2007, c.20, s.23; 2017, c.14, s.2

**PART V.I**

**CONFIDENTIALITY, DISCLOSURE  
AND THE POST-ADOPTION REGISTER**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Definitions**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.01** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2019, c.2, s.54; 2023, c.36, s.13

**Confidential records and documents**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.02** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Post-adoption register**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.03** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Disclosure of non-identifying information**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.04** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Abrogé**

**93** Abrogé : 1994, ch. 8, art. 12  
1994, ch. 8, art. 12

**Abrogé**

**94** Abrogé : 2017, ch. 14, art. 2  
2007, ch. 20, art. 23; 2017, ch. 14, art. 2

**PARTIE V.I**

**CONFIDENTIALITÉ, DIVULGATION  
ET REGISTRE POSTADOPTION**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Définitions**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.01** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 36,  
art. 13

**Dossiers et documents confidentiels**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.02** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Registre postadoption**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.03** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Divulgence de renseignements non identificatoires**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.04** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Disclosure of identifying information**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.05** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Past adoptions – disclosure veto**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.06** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Past adoptions – disclosure of identifying information**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.07** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Future adoptions – disclosure of identifying information**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.08** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Contact by the Minister**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.09** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Documents with the Registrar General**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.1** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Divulgence de renseignements identificatoires**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.05** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Adoption antérieure – refus de divulgation**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.06** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Adoption antérieure – divulgation de renseignements identificatoires**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.07** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Adoption future – divulgation de renseignements identificatoires**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.08** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Communication du ministre**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.09** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Documents auprès du registraire général**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13



**Contact preference**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.2** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Death of an adopted person or a birth parent**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.3** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Sharing of information**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.4** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Persons with an interest**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.5** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Offences re disclosure, undertakings**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**94.6** Repealed: 2023, c.36, s.13  
2017, c.14, s.2; 2023, c.36, s.13

**Offences re payment, general**

Repealed: 2023, c.36, s.13  
2023, c.36, s.13

**95** Repealed: 2023, c.36, s.13  
1990, c.22, s.13; 2007, c.20, s.24; 2016, c.37, s.66; 2023,  
c.36, s.13

**Acceptation limitée de prise de contact**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.2** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Décès d'une personne adoptée ou d'un parent naturel**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.3** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Communication de renseignements**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.4** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Personnes ayant un intérêt**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.5** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Infractions relatives aux divulgations, aux engagements**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**94.6** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2017, ch. 14, art. 2; 2023, ch. 36, art. 13

**Infractions relatives aux paiements, généralités**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
2023, ch. 36, art. 13

**95** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13  
1990, ch. 22, art. 13; 2007, ch. 20, art. 24; 2016, ch. 37,  
art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**Advertisement prohibited**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**95.1** Repealed: 2023, c.36, s.13

2007, c.20, s.25; 2016, c.37, s.66; 2023, c.36, s.13

**Publicité interdite**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**95.1** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2007, ch. 20, art. 25; 2016, ch. 37, art. 66; 2023, ch. 36, art. 13

**PART VI****PARENTAGE OF CHILDREN****Parent and child relationship**

**96(1)** Subject to subsection (2), for all purposes of the law of the Province a person is the child of his or her natural parents and his or her status as their child is independent of whether the child is born within or outside marriage.

**96(2)** An adopted child in respect of whom Part 6 of the *Child and Youth Well-Being Act* applies is the child of the adopting parents as if they were the natural parents.

**96(3)** The parent and child relationship as determined under subsection (1) or (2) shall be followed in the determination of other kindred relationships flowing therefrom.

**96(4)** Any distinction between the status of children born in wedlock and born out of wedlock is abolished and the relationship of parent and child and kindred relationships flowing therefrom shall be determined in accordance with this section.

**96(5)** This section applies to every person, whether born before or after this Part comes into force, and whether born in the Province or not and whether or not his or her father or mother has ever been domiciled in the Province.

2023, c.36, s.13

**Construction of instrument, Act or regulation**

**97(1)** For the purposes of construing any instrument, Act or regulation, unless the contrary intention appears, a reference to a person or group or class of persons described in terms of relationship by blood or marriage to another person shall be construed to refer to or include a person who comes within the relationship of parent and child as determined under section 96.

**PARTIE VI****FILIATION DES ENFANTS****Lien de filiation**

**96(1)** Sous réserve du paragraphe (2), pour l'application du droit de la province, une personne est l'enfant de ses parents naturels et son statut à ce titre ne dépend pas du fait qu'il soit né pendant le mariage ou hors du mariage.

**96(2)** Un enfant adopté auquel s'applique la partie 6 de la *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes* est l'enfant des adoptants comme si ceux-ci étaient ses parents naturels.

**96(3)** Il est fait application du lien de filiation tel qu'il est défini au paragraphe (1) ou (2) pour déterminer les autres liens de parenté qui en découlent.

**96(4)** Toute distinction de statut fondée sur le fait que l'enfant est né pendant le mariage ou hors du mariage est abolie et le lien de filiation et les autres liens de parenté qui en découlent sont déterminés en conformité avec le présent article.

**96(5)** Le présent article s'applique à toute personne, qu'elle soit née avant ou après l'entrée en vigueur de la présente partie, qu'elle soit née dans la province ou non ou que son père ou sa mère y ait été domicilié ou non.

2023, ch. 36, art. 13

**Interprétation d'un instrument, d'une loi ou d'un règlement**

**97(1)** Pour interpréter un instrument, une loi ou un règlement, toute mention d'une personne, d'un groupe ou d'une catégorie de personnes décrits en fonction d'un lien par le sang ou par le mariage avec une autre personne doit, sauf indication contraire, s'interpréter comme une mention d'une personne qui entre dans le

lien de filiation tel qu'il est déterminé en vertu de l'article 96 ou comme incluant une telle personne.

**97(2)** Subsection (1) applies to

(a) any Act of the Legislature or any regulation, order or by-law made under an Act of the Legislature enacted or made before, on or after the coming into force of this Part; and

(b) any instrument made on or after the coming into force of this Part.

**97(3)** Subsection (1) does not affect any interest in property or any right, title or interest in or to property or any other right that has vested absolutely before the coming into force of this Part.

1997, c.2, s.15

#### **Jurisdiction of The Court of King's Bench of New Brunswick**

2023, c.17, s.87

**98(1)** The court having jurisdiction for the purposes of sections 100 and 101 is The Court of King's Bench of New Brunswick.

**98(2)** Nothing in subsection (1) shall be construed to limit the authority of any court to make a declaration of parentage incidental to any determination made by that court in the exercise of a jurisdiction extended to it by any other Act or law.

2023, c.17, s.87

#### **Civil nature of proceedings**

**99** A proceeding under sections 100 to 102 shall be civil in nature.

#### **Declaratory orders of parentage**

**100(1)** Subject to subsection (7), any person having an interest in the matter may apply to the court for a declaratory order that a man is recognized in law to be the father of a child or that a woman is the mother of a child.

**100(2)** Where the court finds on the balance of probabilities that the relationship of mother and child has been established, the court may make a declaratory order to that effect.

**97(2)** Le paragraphe (1) s'applique

a) aux lois de la Législature ou aux règlements, décrets ou arrêtés établis en vertu d'une loi de la Législature décrétée ou adoptée antérieurement, concomitamment ou postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente partie; et

b) aux instruments établis à partir de l'entrée en vigueur de la présente partie.

**97(3)** Le paragraphe (1) ne porte pas atteinte à un intérêt ou titre sur des biens ou à un autre droit qui a fait l'objet d'une dévolution absolue avant l'entrée en vigueur de la présente partie.

1997, ch. 2, art. 15

#### **Compétence de la Cour du Banc du Roi**

2023, ch. 17, art. 87

**98(1)** Compétence pour l'application des articles 100 et 101 est attribuée à la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick.

**98(2)** Le paragraphe (1) ne saurait s'interpréter comme limitant l'autorité d'une cour de faire une déclaration de filiation accessoire à une décision qu'elle rend dans l'exercice d'une compétence qui lui a été attribuée par une autre loi ou un autre droit.

2023, ch. 17, art. 87

#### **Nature civile des procédures**

**99** Une procédure intentée en vertu des articles 100 à 102 est de nature civile.

#### **Ordonnance déclaratoire quant à la filiation**

**100(1)** Sous réserve du paragraphe (7), toute personne qui a un intérêt en l'espèce peut demander à la cour de rendre une ordonnance déclaratoire portant qu'un homme soit reconnu en droit comme étant le père d'un enfant ou qu'une femme est la mère d'un enfant.

**100(2)** La cour peut, lorsqu'elle conclut, selon la prépondérance des probabilités, à l'établissement du lien de filiation maternelle, rendre une ordonnance déclaratoire à cet effet.

**100(3)** Where the court finds that a presumption of paternity exists under section 103 and unless it is established, on the balance of probabilities, that the presumed father is not the father of the child, the court may make a declaratory order confirming that the paternity is recognized in law.

**100(4)** Notwithstanding that there is no person recognized in law under section 103 to be the father of a child, where the court finds on the balance of probabilities that the relationship of father and child has been established the court may make a declaratory order to that effect.

**100(5)** An order shall not be made under subsection (4) unless both the man and the child were living at the time the application was made.

**100(6)** Subject to sections 101 and 102, an order made under this section shall be recognized for all purposes.

**100(7)** Where the mother of a child has consented to the adoption of her child,

(a) no person may apply to the court for a declaratory order that a man is recognized in law to be the father of the child, unless that application is made within thirty days after the date of the mother's consent;

(b) a person who applies to the court for a declaratory order that a man is recognized in law to be the father of a child shall give notice of the application to the Minister by registered mail;

(c) the Minister shall notify the mother of the child of the application and determine whether the mother wishes to revoke her consent to the adoption of her child;

(d) the Minister shall deliver the custody of the child to the man if he is recognized in law to be the father of the child and the mother does not revoke her consent to the adoption of her child.

1997, c.2, s.16; 2007, c.20, s.26; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

#### **Discharge or variance of order**

**101** Where a declaratory order has been made under section 100 and evidence becomes available that was not available at the previous hearing, the court may, upon

**100(3)** La cour peut, lorsqu'elle conclut à l'existence d'une présomption de paternité en vertu de l'article 103, sauf s'il est démontré, selon la prépondérance des probabilités, que le père présumé n'est pas le père de l'enfant, rendre une ordonnance déclaratoire confirmant la reconnaissance en droit de la paternité.

**100(4)** Même si nul n'est reconnu en droit comme étant le père de l'enfant en vertu de l'article 103, la cour peut, lorsqu'elle conclut, selon la prépondérance des probabilités, à l'établissement du lien de filiation paternelle, rendre une ordonnance déclaratoire à cet effet.

**100(5)** Une ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (4) que si l'homme et l'enfant étaient en vie au moment de la présentation de la demande.

**100(6)** Sous réserve des articles 101 et 102, une ordonnance rendue en vertu du présent article doit être reconnue à tous égards.

**100(7)** Lorsque la mère d'un enfant donne son consentement à l'adoption de son enfant :

a) nul ne peut faire une demande à la cour pour obtenir une ordonnance déclaratoire portant qu'un homme soit reconnu en droit comme étant le père de l'enfant plus de trente jours après la date du consentement de la mère;

b) une personne faisant une demande à la cour pour obtenir une ordonnance déclaratoire portant qu'un homme soit reconnu en droit comme étant le père de l'enfant doit en donner un avis par courrier recommandé au ministre;

c) le ministre doit aviser la mère de l'enfant de la demande et déterminer si elle désire ou non révoquer son consentement à l'adoption de l'enfant;

d) le ministre doit remettre la garde de l'enfant à l'homme s'il est reconnu en droit comme étant le père de l'enfant et si la mère ne révoque pas son consentement à l'adoption de l'enfant.

1997, ch. 2, art. 16; 2007, ch. 20, art. 26; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

#### **Révocation ou modification de l'ordonnance**

**101** Lorsqu'une ordonnance déclaratoire a été rendue en vertu de l'article 100 et que deviennent disponibles des éléments de preuve qui ne l'étaient pas au cours de la

application, discharge or vary the order and make such other orders or directions as are ancillary thereto.

### Appeal

**102** An appeal lies from an order or decision under section 100 or 101 to The Court of Appeal of New Brunswick.

### Presumptions of paternity

**103(1)** Unless the contrary is proven on a balance of probabilities a man is presumed to be and he shall be recognized in law to be the father of a child in any one of the following circumstances, namely

- (a) the man is married to the mother of the child at the time of the birth of the child;
- (b) the man was married to the mother of the child by a marriage that was terminated by the death of the man or by a decree of nullity of marriage within three hundred days before the birth of the child, or by divorce where the decree *nisi* was granted or the judgment granting the divorce was rendered within three hundred days before the birth of the child;
- (c) the man marries the mother of the child after the birth of the child and acknowledges that he is the natural father;
- (d) the man was cohabiting with the mother of the child at the time of the birth of the child or the child is born within three hundred days after they ceased to cohabit;
- (e) the man and the mother of the child have filed a statutory declaration affirming that he is the natural father of the child under section 105 or under a similar provision of an Act of another province;
- (f) the man has signed the birth registration form under section 9 of the *Vital Statistics Act*;
- (g) the man has been found or recognized in his lifetime by a court of competent jurisdiction in Canada to be the father of the child.

**103(2)** For the purpose of subsection (1), where a man and a woman go through a form of marriage with each

précédente audience, la cour peut, sur demande, révoquer ou modifier l'ordonnance et rendre toute autre ordonnance ou donner toute autre directive accessoires.

### Appel

**102** Il peut être interjeté appel auprès de la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick de toute ordonnance ou décision rendue en vertu de l'article 100 ou 101.

### Présomptions de paternité

**103(1)** À moins que la preuve contraire n'en soit rapportée selon la prépondérance des probabilités, un homme est présumé être le père d'un enfant et est en droit reconnu comme tel

- a) lorsqu'il est marié avec la mère de l'enfant au jour de la naissance de celui-ci;
- b) lorsqu'il était uni à la mère de l'enfant par les liens d'un mariage qui a pris fin par le décès de cet homme ou par un jugement en nullité dans les trois cents jours qui précèdent la naissance de l'enfant ou par divorce lorsque le jugement conditionnel ou le jugement qui accorde le divorce a été rendu dans les trois cents jours qui précèdent la naissance de l'enfant;
- c) lorsqu'il épouse la mère de l'enfant après la naissance de celui-ci et reconnaît en être le père naturel;
- d) lorsqu'il cohabitait avec la mère de l'enfant à la naissance de celui-ci ou que l'enfant est né dans les trois cents jours qui suivent la fin de la cohabitation;
- e) lorsque lui-même et la mère de l'enfant ont déposé, en vertu de l'article 105 ou d'une disposition similaire d'une loi d'une autre province, une déclaration solennelle affirmant qu'il est le père naturel de l'enfant;
- f) lorsqu'il a signé le bulletin d'enregistrement de naissance selon l'article 9 de la *Loi sur les statistiques de l'état civil*; ou
- g) lorsqu'une cour compétente du Canada l'a déclaré ou reconnu de son vivant comme étant le père de l'enfant.

**103(2)** Pour l'application du paragraphe (1), l'homme et la femme qui s'unissent de bonne foi par les liens d'un

other, in good faith, that is void and cohabit, they shall be deemed to be married during the time they cohabit and the marriage shall be deemed to be terminated when they cease to cohabit.

**103(3)** Subject to subsection (4), where circumstances exist that give rise under subsection (1) to conflicting presumptions as to the paternity of a child no presumption shall be made as to paternity and no person shall be recognized in law to be the father by virtue of this section.

**103(4)** Notwithstanding subsection (3), where there are conflicting presumptions as to paternity arising under paragraphs (1)(a) and (1)(e), the presumption under paragraph (1)(e) shall be made and prevails if at the time of the conception of the child the mother of the child was not cohabiting with the person presumed to be the father under paragraph (1)(a).

1986, c.34, s.1

#### **Written acknowledgement of parentage as evidence**

**104** A written acknowledgement of parentage that is admitted in evidence in any civil proceeding against the interest of the person making the acknowledgement is prima facie proof of the facts contained therein.

#### **Statutory declaration affirming natural father by a man and the mother**

**105(1)** A man and the mother of a child may file a statutory declaration, in the prescribed form, with the Registrar General of Vital Statistics affirming that the man is the natural father of the child.

**105(2)** Where the mother of the child is married at the time of the birth of the child the statutory declaration referred to in subsection (1) shall include an affirmation of the mother that at the time of conception of the child she was living separate and apart from her husband.

**105(3)** Any person having an interest in the matter may inspect a statutory declaration filed under subsection (1) and upon payment of a fee prescribed by regulation may obtain a certified copy thereof from the Registrar General of Vital Statistics.

mariage qui est nul, et qui cohabitent, sont réputés être mariés pendant la durée de leur cohabitation et le mariage est réputé prendre fin à la cessation de la cohabitation.

**103(3)** Sous réserve du paragraphe (4), lorsqu'il existe des circonstances qui donnent lieu en vertu du paragraphe (1) à des présomptions de paternité contradictoires, aucune présomption de paternité ne peut être tirée et nul n'est en droit reconnu comme étant le père de l'enfant en vertu du présent article.

**103(4)** Par dérogation au paragraphe (3), lorsque les alinéas (1)a) et (1)e) donnent lieu à des présomptions de paternité contradictoires, la présomption découlant de l'alinéa (1)e) est établie et l'emporte si, à l'époque de la conception de l'enfant, sa mère ne cohabitait pas avec la personne présumée être le père de l'enfant en vertu de l'alinéa (1)a).

1986, ch. 34, art. 1

#### **Reconnaissance écrite de filiation admise en preuve**

**104** Une reconnaissance écrite de filiation qui est admise en preuve dans une procédure civile contre l'intérêt de son auteur vaut preuve prima facie des faits qui y sont énoncés.

#### **Déclaration solennelle conjoint affirmant que l'homme est le père naturel**

**105(1)** Un homme et la mère d'un enfant peuvent déposer auprès du Registraire général des statistiques de l'état civil une déclaration solennelle établie en la forme prescrite, affirmant que l'homme est le père naturel de l'enfant.

**105(2)** Lorsque la mère de l'enfant est mariée à l'époque de la naissance de l'enfant, la déclaration solennelle visée au paragraphe (1) doit comporter l'affirmation de sa part qu'elle vivait séparée de son mari à l'époque de la conception de l'enfant.

**105(3)** Toute personne qui a un intérêt en l'espèce peut examiner une déclaration solennelle déposée en vertu du paragraphe (1); elle peut également, contre paiement du droit prescrit par règlement, en obtenir une copie certifiée conforme du Registraire général des statistiques de l'état civil.

**Statutory declaration affirming natural father by a man**

**106(1)** A man may file with the Registrar General of Vital Statistics a statutory declaration, in the prescribed form, affirming that he is the father of the child.

**106(2)** Any person having an interest in the matter may inspect a statutory declaration filed under subsection (1) and, upon payment of a fee prescribed by regulation, may obtain a certified copy thereof from the Registrar General of Vital Statistics.

**Statement respecting order or judgment to Registrar General of Vital Statistics**

**107** The registrar or clerk of every court in the Province shall furnish the Registrar General of Vital Statistics with a statement in the prescribed form respecting each order or judgment of the court that makes a finding of or confirms parentage.

**Certified copy as evidence**

**108** A certified copy of any document obtained under section 105 or 106 purporting on its face to be from the Registrar General of Vital Statistics shall be *prima facie* proof in any court of the facts certified to be recorded, without proof of the signature of the Registrar General of Vital Statistics or his appointment.

**Limitation on construction**

**109** Nothing in this Part shall be construed to require the Registrar General of Vital Statistics to amend a registration showing parentage other than in recognition of an order made under section 100 or 101.

**Leave to obtain blood and other tests as evidence**

**110(1)** Upon the application of a party in any civil proceeding in which a court is called upon to determine the parentage of a child, the court may give the party leave to obtain blood tests, and such other tests as the court considers appropriate, of such persons as are named in the order granting leave and to submit the results in evidence.

**Déclaration solennelle de paternité**

**106(1)** Un homme peut déposer auprès du Registraire général des statistiques de l'état civil une déclaration solennelle, établie en la forme prescrite, affirmant qu'il est le père de l'enfant.

**106(2)** Toute personne qui a un intérêt en l'espèce peut examiner une déclaration solennelle déposée en vertu du paragraphe (1); elle peut également, contre paiement du droit prescrit par règlement, en obtenir une copie certifiée conforme du Registraire général des statistiques de l'état civil.

**Déclaration concernant une ordonnance ou un jugement fournie au Registraire général des statistiques de l'état civil**

**107** Le registraire ou le greffier d'une cour de la province doit fournir au Registraire général des statistiques de l'état civil une déclaration, établie en la forme prescrite, concernant chaque ordonnance ou jugement de la cour constatant ou confirmant l'existence d'une filiation.

**Copie certifiée vaut preuve**

**108** Une copie certifiée conforme de tout document obtenue en vertu de l'article 105 ou 106 et paraissant, au vu des mentions qui y figurent, émaner du Registraire général des statistiques de l'état civil vaut, devant les cours, preuve *prima facie* des faits dont l'enregistrement est certifié sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature du Registraire général ni sa nomination.

**Restriction quant à l'interprétation**

**109** Aucune disposition de la présente partie ne saurait s'interpréter comme obligeant le Registraire général des statistiques de l'état civil à modifier un bulletin d'enregistrement indiquant une filiation si ce n'est en conformité d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 100 ou 101.

**Autorisation pour obtenir des expertises de sang et autres et les présenter en preuve**

**110(1)** La cour peut, sur demande d'une partie à une procédure civile dans laquelle elle est appelée à décider de la filiation d'un enfant, autoriser cette partie à obtenir des expertises de sang et autres expertises qu'elle estime appropriées des personnes nommées dans l'ordonnance d'autorisation et à en présenter les résultats en preuve.

**110(2)** Leave under subsection (1) may be given subject to such terms and conditions as the court considers proper.

**110(3)** No test shall be performed on a person without his consent, but where a person named in an order granting leave under subsection (1) is not capable of consenting to having a test taken because of age or any other reason, the consent may be given by the person having the care and control of him.

**110(4)** Where leave is given under subsection (1) and a person named therein refuses to submit to the test, or refuses to consent to the testing of a person under his care and control, the court may draw such inferences as it considers appropriate.

## PART VII

### SUPPORT OBLIGATIONS, CUSTODY AND ACCESS

Repealed: 2020, c.24, s.3

2020, c.24, s.3

#### Repealed

**111** Repealed: 2020, c.24, s.3

1982, c.13, s.3; 1991, c.60, s.1; 1997, c.2, s.17; 1997, c.59, s.1; 2005, c.S-15.5, s.56; 2008, c.45, s.6; 2020, c.24, s.3

#### Repealed

**112** Repealed: 2020, c.24, s.3

2000, c.59, s.1; 2020, c.24, s.3

#### Repealed

**113** Repealed: 2020, c.24, s.3

1997, c.59, s.2; 2000, c.44, s.1; 2020, c.24, s.3

#### Repealed

**114** Repealed: 2020, c.24, s.3

2020, c.24, s.3

**110(2)** L'autorisation visée au paragraphe (1) peut être assortie des conditions que la cour juge indiquées.

**110(3)** Nulle expertise ne peut être réalisée sur une personne sans son consentement; mais lorsque la personne nommée dans l'ordonnance d'autorisation accordée en vertu du paragraphe (1) est incapable de consentir à l'exécution de l'expertise en raison de son âge ou pour toute autre raison, le consentement peut être donné par celui qui a la charge et la direction de cette personne.

**110(4)** Lorsque l'autorisation donnée en vertu du paragraphe (1) est suivie du refus par la personne qui y est nommée de se soumettre à l'expertise ou de consentir à l'exécution de l'expertise sur une personne dont elle a la charge et la direction, la cour peut en tirer les conclusions qu'elle estime indiquées.

## PARTIE VII

### OBLIGATIONS DE SOUTIEN, GARDE ET DROIT DE VISITE

Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3

2020, ch. 24, art. 3

#### Abrogé

**111** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3

1982, ch. 13, art. 3; 1991, ch. 60, art. 1; 1997, ch. 2, art. 17; 1997, ch. 59, art. 1; 2005, ch. S-15.5, art. 56; 2008, ch. 45, art. 6; 2020, ch. 24, art. 3

#### Abrogé

**112** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3

2000, ch. 59, art. 1; 2020, ch. 24, art. 3

#### Abrogé

**113** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3

1997, ch. 59, art. 2; 2000, ch. 44, art. 1; 2020, ch. 24, art. 3

#### Abrogé

**114** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3

2020, ch. 24, art. 3



**Repealed**

**115** Repealed: 2020, c.24, s.3  
 1986, c.8, s.41; 1988, c.44, s.2; 1993, c.42, s.4; 1994, c.59, s.5; 1997, c.59, s.3; 1998, c.40, s.4; 2000, c.26, s.113; 2000, c.44, s.2; 2008, c.45, s.6; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**115.1** Repealed: 2020, c.24, s.3  
 1997, c.59, s.4; 2000, c.44, s.3; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**116** Repealed: 2020, c.24, s.3  
 1981, c.10, s.5; 1996, c.75, s.10; 1997, c.59, s.5; 2000, c.44, s.4; 2005, c.S-15.5, s.56; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**117** Repealed: 2020, c.24, s.3  
 1986, c.34, s.2; 1996, c.75, s.11; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**118** Repealed: 2020, c.24, s.3  
 1997, c.59, s.6; 2000, c.44, s.5; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**119** Repealed: 2020, c.24, s.3  
 2005, c.S-15.5, s.56; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**120** Repealed: 2020, c.24, s.3  
 1981, c.10, s.6; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**121** Repealed: 1981, c.10, s.7  
 1981, c.10, s.7

**Repealed**

**121.1** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
 1992, c.20, s.3; 2005, c.S-15.5, s.56

**Abrogé**

**115** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
 1986, ch. 8, art. 41; 1988, ch. 44, art. 2; 1993, ch. 42, art. 4; 1994, ch. 59, art. 5; 1997, ch. 59, art. 3; 1998, ch. 40, art. 4; 2000, ch. 26, art. 113; 2000, ch. 44, art. 2; 2008, ch. 45, art. 6; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**115.1** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
 1997, ch. 59, art. 4; 2000, ch. 44, art. 3; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**116** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
 1981, ch. 10, art. 5; 1996, ch. 75, art. 10; 1997, ch. 59, art. 5; 2000, ch. 44, art. 4; 2005, ch. S-15.5, art. 56; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**117** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
 1986, ch. 34, art. 2; 1996, ch. 75, art. 11; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**118** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
 1997, ch. 59, art. 6; 2000, ch. 44, art. 5; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**119** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
 2005, ch. S-15.5, art. 56; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**120** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
 1981, ch. 10, art. 6; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**121** Abrogé : 1981, ch. 10, art. 7  
 1981, ch. 10, art. 7

**Abrogé**

**121.1** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
 1992, ch. 20, art. 3; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Repealed**

**122** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.4; 1991, c.25, s.1; 2005, c.S-15.5, s.56;  
2020, c.24, s.3

**Repealed**

**122.1** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1991, c.25, s.2; 2005, c.S-15.5, s.56; 2016, c.37, s.66;  
2019, c.2, s.54; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**122.2** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1991, c.60, s.2; 1994, c.59, s.5; 2000, c.26, s.113; 2005,  
c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**122.3** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1991, c.60, s.2; 2005, c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**122.4** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1991, c.60, s.2; 2005, c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**122.5** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1991, c.60, s.2; 2005, c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**123** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1981, c.10, s.8; 1982, c.13, s.5; 1985, c.4, s.24; 1986,  
c.4, s.20; 1986, c.8, s.41; 1990, c.25, s.15; 1991, c.60,  
s.3; 1994, c.59, s.5; 1998, c.40, s.5; 2000, c.26, s.113;  
2005, c.S-15.5, s.56; 2007, c.20, s.27

**Repealed**

**123.1** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1991, c.60, s.4; 2005, c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**123.2** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1991, c.60, s.4; 2005, c.S-15.5, s.56

**Abrogé**

**122** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 4; 1991, ch. 25, art. 1; 2005, ch. S-15.5,  
art. 56; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**122.1** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1991, ch. 25, art. 2; 2005, ch. S-15.5, art. 56; 2016,  
ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**122.2** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1991, ch. 60, art. 2; 1994, ch. 59, art. 5; 2000, ch. 26,  
art. 113; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**122.3** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1991, ch. 60, art. 2; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**122.4** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1991, ch. 60, art. 2; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**122.5** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1991, ch. 60, art. 2; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**123** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1981, ch. 10, art. 8; 1982, ch. 13, art. 5; 1985, ch. 4,  
art. 24; 1986, ch. 4, art. 20; 1986, ch. 8, art. 41; 1990,  
ch. 25, art. 15; 1991, ch. 60, art. 3; 1994, ch. 59, art. 5;  
1998, ch. 40, art. 5; 2000, ch. 26, art. 113; 2005,  
ch. S-15.5, art. 56; 2007, ch. 20, art. 28

**Abrogé**

**123.1** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1991, ch. 60, art. 4; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**123.2** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1991, ch. 60, art. 4; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Repealed**

**123.3** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1991, c.60, s.4; 2005, c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**123.4** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1993, c.18, s.1; 2005, c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**124** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1981, c.10, s.9; 2005, c.S-15.5, s.56; 2013, c.32, s.13;  
2020, c.24, s.3

**Repealed**

**125** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1982, c.13, s.6; 1985, c.4, s.24; 1990, c.22, s.13; 1991,  
c.60, s.5; 1997, c.2, s.18; 2005, c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**126** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1990, c.22, s.13; 1991, c.60, s.7; 1997, c.2, s.19; 2005,  
c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**126.1** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
1986, c.34, s.3; 1996, c.75, s.12; 2005, c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**127** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1997, c.2, s.20; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**128** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1997, c.2, s.21; 2008, c.45, s.6; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**129** Repealed: 2020, c.24, s.3  
2010, c.21, s.4; 2017, c.22, s.1; 2020, c.24, s.3

**Abrogé**

**123.3** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1991, ch. 60, art. 4; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**123.4** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1993, ch. 18, art. 1; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**124** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1981, ch. 10, art. 9; 2005, ch. S-15.5, art. 56; 2013,  
ch. 32, art. 13; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**125** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1982, ch. 13, art. 6; 1985, ch. 4, art. 24; 1990, ch. 22,  
art. 13; 1991, ch. 60, art. 5; 1997, ch. 2, art. 18; 2005,  
ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**126** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1990, ch. 22, art. 13; 1991, ch. 60, art. 7; 1997, ch. 2,  
art. 19; 2005, ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**126.1** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
1986, ch. 34, art. 3; 1996, ch. 75, art. 12; 2005,  
ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**127** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1997, ch. 2, art. 20; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**128** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1997, ch. 2, art. 21; 2008, ch. 45, art. 6; 2020, ch. 24,  
art. 3

**Abrogé**

**129** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
2010, ch. 21, art. 4; 2017, ch. 22, art. 1; 2020, ch. 24,  
art. 3

**Repealed**

**130** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.7; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**130.1** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.7; 1999, c.32, s.8; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**130.2** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.7; 1997, c.2, s.22; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**130.3** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.7; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**130.4** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.7; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**130.5** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.7; 2006, c.16, s.66; 2012, c.39, s.66; 2016,  
c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**130.6** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.7; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**130.7** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.7; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**130.8** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.7; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**131** Repealed: 2020, c.24, s.3  
2008, c.19, s.5; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2020,  
c.24, s.3

**Abrogé**

**130** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 7; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**130.1** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 7; 1999, ch. 32, art. 8; 2020, ch. 24,  
art. 3

**Abrogé**

**130.2** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 7; 1997, ch. 2, art. 22; 2020, ch. 24,  
art. 3

**Abrogé**

**130.3** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 7; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**130.4** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 7; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**130.5** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 7; 2006, ch. 16, art. 66; 2012, ch. 39,  
art. 66; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2020,  
ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**130.6** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 7; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**130.7** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 7; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**130.8** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 7; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**131** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
2008, ch. 19, art. 5; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2,  
art. 54; 2020, ch. 24, art. 3

**Repealed**

**131.1** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1997, c.2, s.23; 2016, c.37, s.66; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**132** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.8; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**132.1** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.9; 2000, c.18, s.3; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**132.2** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1982, c.13, s.9; 1993, c.42, s.5; 1996, c.75, s.13; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**133** Repealed: 2020, c.24, s.3  
2020, c.24, s.3

**Repealed**

**134** Repealed: 2020, c.24, s.3  
1990, c.25, s.16; 1991, c.60, s.8; 1994, c.59, s.5; 2000, c.26, s.113; 2005, c.S-15.5, s.56; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2020, c.24, s.3

**Repealed**

**135** Repealed: 2020, c.24, s.3  
2020, c.24, s.3

**Repealed**

**136** Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  
2005, c.S-15.5, s.56

**Repealed**

**137** Repealed: 2020, c.24, s.3  
2020, c.24, s.3

**Abrogé**

**131.1** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1997, ch. 2, art. 23; 2016, ch. 37, art. 66; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**132** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 8; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**132.1** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 9; 2000, ch. 18, art. 3; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**132.2** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1982, ch. 13, art. 9; 1993, ch. 42, art. 5; 1996, ch. 75, art. 13; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**133** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**134** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
1990, ch. 25, art. 16; 1991, ch. 60, art. 8; 1994, ch. 59, art. 5; 2000, ch. 26, art. 113; 2005, ch. S-15.5, art. 56; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**135** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
2020, ch. 24, art. 3

**Abrogé**

**136** Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56  
2005, ch. S-15.5, art. 56

**Abrogé**

**137** Abrogé : 2020, ch. 24, art. 3  
2020, ch. 24, art. 3

**PART VIII  
MISCELLANEOUS**

**Offences and penalties**

**138(1)** A person who violates or fails to comply with a provision of this Act that is listed in Column I of Schedule A commits an offence.

**138(2)** For the purposes of Part II of the *Provincial Offences Procedure Act*, each offence listed in Column I of Schedule A is punishable as an offence of the category listed beside it in Column II of Schedule A.

1990, c.61, s.45

**Presumption respecting age of child**

Repealed: 2023, c.36, s.13

2023, c.36, s.13

**139** Repealed: 2023, c.36, s.13

1987, c.4, s.6; 1997, c.2, s.24; 2023, c.36, s.13

**Certificate of Minister as evidence**

**140** In the prosecution of any person for an offence under this Act, or in any other proceeding under this Act, a certificate signed by the Minister or bearing a signature purporting to be that of the Minister, stating

- (a) that a person at any specified time did or did not have a licence or approval required under this Act or the regulations with respect to any matter for which a licence or approval is required,
- (b) that the Minister at any specified time had or had not given or been given notice with respect to any matter under this Act or the regulations,
- (c) that a person at a specified time refused to permit the Minister to conduct an investigation under this Act, or obstructed or interfered with an investigation conducted by the Minister under this Act, or
- (d) that at a specified time a directive or order was issued under this Act to a person and that as of a specified time the person to whom the directive or order was issued failed to comply with the directive or order,

**PARTIE VIII  
DISPOSITIONS DIVERSES**

**Infractions et peines**

**138(1)** Quiconque contrevient ou fait défaut de se conformer à une disposition de la présente loi qui figure dans la colonne I de l'annexe A commet une infraction.

**138(2)** Aux fins de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* chaque infraction qui figure dans la colonne I de l'annexe A est punissable à titre d'infraction de la classe qui figure vis-à-vis dans la colonne II de l'annexe A.

1990, ch. 61, art. 45

**Présomption quant à l'âge d'un enfant**

Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

2023, ch. 36, art. 13

**139** Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

1987, ch. 4, art. 6; 1997, ch. 2, art. 24; 2023, ch. 36, art. 13

**Certificat du ministre à titre de preuve**

**140** Dans toute poursuite d'une personne pour infraction à la présente loi ou dans toute procédure en application de la présente loi, un certificat signé par le ministre ou portant une signature censée être celle du ministre et constatant

- a) qu'une personne, à un moment déterminé, avait ou n'avait pas le permis ou l'agrément requis en vertu de la présente loi ou des règlements relativement à toute affaire requérant un permis ou un agrément,
- b) que le ministre, à un moment déterminé, a ou n'a pas donné ou reçu un avis au sujet d'une affaire en vertu de la présente loi ou des règlements,
- c) qu'une personne, à un moment déterminé, a refusé de laisser le ministre mener une enquête en vertu de la présente loi, ou a entravé ou contrecarré le déroulement de cette enquête, ou
- d) qu'à un moment déterminé, une directive ou ordonnance a été délivrée à une personne en vertu de la présente loi et qu'à un moment déterminé cette personne a omis de se conformer à la directive ou ordonnance,

may be adduced in evidence without proof of the signature or appointment of the Minister and, when so adduced, is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts stated therein, and where the person named in the certificate has the same name as the accused, that the person named in the certificate is the accused.

1981, c.10, s.10; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Report, certificate or other document signed by Minister as evidence**

**141** Any report, certificate or other document signed by the Minister or his delegate or purporting to be signed by the Minister or his delegate may be adduced in evidence in any court and shall be received as *prima facie* proof of the facts stated therein without proof of the appointment, signature or authority of the Minister or his delegate.

2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Computation of time under the Act**

**141.1(1)** Where the time limited for the doing of anything under the provisions of this Act expires or falls upon a holiday, the time so limited shall extend to, and the act or thing may be done on, the day first following that is not a holiday.

**141.1(2)** Where a period of time dating from a specified day, act, or event is prescribed or allowed for any purpose under this Act, the time shall be reckoned exclusively of such day or of the day of such act or event.

**141.1(3)** Where a period of time of less than seven days is prescribed under this Act, holidays shall not be counted.

1990, c.25, s.17; 1992, c.57, s.2

**Service of documents**

**142** Any notice, order or other document required to be served under this Act may be served personally or sent by registered mail to the person at the address at which he resides, or may be served in any other manner prescribed by regulation or by the Rules of Court, and when sent by registered mail shall be deemed to have been received by the person not later than the fifth day after the day of mailing.

1981, c.10, s.11; 1985, c.4, s.24; 1997, c.2, s.25

peut être produit comme preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ni la nomination du ministre, et constitue alors, en l'absence de preuve contraire, une preuve des énonciations qui y figurent et du fait que la personne qui y est nommée est bien le prévenu si les noms correspondent.

1981, ch. 10, art. 10; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Rapport, certificat ou autre document signé par le ministre à titre de preuve**

**141** Tous rapports, certificats ou autres documents signés par le ministre ou son représentant ou censés l'être, peuvent être produits comme preuve devant toute cour et sont reçus comme preuve *prima facie* des énonciations qui y figurent sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature, la nomination, ni l'autorité du ministre ou de son représentant.

2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Calcul du délai en application de la Loi**

**141.1(1)** Lorsque le délai établi pour faire une chose quelconque en vertu des dispositions de la présente loi expire ou tombe un jour férié, le délai est prolongé pour inclure le jour qui suit le jour férié et qui n'est pas lui un jour férié.

**141.1(2)** Lorsqu'une période de temps commençant soit un jour spécifique, soit lors d'un geste ou d'un événement est prescrite ou allouée pour toutes fins en vertu de la présente loi, la période doit être calculée à l'exclusion d'un tel jour ou du jour où le geste a été posé ou le jour où l'événement est survenu.

**141.1(3)** Lorsqu'un délai plus court que sept jours est prescrit en vertu de la présente loi, les congés ne peuvent être comptés.

1990, ch. 25, art. 17; 1992, ch. 57, art. 2

**Signification des documents**

**142** Tout avis, toute ordonnance ou tout autre document dont la signification est requise par la présente loi peut être signifié personnellement, ou envoyé à la personne par courrier recommandé à l'adresse de sa résidence ou signifié de toute autre manière prescrite par règlement ou par les Règles de procédure, et, dans ce second cas, il est réputé avoir été reçu par la personne au

plus tard le cinquième jour qui suit la date de la mise à la poste.

1981, ch. 10, art. 11; 1985, ch. 4, art. 24; 1997, ch. 2, art. 25

## Levy

### 142.01(1) In this section

“cost of the social services” includes the cost of future social services. (*coût des services sociaux*)

**142.01(2)** The Minister may, in accordance with the *Insurance Act*, impose a levy for the purpose of recovering the cost of the social services provided to persons under Parts I, II and III of this Act as a result of personal injuries arising out of the use or operation of a motor vehicle registered in the Province.

1992, c.80, s.1; 1997, c.2, s.26; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

## Reimbursement for costs of social services

### 142.1(1) In this section

“cost of the social services” includes the cost of future social services; (*coût des services sociaux*)

“social services” means the social services provided under Parts I, II and III. (*services sociaux*)

**142.1(2)** Where, as a result of the negligence or wrongful act of another, a person suffers personal injuries for which he receives social services, he

(a) shall have the same right to claim and to recover the cost of the social services against the person who was negligent or who did the wrongful act as he would have had if he, himself, had been required to pay for the social services, and

(b) if he makes any claim for the personal injuries suffered against the person who was negligent or who did the wrongful act, shall claim and seek to recover the cost of the social services.

**142.1(3)** Where under subsection (2), a person either acting for himself or on behalf of another person, recovers a sum in respect of the social services received, he

## Contribution

### 142.01(1) Dans le présent article

« coût des services sociaux » s’entend également du coût des services sociaux à venir. (*cost of the social services*)

**142.01(2)** Le ministre peut, conformément à la *Loi sur les assurances*, imposer une contribution afin de recouvrer le coût des services sociaux dispensés à des personnes en vertu des Parties I, II et III de la présente loi à la suite de dommages corporels résultant de l’utilisation ou de la conduite d’un véhicule à moteur immatriculé dans la province.

1992, ch. 80, art. 1; 1997, ch. 2, art. 26; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

## Remboursement des frais de services sociaux

### 142.1(1) Dans le présent article

« coût des services sociaux » s’entend également du coût des services sociaux à venir; (*cost of the social services*)

« services sociaux » désigne les services sociaux dispensés en vertu des Parties I, II et III. (*social services*)

**142.1(2)** Si, à la suite d’une négligence ou d’un acte illicite d’un tiers, une personne subit un dommage corporel pour lequel elle reçoit des services sociaux,

a) elle a le même droit de réclamer et de recouvrer le coût de ces services de l’auteur de la négligence ou de l’acte illicite que celui qu’elle aurait eu si elle avait été tenue d’acquitter elle-même ces services, et

b) elle est tenue, si elle fait une réclamation contre l’auteur de la négligence ou de l’acte illicite en raison du dommage corporel subi, de réclamer et de tenter de recouvrer le coût des services sociaux.

**142.1(3)** Lorsqu’une personne, agissant en son nom propre ou au nom d’autrui, recouvre en vertu du paragraphe (2) une somme pour des services sociaux reçus, elle



shall as soon as practicable pay such sum recovered to the Minister.

**142.1(4)** Where, as a result of the negligence or wrongful act of another, a person suffers personal injuries for which he receives social services and he does not claim against the person who was negligent or who did the wrongful act, the Crown in right of the Province may maintain an action in the name of the Crown or in the name of the injured person for recovery of the cost of the social services.

**142.1(5)** Where, as a result of the negligence or wrongful act of another, a person suffers personal injuries for which he receives social services and a claim is made against the person who was negligent or who did the wrongful act but the person making the claim, either acting on his own behalf or on behalf of another person, does not

- (a) claim for the cost of the social services,
- (b) if a release is given or the claim is settled, obtain a written approval of the release or settlement in accordance with subsection (10) or (11), or
- (c) pay any sum recovered in respect of the social services to the Minister in accordance with subsection (3),

the Crown in right of the Province may maintain an action in the name of the Crown against the person making the claim, whether acting on his own behalf or on behalf of another person, for recovery of the cost of the social services.

**142.1(6)** It shall not be a defence to an action brought by the Crown under subsection (5) that a release has been given, a claim has been settled or a judgment obtained unless

- (a) the claim included a claim for the cost of the social services, and
- (b) if a release is given or the claim is settled, the Minister has under subsection (10) or (11) approved the release or settlement.

**142.1(7)** Where the Minister approves in writing a release or settlement under subsection (11), the Crown in right of the Province may continue the action or main-

doit, aussitôt que possible, verser cette somme au ministre.

**142.1(4)** Lorsqu'à la suite de la négligence ou de l'acte illicite d'un tiers, une personne subit un dommage corporel pour lequel elle reçoit des services sociaux et si cette personne ne réclame pas le coût des services sociaux contre l'auteur de la négligence ou de l'acte illicite, la Couronne du chef de la province peut intenter une action en son nom propre ou au nom de la personne blessée en vue de recouvrer le coût de ces services.

**142.1(5)** Lorsqu'à la suite de la négligence ou de l'acte illicite d'un tiers, une personne subit un dommage corporel pour lequel elle reçoit des services sociaux et une réclamation est faite contre l'auteur de la négligence ou de l'acte illicite sans que la personne qui fait la réclamation, qu'elle agisse en son nom propre ou au nom d'autrui,

- a) ne réclame le coût des services sociaux,
- b) n'obtienne une approbation écrite de la libération ou du règlement conformément au paragraphe (10) ou (11), si une libération est donnée ou la réclamation est réglée, ou
- c) ne verse au ministre toute somme recouvrée relativement aux services sociaux conformément au paragraphe (3),

la Couronne du chef de la province peut intenter une action en son nom propre contre la personne qui fait la réclamation, que celle-ci agisse en son nom propre ou au nom d'autrui, pour le recouvrement du coût des services sociaux.

**142.1(6)** Dans une action intentée par la Couronne en application du paragraphe (5), le fait qu'une libération ait été donnée, qu'une réclamation ait été réglée ou qu'un jugement ait été obtenu ne constitue pas une défense à moins

- a) que la réclamation n'ait inclut une réclamation pour le coût des services sociaux, et
- b) que, si une libération est donnée ou la réclamation est réglée, le ministre n'ait approuvé la libération ou le règlement en vertu du paragraphe (10) ou (11).

**142.1(7)** Lorsque le ministre approuve par écrit une libération ou un règlement en vertu du paragraphe (11), la Couronne du chef de la province peut continuer l'action

tain an action in the name of the Crown for recovery of the cost of the social services.

**142.1(8)** Subject to subsection (11), where, as a result of a claim under this section

- (a) the claim is settled or a judgment is obtained, and
- (b) insufficient funds are available to provide complete recovery to the injured person for his losses and injuries and to pay the cost of social services,

the injured person and the Crown in right of the Province shall share pro rata in proportion to their respective losses in any recovery in accordance with the terms and conditions prescribed by regulation.

**142.1(9)** No person, acting for himself or on behalf of another person, shall, without the approval in writing under subsection (10) or (11) of the Minister make a settlement of a claim based upon a cause of action for damages for personal injuries in a case where the injured person has received social services unless at the same time he makes a settlement to recover the same pro rata proportion in respect of the cost of the social services as the injured person is to recover in respect of his losses and injuries.

**142.1(10)** No release or settlement of a claim or judgment based upon a cause of action for damages for personal injuries in a case where the injured person has received social services is binding upon the Crown unless the Minister has approved the release or settlement in writing.

**142.1(11)** Notwithstanding subsection (10), where a person who makes a claim under subsection (2) has obtained an offer for a settlement whereby the same pro rata proportion of the cost of social services would be recovered as the injured person would recover in respect of his losses and injuries but, in the opinion of the Minister, the offer would not provide sufficient recovery in respect of the social services, the Minister may approve in writing a release or settlement whereby the person making a claim under subsection (2) makes a settlement of a claim in respect of his injuries or losses without making a settlement in respect of the cost of the social services but the written approval is not binding on the Crown in relation to a claim made under subsection (7) in respect of the cost of the social services.

ou tenter une action en son nom propre pour le recouvrement du coût des services sociaux.

**142.1(8)** Sous réserve du paragraphe (11), lorsqu'à la suite d'une réclamation en application du présent article, il s'avère

- a) que la réclamation est réglée ou qu'un jugement est obtenu, et
- b) qu'il n'y a pas suffisamment de fonds pour indemniser intégralement une personne des dommages qu'elle a subis et pour acquitter le coût des services sociaux,

la personne blessée et la Couronne du chef de la province doivent se partager les sommes recouvrées au prorata de leurs pertes respectives, conformément aux modalités et aux conditions prescrites par règlement.

**142.1(9)** Nul ne peut, agissant en son nom propre ou au nom d'autrui, sans l'approbation écrite du ministre prévue au paragraphe (10) ou (11), régler une réclamation fondée sur une base d'action en réparation de dommages corporels si la personne blessée a reçu des services sociaux, à moins qu'elle ne règle en même temps le recouvrement du même prorata relativement au coût des services sociaux que celui que la personne blessée va recouvrer pour ses dommages.

**142.1(10)** Dans une affaire où la personne blessée a reçu des services sociaux, une libération ou un règlement d'une réclamation ou un jugement fondé sur une base d'action en réparation de dommages corporels ne lie la Couronne que si le ministre a approuvé par écrit la libération ou le règlement.

**142.1(11)** Nonobstant le paragraphe (10), lorsqu'une personne qui fait une réclamation en vertu du paragraphe (2) a obtenu une offre de règlement par lequel le même prorata que celui que la personne blessée recouvrerait relativement à ses dommages serait recouvré pour le coût des services sociaux mais, que de l'avis du ministre, l'offre ne fournirait pas un recouvrement suffisant relativement aux services sociaux, le ministre peut approuver par écrit une libération ou un règlement par lequel la personne qui fait une réclamation en vertu du paragraphe (2) règle une réclamation en raison de ses dommages sans régler le recouvrement du coût des services sociaux mais, l'approbation écrite ne lie pas la Couronne relativement à une réclamation faite en vertu

**142.1(12)** Where a person whose negligent or wrongful act resulted in personal injuries to another is insured by a liability insurer carrying on business in the Province and a claim made in respect of those personal injuries does not include a claim for the cost of the social services received by the injured person, the liability insurer shall pay to the Minister the cost of the social services and payment of that amount to the Minister discharges the liability to the insurer to pay the cost of the social services in any subsequent claim to the insured person or any person claiming under or on behalf of the insured person.

**142.1(13)** Every liability insurer carrying on business in the Province shall provide the Minister, when requested to do so, information relating to

- (a) a claim made against an insured person by a person who received social services, or
- (b) the terms and conditions of any settlement entered into by an insured person and a person who received social services.

**142.1(14)** Notwithstanding section 141, in an action under this section a certificate signed or purporting to be signed by or on behalf of the Minister shall be accepted by all courts

- (a) as conclusive proof
  - (i) that the person named in the certificate has received social services,
  - (ii) that the amount recorded in the certificate is the cost of the social services received by the person named in the certificate, and
  - (iii) of the office, authority and signature of the person signing or purporting to sign the certificate, without proof of his appointment, authority or signature, and
- (b) as *prima facie* proof that the social services were received in respect of the personal injuries suffered.

du paragraphe (7) relativement au coût des services sociaux.

**142.1(12)** Lorsqu'une personne, dont la négligence ou l'acte illicite a causé des dommages corporels à un tiers est assurée par un assureur de responsabilité qui exerce son activité dans la province et qu'une réclamation faite relativement aux dommages corporels n'inclut pas de réclamation pour le coût des services sociaux reçus par la personne blessée, l'assureur doit verser au ministre le coût des services sociaux et le versement de cette somme au ministre relève l'assureur de son obligation de verser le coût des services sociaux, lors de toute réclamation subséquente, à l'assuré ou à toute personne qui fait une réclamation sous le nom ou au nom de l'assuré.

**142.1(13)** Chaque assureur de responsabilité qui exerce son activité dans la province doit fournir au ministre, lorsqu'il est requis de le faire, des renseignements se rapportant

- a) à une réclamation faite par une personne qui a reçu des services sociaux contre un assuré, ou
- b) aux modalités et conditions de tout règlement conclu par un assuré et une personne qui a reçu des services sociaux.

**142.1(14)** Nonobstant l'article 141, dans une action intentée en application du présent article, un certificat signé ou présenté comme étant signé par le ministre doit être admis par toutes les cours

- a) comme preuve concluante
  - (i) que la personne mentionnée au certificat a reçu des services sociaux,
  - (ii) que la somme indiquée au certificat représente le coût des services sociaux reçus par la personne mentionnée au certificat, et
  - (iii) de la qualité officielle, de l'autorité et de la signature du signataire ou de la personne présentée comme étant la signataire du certificat, sans qu'il soit nécessaire de prouver sa nomination, son autorité ou l'authenticité de sa signature, et
- b) comme preuve *prima facie* que les services sociaux ont été reçus relativement aux dommages corporels subis.

**142.1(15)** This section applies except where the personal injuries occurred as a result of the use or operation of a motor vehicle registered in the Province.

1988, c.13, s.7; 1992, c.80, s.2; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54; 2023, c.17, s.87

**Authorization for payment of lawyer's fees in relation to a claim under section 142.1**

**142.2** Notwithstanding any other provision of this Act, the Minister may, in accordance with the regulations, authorize the payment of a fee to a barrister and solicitor who makes a claim on behalf of an injured person and recovers a sum in respect of the cost of social services in accordance with section 142.1.

1988, c.13, s.7; 2016, c.37, s.66; 2019, c.2, s.54

**Regulations**

**143** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the records, forms, returns and reports to be made and kept in connection with carrying out the Minister's responsibilities;
- (b) respecting the terms and conditions of any agreement or contract made under this Act;
- (c) prescribing groups of persons, according to age or need, eligible to receive social services under this Act;
- (c.1) respecting checks with the Department, criminal record checks and vulnerable sector checks, including when a check is required and the conditions that must be met before a check is conducted;
- (d) Repealed: 2023, c.36, s.13
- (d.01) prescribing classes of persons for the purposes of subsection 3.1(1);
- (d.02) prescribing offences for the purposes of paragraph 3.1(1)(e);
- (d.1) Repealed: 2023, c.36, s.13

**142.1(15)** Le présent article ne s'applique pas lorsque des dommages corporels surviennent à la suite de l'utilisation ou de la conduite d'un véhicule à moteur immatriculé dans la province.

1988, ch. 13, art. 7; 1992, ch. 80, art. 2; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54; 2023, ch. 17, art. 87

**Autorisation pour paiement d'honoraires d'un avocat pour réclamation en vertu de l'article 142.1**

**142.2** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, le ministre peut, conformément aux règlements, autoriser le paiement d'honoraires à un avocat qui fait une réclamation au nom d'une personne blessée et recouvre une somme relativement au coût des services sociaux conformément à l'article 142.1.

1988, ch. 13, art. 7; 2016, ch. 37, art. 66; 2019, ch. 2, art. 54

**Règlements**

**143** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

- a) concernant les dossiers, les formules, les états et les rapports à établir et à conserver dans le cadre de l'exercice des fonctions du ministre;
- b) concernant les conditions de toute entente ou tout contrat conclus en vertu de la présente loi;
- c) déterminant les groupes, établis selon l'âge ou le besoin, de personnes admissibles à la fourniture de services sociaux en application de la présente loi;
- c.1) prévoyant des dispositions concernant la vérification auprès du ministère, la vérification du casier judiciaire et la vérification des antécédents en vue d'un travail auprès des personnes vulnérables, y compris lorsqu'elles sont requises et les conditions à remplir avant qu'elles soient effectuées;
- d) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13
- d.01) prévoyant une catégorie de personnes aux fins d'application du paragraphe 3.1(1);
- d.02) prévoyant les infractions aux fins d'application de l'alinéa 3.1(1)e);
- d.1) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13

- |  |   |
|--|---|
| <p>(d.2) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(d.3) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(d.4) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(d.5) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(e) prescribing groups for the purpose of section 34;</p> <p>(f) respecting conditions of eligibility to receive social services under this Act;</p> <p>(g) prescribing procedures under which eligibility for social services under this Act may be determined;</p> <p>(h) prescribing rates and restrictions with respect to any expenditure of money or other resources by the Minister under the Minister's authority to provide support or any other social service under this Act;</p> <p>(i) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(j) respecting the delegation of authority by the Minister under paragraph 3(1)(b) and the rights and responsibilities of any person exercising such authority;</p> <p>(k) defining any service referred to within the definition of "community social services" and prescribing services to be community social services;</p> <p>(l) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(m) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(n) respecting procedures and safeguards in relation to confidential information;</p> <p>(o) Repealed: 1994, c.8, s.13</p> <p>(p) respecting the provision of social services;</p> <p>(p.1) prescribing the terms and conditions under which the Crown and a person who has suffered personal injuries as a result of the negligence or wrongful act of another shall share the proceeds of any recovery under subsection 142.1(8);</p> | <p>d.2) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>d.3) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>d.4) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>d.5) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>e) déterminant des groupes aux fins de l'article 34;</p> <p>f) concernant les conditions d'admissibilité à la fourniture de services sociaux en application de la présente loi;</p> <p>g) déterminant les modalités d'admissibilité à la fourniture de services sociaux que peut prévoir la présente loi;</p> <p>h) déterminant les taux et les restrictions concernant les dépenses de fonds ou d'autres ressources effectuées par le ministre et sous son autorité pour fournir un soutien ou tout autre service social en vertu de la présente loi;</p> <p>i) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>j) concernant la délégation d'autorité par le ministre en vertu de l'alinéa 3(1)b ainsi que les droits et les responsabilités de toute personne exerçant cette autorité;</p> <p>k) définissant tout service visé à la définition « services sociaux communautaires » et fixant ceux qui seront des services sociaux communautaires;</p> <p>l) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>m) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>n) concernant les formalités et les garanties s'appliquant aux renseignements confidentiels;</p> <p>o) Abrogé : 1994, ch. 8, art. 13</p> <p>p) concernant la fourniture de services sociaux;</p> <p>p.1) prescrivant les modalités et les conditions à établir pour le partage, entre la Couronne et la victime d'un dommage corporel à la suite de la négligence ou l'acte illicite d'un tiers, du produit d'un recouvrement visé au paragraphe 142.1(8);</p> |
|--|---|

- (p.2) respecting the payment of a fee to a barrister and solicitor who makes a claim on behalf of an injured person and recovers a sum in respect of the cost of social services in accordance with section 142.1;
- (q) respecting the establishment and operation of social service programs;
- (r) respecting the establishment and operation of community social service agencies;
- (s) respecting staff requirements and qualifications for community social service agencies;
- (t) respecting standards for social service programs and community social service agencies;
- (u) respecting the approval of a department, agency or person from which the Minister may purchase a social service under section 19;
- (v) respecting the provision of resources for the establishment and operation of social service programs and community social service agencies;
- (w) respecting the provision of resources for the establishment and operation of community placement resources;
- (x) respecting the establishment and operation of community placement resources;
- (y) respecting staff requirements and qualifications for a community placement resource;
- (z) respecting the approval of community placement resources;
- (aa) respecting criteria and standards for programs, facilities and services within community placement resources;
- (bb) respecting the provision of resources to community placement resources;
- (cc) establishing and appointing Boards of Directors for community placement resources and prescribing their duties and functions;
- p.2) concernant le paiement d'honoraires à un avocat qui fait une réclamation au nom d'une personne blessée et qui recouvre une somme relativement au coût des services sociaux conformément à l'article 142.1;
- q) concernant l'établissement et le fonctionnement de programmes de services sociaux;
- r) concernant l'établissement et le fonctionnement d'agences de services sociaux communautaires;
- s) concernant les besoins en personnel et les qualités requises du personnel des agences de services sociaux communautaires;
- t) concernant les normes s'appliquant aux programmes et aux agences de services sociaux communautaires;
- u) concernant l'agrément d'un ministère, d'un organisme, ou d'une personne auprès desquels le ministre peut acheter un service social en vertu de l'article 19;
- v) concernant la fourniture de ressources pour l'établissement et le fonctionnement de programmes et d'agences de services sociaux communautaires;
- w) concernant la fourniture de ressources pour l'établissement et le fonctionnement de centres de placement communautaire;
- x) concernant l'établissement et le fonctionnement de centres de placement communautaires;
- y) concernant les besoins en personnel et les qualités requises du personnel d'un centre de placement communautaire;
- z) concernant l'agrément de centres de placement communautaire;
- aa) concernant les critères et normes s'appliquant aux programmes, aux installations et aux services des centres de placement communautaire;
- bb) concernant la fourniture de ressources aux centres de placement communautaire;
- cc) établissant et nommant les conseils d'administration des centres de placement communautaire et fixant leurs fonctions;

- |  |  |
|--|--|
| <p>(dd) respecting the admission to and the discharge from community placement resources;</p> <p>(ee) respecting the responsibilities of the Minister regarding adults under the supervision of the Minister;</p> <p>(ff) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(gg) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(gg.1) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(hh) respecting charges that may be imposed by the Minister with respect to the provision of social services or other services under this Act;</p> <p>(hh.1) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(hh.2) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(ii) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(jj) Repealed: 2017, c.14, s.2</p> <p>(kk) Repealed: 2017, c.14, s.2</p> <p>(ll) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(mm) Repealed: 2017, c.14, s.2</p> <p>(mm.1) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> <p>(nn) governing blood tests or other tests for which leave is given by a court under section 110 including, without limiting the generality of the foregoing,</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) prescribing methods and procedures for taking samples and the handling, transportation and storage thereof;</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) prescribing the conditions under which a sample may be tested;</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) designating persons or facilities or classes thereof who are authorized to conduct tests;</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) prescribing procedures respecting the admission of reports of tests in evidence;</p> <p>(nn.1) Repealed: 2023, c.36, s.13</p> | <p>dd) concernant les conditions d'admission et de sortie des centres de placement communautaire;</p> <p>ee) concernant les responsabilités du ministre à l'égard des adultes placés sous sa surveillance;</p> <p>ff) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>gg) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>gg.1) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>hh) concernant les frais qui peuvent être imposés par le ministre pour la fourniture de services sociaux ou d'autres services en application de la présente loi;</p> <p>hh.1) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>hh.2) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>ii) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>jj) Abrogé : 2017, ch. 14, art. 2</p> <p>kk) Abrogé : 2017, ch. 14, art. 2</p> <p>ll) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>mm) Abrogé : 2017, ch. 14, art. 2</p> <p>mm.1) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> <p>nn) concernant les expertises de sang et autres expertises dont la cour autorise l'exécution en vertu de l'article 110 et notamment sans restreindre la portée générale de ce qui précède,</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) déterminant les modalités et méthodes relatives aux prélèvements, à la manutention, au transport et à l'entreposage des échantillons;</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) fixant les conditions de réalisation de l'analyse des échantillons;</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) désignant les personnes, les installations ou les catégories de personnes ou d'installations qui sont autorisées à effectuer des expertises;</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) fixant les modalités d'admission comme preuve des rapports d'expertise;</p> <p>nn.1) Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13</p> |
|--|--|

- |        |   |       |  |
|--------|---|-------|--|
| (oo)   | Repealed: 2023, c.36, s.13  | oo)   | Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13   |
| (oo.1) | Repealed: 2023, c.36, s.13  | oo.1) | Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13   |
| (oo.2) | Repealed: 2023, c.36, s.13  | oo.2) | Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13   |
| (oo.3) | Repealed: 2023, c.36, s.13  | oo.3) | Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13   |
| (oo.4) | Repealed: 2023, c.36, s.13  | oo.4) | Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13   |
| (oo.5) | Repealed: 2023, c.36, s.13  | oo.5) | Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13   |
| (oo.6) | Repealed: 2023, c.36, s.13  | oo.6) | Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13   |
| (oo.7) | Repealed: 2023, c.36, s.13  | oo.7) | Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13   |
| (pp)   | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | pp)   | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (pp.1) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | pp.1) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (pp.2) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | pp.2) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (pp.3) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | pp.3) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (pp.4) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | pp.4) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (pp.5) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | pp.5) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (pp.6) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | pp.6) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (pp.7) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | pp.7) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (pp.8) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | pp.8) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (qq)   | Repealed: 2023, c.36, s.13  | qq)   | Abrogé : 2023, ch. 36, art. 13   |
| (rr)   | respecting rules of procedure for any application or appeal under this Act; | rr)   | concernant les règles de procédure pour toute demande ou tout appel en vertu de la présente loi; |
| (rr.1) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | rr.1) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (rr.2) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | rr.2) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (rr.3) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | rr.3) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (rr.4) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | rr.4) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (rr.5) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | rr.5) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |
| (rr.6) | Repealed: 2005, c.S-15.5, s.56  | rr.6) | Abrogé : 2005, ch. S-15.5, art. 56   |



(ss) prescribing fees for any social service or other service provided under this Act, for any licence or permit, or for any other purpose of this Act;

(tt) prescribing forms for the purposes of this Act and providing for their use;

(tt.1) defining any word or phrase used but not defined in this Act;

(tt.2) adopting, in whole or in part, with such modifications as the Lieutenant-Governor in Council considers necessary, any regulation, guideline, rule, code, standard or procedure;

(uu) generally for the better administration of this Act.

1981, c.10, s.12; 1983, c.16, s.10; 1988, c.13, s.8; 1990, c.25, s.18; 1991, c.25, s.3; 1991, c.60, s.9; 1992, c.20, s.4; 1993, c.18, s.2; 1994, c.8, s.13; 1997, c.59, s.7; 2000, c.44, s.6; 2005, c.S-15.5, s.56; 2007, c.20, s.28; 2008, c.19, s.6; 2010, c.8, s.13; 2016, c.37, s.66; 2017, c.14, s.2; 2019, c.2, s.54; 2019, c.17, s.20; 2023, c.17, s.87; 2023, c.36, s.13

**ADOPTION ACT**

**Consequential amendments**

**144(1)** *The Adoption Act, chapter A-3 of the Revised Statutes of New Brunswick, 1973, is repealed.*

**144(2)** Upon the coming into force of subsection (1), a child who is the subject of an order under subsection 6(5) of the *Adoption Act* shall be deemed to be a child in care under a guardianship order made pursuant to section 56.

**144(3)** Where an interim order has been made under the *Adoption Act* before the coming into force of subsection (1), the provisions of that Act with respect to the issue of an adoption order and any matter relating thereto apply as if that Act has not been repealed.

**144(4)** A consent in writing given in conformity to the *Adoption Act* before the coming into force of subsection (1) shall be deemed to be an adoption consent under this Act.

ss) déterminant les droits à acquitter pour tout service social ou autre service fourni en vertu de la présente loi, pour tout permis ou toute autorisation, ou pour toute autre fin de la présente loi;

tt) déterminant les formes et formules relatives à la présente loi ainsi que leur utilisation;

tt.1) définissant tout mot ou expression utilisé mais non défini dans la présente loi;

tt.2) adoptant en tout ou partie, avec les modifications que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires, tout règlement, ligne directrice, règle, code, norme ou procédure;

uu) visant, d'une façon générale, à une meilleure application des dispositions de la présente loi.

1981, ch. 10, art. 12; 1983, ch. 16, art. 10; 1988, ch. 13, art. 8; 1990, ch. 25, art. 18; 1991, ch. 25, art. 3; 1991, ch. 60, art. 9; 1992, ch. 20, art. 4; 1993, ch. 18, art. 2; 1994, ch. 8, art. 13; 1997, ch. 59, art. 7; 2000, ch. 44, art. 6; 2005, ch. S-15.5, art. 56; 2007, ch. 20, art. 28; 2008, ch. 19, art. 6; 2010, ch. 8, art. 13; 2016, ch. 37, art. 66; 2017, ch. 14, art. 2; 2019, ch. 2, art. 54; 2019, ch. 17, art. 20; 2023, ch. 17, art. 87; 2023, ch. 36, art. 13

**LOI SUR L'ADOPTION**

**Modifications corrélatives**

**144(1)** *La Loi sur l'adoption, chapitre A-3 des Lois révisées de 1973 est abrogée.*

**144(2)** Dès l'entrée en vigueur du paragraphe (1) un enfant qui fait l'objet d'une ordonnance en vertu du paragraphe 6(5) de la *Loi sur l'adoption* est réputé être un enfant pris en charge en vertu d'une ordonnance de tutelle rendue conformément à l'article 56.

**144(3)** Lorsqu'une ordonnance provisoire a été rendue en vertu de la *Loi sur l'adoption* avant l'entrée en vigueur du paragraphe (1), les dispositions de cette loi à l'égard de la délivrance d'une ordonnance d'adoption et de toute question qui s'y rattache s'appliquent comme si cette loi n'avait pas été abrogée.

**144(4)** Un consentement donné par écrit conformément à la *Loi sur l'adoption* avant l'entrée en vigueur du paragraphe (1) est réputé être un consentement à une adoption en vertu de la présente loi.

**CHILDREN OF UNMARRIED PARENTS ACT****Consequential amendments**

**145** *The Children of Unmarried Parents Act, chapter C-3 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**CHILD WELFARE ACT****Consequential amendments**

**146(1)** *The Child Welfare Act, chapter C-4 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**146(2)** Upon the coming into force of subsection (1), a child who is the subject of an order under paragraph 11(1)(a) of the *Child Welfare Act* shall be deemed to be a child in care under a supervisory order made pursuant to section 54.

**146(3)** Upon the coming into force of subsection (1), a child who is the subject of an order under paragraph 11(1)(b) of the *Child Welfare Act* shall be deemed to be a child in care under a custody order made pursuant to section 55.

**146(4)** Upon the coming into force of subsection (1), a child who is the subject of an order under paragraph 11(1)(d) of the *Child Welfare Act* shall be deemed to be a child in care subject to an order made pursuant to section 55 and section 57(1).

**146(5)** Any child under the *Child Welfare Act* not referred to in subsection (2), (3), (4), (6) or (8) shall be deemed to be a child in care under a custody order made pursuant to section 55.

**146(6)** Upon the coming into force of subsection (1), a child who is the subject of an agreement under subsection 16(1) of the *Child Welfare Act* shall be deemed to be a child in care subject to a custody agreement made pursuant to paragraph 44(1)(a).

**146(7)** Notwithstanding the *Interpretation Act*, any right to apply for a review, variation or termination as provided in the *Child Welfare Act* with respect to any child referred to in subsections (2) to (6) shall cease to exist thirty days after the coming into force of subsection (1).

**LOI SUR LES ENFANTS NATURELS****Modifications corrélatives**

**145** *La Loi sur les enfants naturels, chapitre C-3 des Lois révisées de 1973, est abrogée.*

**LOI SUR LE BIEN-ÊTRE DE L'ENFANCE****Modifications corrélatives**

**146(1)** *La Loi sur le bien-être de l'enfance, chapitre C-4 des Lois révisées de 1973, est abrogée.*

**146(2)** Dès l'entrée en vigueur du paragraphe (1), un enfant qui fait l'objet d'une ordonnance en vertu de l'alinéa 11(1)a de la *Loi sur le bien-être de l'enfance* est réputé être un enfant pris en charge en vertu d'une ordonnance de surveillance rendue conformément à l'article 54.

**146(3)** Dès l'entrée en vigueur du paragraphe (1) un enfant qui fait l'objet d'une ordonnance visée à l'alinéa 11(1)b de la *Loi sur le bien-être de l'enfance* est réputé être un enfant pris en charge en vertu d'une ordonnance de garde rendue conformément à l'article 55.

**146(4)** Dès l'entrée en vigueur du paragraphe (1) un enfant qui fait l'objet d'une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa 11(1)d de la *Loi sur le bien-être de l'enfance* est réputé être un enfant pris en charge en vertu d'une ordonnance rendue conformément à l'article 55 et au paragraphe 57(1).

**146(5)** Tout enfant en vertu de la *Loi sur le bien-être de l'enfance* qui n'est pas visé au paragraphe (2), (3), (4), (6) ou (8) est réputé être un enfant pris en charge en vertu d'une ordonnance de garde rendue conformément à l'article 55.

**146(6)** Dès l'entrée en vigueur du paragraphe (1), un enfant qui fait l'objet d'une entente en vertu du paragraphe 16(1) de la *Loi sur le bien-être de l'enfance* est réputé être un enfant pris en charge en vertu d'une entente de garde conclue conformément à l'alinéa 44(1)a).

**146(7)** Par dérogation aux dispositions de la *Loi d'interprétation*, tout droit de demande en révision, modification ou annulation prévu par la *Loi sur le bien-être de l'enfance* et relatif à un enfant visé aux paragraphes (2) à (6) expire trente jours après l'entrée en vigueur du paragraphe (1).

**146(8)** Upon the coming into force of subsection (1), a child who is the subject of an order under the *Children's Protection Act*, or paragraph 11(1)(c) or subsection 12(1) of the *Child Welfare Act* shall be deemed to be a child in care under a guardianship order made pursuant to section 56.

**146(9)** Notwithstanding the *Interpretation Act*, any right to apply for a review, variation or termination as provided in the *Child Welfare Act* with respect to any child referred to in subsection (8) shall cease to exist

(a) where notice has been given to the parents of the child, thirty days after receipt of such notice; or

(b) in any other case, one year after the coming into force of subsection (1).

1981, c.10, s.13

**COMPENSATION FOR VICTIMS OF CRIME ACT**

**Consequential amendments**

**147** *Section 1 of the Compensation for Victims of Crime Act, chapter C-14 of the Revised Statutes, 1973, is amended by repealing the definition "child" and substituting therefor the following:*

"child" includes a stepchild, a child *en ventre sa mere* and a child with respect to whom a victim stands *in loco parentis*; (*enfant*)

**DAY CARE ACT**

**Consequential amendments**

**148(1)** *The Day Care Act, chapter D-4.1 of the Acts of New Brunswick, 1974, is repealed.*

**148(2)** *Subsection (1) comes into force one year after the coming into force of Part II.*

**DESERTED WIVES AND CHILDREN MAINTENANCE ACT**

**Consequential amendments**

**149** *The Deserted Wives and Children Maintenance Act, chapter D-8 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**146(8)** Dès l'entrée en vigueur du paragraphe (1), un enfant qui fait l'objet d'une ordonnance rendue en vertu de la loi intitulée « *Children's Protection Act* » ou de l'alinéa 11(1)c) ou du paragraphe 12(1) de la *Loi sur le bien-être de l'enfance* est réputé être un enfant pris en charge en vertu d'une ordonnance de tutelle rendue conformément à l'article 56.

**146(9)** Par dérogation aux dispositions de la *Loi d'interprétation*, tout droit de demande en révision, modification ou annulation prévu par la *Loi sur le bien-être de l'enfance* et relatif à un enfant visé au paragraphe (8) expire,

a) lorsqu'avis a été donné aux parents de l'enfant, trente jours après réception de l'avis; ou

b) dans tout autre cas, un an après l'entrée en vigueur du paragraphe (1).

1981, ch. 10, art. 13

**LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

**Modifications corrélatives**

**147** *L'article 1 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, chapitre C-14 des Lois révisées de 1973, est modifié par l'abrogation de la définition « enfant » et son remplacement par ce qui suit :*

« enfant » comprend un beau-fils, un enfant conçu et un enfant pour lequel une victime agit *in loco parentis*; (*child*)

**LOI SUR LES GARDERIES D'ENFANTS**

**Modifications corrélatives**

**148(1)** *La Loi sur les garderies d'enfants, chapitre D-4.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1974, est abrogée.*

**148(2)** *Le paragraphe (1) entre en vigueur un an après l'entrée en vigueur de la Partie II.*

**LOI SUR L'OBLIGATION D'ENTRETIEN ENVERS LES FEMMES ET LES ENFANTS ABANDONNÉS**

**Modifications corrélatives**

**149** *La Loi sur l'obligation d'entretien envers les femmes et les enfants abandonnés, chapitre D-8 des Lois révisées de 1973, est abrogée.*

**DEVOLUTION OF ESTATES ACT****Consequential amendments**

**150** *Sections 34 and 35 of the Devolution of Estates Act, chapter D-9 of the Revised Statutes, 1973, are repealed.*

**EVIDENCE ACT****Consequential amendments**

**151** *The Evidence Act, chapter E-11 of the Revised Statutes, 1973, is amended by adding immediately after section 3 thereof the following section:*

**3.1** Without limiting the generality of subsection 3(1), a husband or wife may, in an action, matter or other proceeding in any court, give evidence that he or she did or did not have sexual intercourse with the other party to the marriage at any time, or within any period of time, before or during the marriage.

**EXTRA-PROVINCIAL CUSTODY ORDERS ENFORCEMENT ACT****Consequential amendments**

**152** *The Extra-Provincial Custody Orders Enforcement Act, chapter E-15 of the Acts of New Brunswick, 1977, is repealed.*

**FATAL ACCIDENTS ACT****Consequential amendments**

**153** *Section 1 of the Fatal Accidents Act, chapter F-7 of the Revised Statutes, 1973, is amended by repealing the definition “child” and substituting therefor the following:*

“child” includes a son, daughter, grandson, granddaughter, step-son, step-daughter, an adopted child and a person to whom the deceased stood *in loco parentis*; (*enfant*)

**HOSPITAL SCHOOLS ACT****Consequential amendments**

**154** *The Hospital Schools Act, chapter H-8 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**LOI SUR LA DÉVOLUTION DES SUCCESSIONS****Modifications corrélatives**

**150** *Les articles 34 et 35 de la Loi sur la dévolution des successions, chapitre D-9 des Lois révisées de 1973, sont abrogés.*

**LOI SUR LA PREUVE****Modifications corrélatives**

**151** *La Loi sur la preuve, chapitre E-11 des Lois révisées de 1973, est modifiée par l'adjonction, après l'article 3, de l'article suivant :*

**3.1** Sans limiter la portée générale du paragraphe 3(1), un époux ou une épouse peut dans une action, affaire ou autre procédure engagée devant une cour, fournir la preuve qu'il ou elle a ou n'a pas eu de rapports sexuels avec l'autre partie au mariage à quelque moment que ce soit, ou au cours de toute période de temps avant ou pendant le mariage.

**LOI SUR L'EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE GARDE EXTRA-PROVINCIALES****Modifications corrélatives**

**152** *La Loi sur l'exécution des ordonnances de garde extra-provinciales, chapitre E-15 des Lois du Nouveau Brunswick de 1977, est abrogée.*

**LOI SUR LES ACCIDENTS MORTELS****Modifications corrélatives**

**153** *L'article 1 de la Loi sur les accidents mortels, chapitre F-7 des Lois révisées de 1973, est modifié par l'abrogation de la définition « enfant » et son remplacement par ce qui suit :*

« enfant » comprend les fils, fille, petit-fils, petite-fille, beau-fils, belle-fille, enfant adopté et une personne pour laquelle la victime agissait *in loco parentis*; (*child*)

**LOI SUR LES HÔPITAUX-ÉCOLES****Modifications corrélatives**

**154** *La Loi sur les hôpitaux-écoles, chapitre H-8 des Lois révisées de 1973, est abrogée.*

**INTERPRETATION ACT****Consequential amendments**

**155** *Section 38 of the Interpretation Act, chapter I-13 of the Revised Statutes, 1973, is amended by repealing the definition “issue” and substituting therefor the following:*

“issue” means the lineal descendants of the ancestor; (*descendance*)

**LEGITIMATION ACT****Consequential amendments**

**156** *The Legitimation Act, chapter L-4 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**MARRIAGE ACT****Consequential amendments**

**157** *Section 30 of the Marriage Act, chapter M-3 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**MENTALLY RETARDED CHILDREN ACT****Consequential amendments**

**158** *The Mentally Retarded Children Act, chapter M-11 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**PARENTS’ MAINTENANCE ACT****Consequential amendments**

**159** *The Parents’ Maintenance Act, chapter P-1 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**SCHOOLS ACT****Consequential amendments**

**160** *Section 66 of the Schools Act, chapter S-5 of the Revised Statutes, 1973, is repealed and the following substituted therefor:*

**66** A child whose parent is unable to induce him to attend school regularly is deemed to be a juvenile delinquent or a child whose security or development is in danger.

**LOI D’INTERPRÉTATION****Modifications corrélatives**

**155** *L’article 38 de la Loi d’interprétation, chapitre I-13 des Lois révisées de 1973, est modifié par l’abrogation de la définition « descendance » et son remplacement par ce qui suit :*

« descendance » désigne les descendants d’une personne en ligne directe; (*issue*)

**LOI SUR LA LÉGITIMATION****Modifications corrélatives**

**156** *La Loi sur la légitimation, chapitre L-4 des Lois révisées de 1973, est abrogée.*

**LOI SUR LE MARIAGE****Modifications corrélatives**

**157** *L’article 30 de la Loi sur le mariage, chapitre M-3 des Lois révisées de 1973, est abrogé.*

**LOI SUR LES ENFANTS ARRIÉRÉS****Modifications corrélatives**

**158** *La Loi sur les enfants arriérés, chapitre M-11 des Lois révisées de 1973, est abrogée.*

2019, ch. 2, art. 54

**LOI SUR L’OBLIGATION D’ENTRETIEN  
ENVERS LES PARENTS****Modifications corrélatives**

**159** *La Loi sur l’obligation d’entretien envers les parents, chapitre P-1 des Lois révisées de 1973, est abrogée.*

**LOI SCOLAIRE****Modifications corrélatives**

**160** *L’article 66 de la Loi scolaire, chapitre S-5 des Lois révisées de 1973, est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

**66** Un enfant que ses parents ne parviennent pas à inciter à fréquenter l’école de façon régulière est réputé être un jeune délinquant ou un enfant dont la sécurité ou le développement sont menacés.

**SPECIAL CARE HOMES ACT****Consequential amendments**

**161(1)** *The Special Care Homes Act, chapter S-12.1 of the Acts of New Brunswick, 1975, is repealed.*

**161(2)** *Subsection (1) comes into force one year after the coming into force of Part II.*

**WORKMEN'S COMPENSATION ACT****Consequential amendments**

**162** *Section 1 of the Workmen's Compensation Act, chapter W-13 of the Revised Statutes, 1973, is amended by repealing the definition "member of the family" and substituting therefor the following:*

"member of the family", for the purpose of paying compensation to a dependent, includes wife, husband, father, mother, grandfather, grandmother, stepfather, stepmother, son, daughter, grandson, granddaughter, stepson, stepdaughter, brother, sister, half-brother and half-sister, and a person who stood *in loco parentis* whether related to the workman by consanguinity or not so related; (*membre de la famille*)

**MIRAMICHI AUXILIARY HOME ACT****Consequential amendments**

**163** *The Miramichi Auxiliary Home Act, chapter 6 of the Acts of New Brunswick, 1970, is repealed.*

**Commencement**

**164** *This Act or any provision thereof comes into force on a day to be fixed by proclamation.*

**LOI SUR LES FOYERS DE SOINS SPÉCIAUX****Modifications corrélatives**

**161(1)** *La Loi sur les foyers de soins spéciaux, chapitre S-12.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1975, est abrogée.*

**161(2)** *Le paragraphe (1) entrera en vigueur un an après l'entrée en vigueur de la Partie II.*

**LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL****Modifications corrélatives**

**162** *L'article 1 de la Loi sur les accidents du travail, chapitre W-13 des Lois révisées de 1973, est modifié par l'abrogation de la définition « membre de la famille » et son remplacement par ce qui suit :*

« membre de la famille » comprend, aux fins du versement de l'indemnité à une personne à charge, l'épouse, le mari, le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, le beau-père, la belle-mère, le fils, la fille, le petit-fils, la petite-fille, le beau-fils, la belle-fille, le frère, la soeur, le demi-frère, la demi-soeur et une personne qui agissait *in loco parentis* à l'égard de l'ouvrier, que sa parenté avec l'ouvrier fût ou non consanguine; (*member of the family*)

**MIRAMICHI AUXILIARY HOME ACT****Modifications corrélatives**

**163** *La loi intitulée « Miramichi Auxiliary Home Act », chapitre 6 des « Acts of New Brunswick » de 1970, est abrogée.*

**Entrée en vigueur**

**164** *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation.*

**SCHEDULE A**

**ANNEXE A**

<b>Column I Section</b>	<b>Column II Category of Offence</b>	<b>Colonne I Article</b>	<b>Colonne II Classe de l'infraction</b>
11(7).....	F	11(7).....	F
12.....	F	12.....	F
22(5).....	E	22(5).....	E
26(3).....	E	26(3).....	E
27(5).....	E	27(5).....	E
39(3).....	H	39(3).....	H

1990, c.61, s.45; 1991, c.60, s.10; 1992, c.20, s.5; 1995, c.43, s.8; 1999, c.32, s.9; 2005, c.S-15.5, s.56; 2007, c.20, s.29; 2017, c.14, s.2; 2020, c.24, s.3; 2023, c.36, s.13

1990, ch. 61, art. 45; 1991, ch. 60, art. 10; 1992, ch. 20, art. 5; 1995, ch. 43, art. 8; 1999, ch. 32, art. 9; 2005, ch. S-15.5, art. 56; 2007, ch. 20, art. 29; 2017, ch. 14, art. 2; 2020, ch. 24, art. 3; 2023, ch. 36, art. 13

**N.B.** This Act was proclaimed and came into force September 1, 1981.

**N.B.** La présente loi a été proclamée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1981.

**N.B.** This Act is consolidated to December 13, 2023.

**N.B.** La présente loi est refondue au 13 décembre 2023.